Université de Montréal

Quand l'appel à l'aide n'est pas entendu : l'expérience de femmes en processus de sortie de la prostitution

Par Ariane Vinet-Bonin

École de service social Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de Maître ès sciences (M. Sc.) en service social

Décembre 2013

© Ariane Vinet-Bonin, 2013

RÉSUMÉ

Ce mémoire s'intéresse aux expériences de femmes en processus de sortie de la prostitution. Il vise à comprendre les obstacles auxquels ces femmes sont confrontées pour pouvoir bénéficier d'interventions sociales accessibles et facilitant leur sortie de la prostitution. Cette recherche qualitative prend appui sur 11 entretiens individuels réalisés auprès de femmes âgées de 26 à 55 ans et habitant Montréal, les Laurentides et l'Abitibi.

Bien que nombre de femmes aux prises avec la prostitution souhaitent en sortir, on compte peu d'interventions sociales pour les aider en ce sens. Les services publics sont largement insuffisants à la fois du point de vue de leur accessibilité et de leur réponse aux besoins de ces femmes. Peu d'études s'intéressent aux services d'aide à la sortie de la prostitution, notamment au Québec. Ce mémoire privilégie une perspective féministe abolitionniste et un cadre épistémologique de la théorie *standpoint*. Les résultats mettent en lumière les obstacles à l'accessibilité des interventions sociales, dont le cloisonnement des services et le refus manifeste d'offrir de l'aide aux femmes. Cette recherche rend compte également de l'expérience de pratiques d'intervention entravant le processus de sortie : 1) les pratiques punitives, 2) celles proposant une aide limitée aux femmes ou 3) leur adaptation à la prostitution. La conclusion de ce mémoire propose la mise en œuvre de pratiques sociales novatrices qui prennent en compte les contraintes sociales qui mènent les femmes à l'industrie du sexe et les y maintiennent ainsi que les conséquences de l'expérience même de la prostitution sur elles.

<u>Mots clés</u>: femmes, prostitution, processus de sortie, interventions sociales, services publics, accessibilité, adéquation, obstacles, abolitionnisme féministe

ABSTRACT

This thesis focuses on the experiences of women in the process of leaving prostitution. It aims to understand the barriers these women face in order to receive social interventions that are accessible and that facilitate their exit from prostitution. This qualitative research builds on 11 individual interviews with women aged between 26 and 55 years and living in Montreal, the Laurentians and Abitibi.

Although many women in prostitution want to exit, there are few social interventions to help them in this regard. Public services are largely inadequate both regarding their accessibility and their response to the needs of these women. Few studies have focused on support services to facilitate exiting prostitution, especially in Quebec. This thesis is anchored in a feminist abolitionist perspective with standpoint theory as the epistemological framework. The results highlight the barriers to accessibility of services including compartmentalisation of services and a manifest refusal to provide social support interventions for women. This study also gives an account of the experience of interventions that hinder the exiting process: 1) punitive practices, 2) those providing limited assistance to women or 3) their adaptation to prostitution. The conclusion proposes the implementation of innovative social practices that take into account the social constraints that lead women into the sex industry and keep them there as well as the consequences of the very experience of prostitution on them.

Keywords: women, prostitution, exit process, social interventions, public services, accessibility of services, adequacy of services, barriers to services, feminist abolitionism

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	I
ABSTRACT	II
TABLE DES MATIÈRES	III
LISTE DES TABLEAUX	
LISTE DES FIGURES	
LISTE DES SIGLES	
REMERCIEMENTS	VIII
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : CADRE THÉORIQUE	7
1.1 Le modèle prohibitionniste : la prostitution, un délit	8
1.2 LE MODÈLE PRO-TRAVAIL DU SEXE : LA PROSTITUTION, UN MÉTIER COMME UN AUT	
1.3 LE MODÈLE ABOLITIONNISTE FÉMINISTE : LA PROSTITUTION, UNE FORME DE VIOLEI	
MASCULINE ENVERS LES FEMMES.	
1.3.1 Une définition de la prostitution	11
1.3.2 La prostitution et les inégalités sociales	
1.3.3 Les conséquences de la prostitution sur les femmes	
1.3.4 La question du « choix » et du consentement	16
1.3.5 La prostitution : un enjeu politique	
1.3.6 Les actions et interventions à privilégier en matière de prostitution	17
CHAPITRE 2 : PROBLÉMATIQUE	19
2.1 LA RECENSION DES ÉCRITS SUR LA SORTIE DE LA PROSTITUTION	19
2.1.1 Les motifs de sortie	19
2.1.2 Le processus de sortie	
2.1.3 Les contraintes sociales entravant la sortie	
2.1.4 Les interventions sociales d'aide à la sortie	
2.1.5 L'accès des femmes aux interventions sociales	
2.1.6 L'accessibilité des interventions sociales	
2.1.7 L'adéquation des interventions sociales aux besoins des femmes	
2.2 LA PERTINENCE SOCIALE DE LA RECHERCHE	
2.3 LA QUESTION ET LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE.	
2.3.1 La question de la recherche	
2.3.2 Les objectifs de la recherche	
CHAPITRE 3 : STRATÉGIE MÉTHODOLOGIQUE	
3.1 LA PERSPECTIVE ÉPISTÉMOLOGIQUE DE LA RECHERCHE	
3.1.1 La théorie féministe standpoint	
3.1.2 La réflexivité de la chercheure	
3.2 L'APPROCHE MÉTHODOLOGIOUE	40

3.3 LE CHOIX DE LA POPULATION À L'ÉTUDE	43
3.3.1 Les caractéristiques des participantes	43
3.3.2 La stratégie d'échantillonnage	43
3.4 LA STRATÉGIE DE RECRUTEMENT	44
3.5 LA COLLECTE DES DONNÉES	46
3.5.1 Les entretiens individuels	46
3.5.2 La validation des résultats	
3.6 Les considérations éthiques	
3.7 La méthode d'analyse des données	
3.7.1 Les caractéristiques de l'analyse de contenu	50
3.7.2 Les étapes de l'analyse de contenu	51
CHAPITRE 4 : PRÉSENTATION ET ANALYSE DES RÉSULTATS	55
4.1 LES CARACTÉRISTIQUES DES PARTICIPANTES	
4.1.1 Les caractéristiques sociodémographiques	
4.1.2 Les caractéristiques liées au vécu dans la prostitution	56
4.2 LES RÉSULTATS DE L'ANALYSE QUALITATIVE	60
4.2.1 Vouloir sortir de la prostitution : les éléments déclencheurs	60
4.2.2 Les contraintes maintenant les femmes dans la prostitution : être dans « un n	
empoisonné »	
4.2.4 Les interventions sociales qui entravent la sortie de la prostitution	
CHAPITRE 5 : DISCUSSION	
CONCLUSION	102
RÉFÉRENCES	108
ANNEXES	XI
ANNEXE 1 : ANNONCE DE RECRUTEMENT DES PARTICIPANTES	XII
ANNEXE 2 : FEUILLE D'INFORMATIONS À L'INTENTION DES	
PARTICIPANTES	XIII
ANNEXE 3 : GUIDE D'ENTRETIEN INDIVIDUEL	XV
ANNEXE 4 : FICHE D'INFORMATIONS SOCIODÉMOGRAPHIQUES	XVII
ANNEXE 5 : LISTE DE RESSOURCES D'AIDE À L'INTENTION DES	
PARTICIPANTES.	XIX

LISTE DES TABLEAUX

- **Tableau I.** Les catégories préexistantes à l'analyse de contenu et leurs définitions (p. 54)
- **Tableau II.** Le nombre de participantes selon les caractéristiques sociodémographiques (p. 57)
- **Tableau III.** Le nombre de participantes selon le nombre d'années depuis la sortie de la prostitution, le nombre d'années passées dans la prostitution et l'âge d'entrée dans la prostitution (p. 58)
- **Tableau IV.** Le nombre de participantes selon le type et le nombre de « secteurs » de l'industrie du sexe (p. 59)
- **Tableau V.** Le nombre de participantes selon le lieu géographique et le nombre de lieux de prostitution (p. 59)

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Modèle intégré du processus de sortie de Baker et al. (2010) (p. 21)

LISTE DES SIGLES

CALACS: Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel

CERFAS: Comité d'éthique de la recherche de la Faculté des arts et des sciences de

l'Université de Montréal

CLES: Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle

CJM: Conseil jeunesse de Montréal

CPJ: Conseil permanent de la jeunesse

CSF: Conseil du statut de la femme

DEC: Diplôme d'études collégiales

DEP: Diplôme d'études professionnelles

DPJ: Direction de la protection de la jeunesse

ITSS: Infections transmissibles sexuellement et par le sang

MCVI: Mouvement contre le viol et l'inceste

MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux

OIT: Organisation internationale du travail

ONU: Office des Nations Unies

ONUDC: Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

SPVM: Service de police de la ville de Montréal

SSPT: Syndrome de stress post-traumatique

RQCALACS: Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à

caractère sexuel

REMERCIEMENTS

Je dédie ce mémoire aux participantes de la recherche sans lesquelles ce projet n'aurait été possible. Je tiens à saluer l'immense courage et la générosité de ces femmes qui ont accepté de me dévoiler des expériences douloureuses, très peu souvent racontées et entendues. Je les remercie chaleureusement de la confiance qu'elles m'ont témoignée. Je suis très fière de porter, à travers ce mémoire, la parole de ces femmes engagées et inspirantes.

Je tiens à remercier également la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle, Assaut sexuel secours et le Regroupement québécois des CALACS de leur soutien à cette recherche et d'avoir notamment facilité le recrutement des participantes et la collecte des données.

Je remercie ma directrice de maitrise, Marie Lacroix, pour son accompagnement tout au long de la recherche. Je lui suis très reconnaissante d'avoir cru en mon projet du début à la fin. Je tiens à souligner l'immense confiance et la grande liberté qu'elle m'a accordées dans la réalisation de mon mémoire. Malgré la présence d'un débat tendu sur la prostitution, elle n'a jamais remis en question le choix de ma posture féministe abolitionniste – une perspective, il faut le dire, peu enseignée en travail social!

Je remercie Elsa Galerand pour les discussions riches et profondes sur mon mémoire. Son point de vue féministe a contribué à l'avancement de ma réflexion et de mon travail.

Je remercie ma famille et mes amiEs pour leur présence et leur soutien indéfectible. À ce titre, je remercie plus particulièrement :

Mes parents, Marie-Andrée et Claude, qui n'ont cessé de m'encourager durant mes longues années d'études.

Mon conjoint, Louis-Philippe, pour son amour et sa patience au quotidien, dans les moments heureux comme dans les plus difficiles.

Hélène, Amélie, Geneviève C., Karine et Catherine pour les moments de détente et de rigolade.

Katherine et Laurence pour nos nombreux échanges sur la recherche, le féminisme et la prostitution.

Ma mère, ma belle-mère Francine et Marie-Hélène pour leurs lectures et corrections attentives et attentionnées de mon mémoire.

Geneviève D. pour les moments de rédaction partagés dans les cafés de Montréal.

Enfin, je remercie les organismes suivants de leur soutien financier : le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, le Fonds de recherche en société et culture du Québec, la Faculté des études supérieures et postdoctorales, la Faculté des arts et des sciences et l'École de service social de l'Université de Montréal. Les bourses d'études facilitent grandement la poursuite des études supérieures et devraient être accessibles à un plus grand nombre d'étudiantes et étudiants.

« La prostitution : qu'est-ce que c'est? C'est l'utilisation du corps d'une femme pour du sexe par un homme; il donne de l'argent, il fait ce qu'il veut. Dès que vous vous éloignez de ce que c'est réellement, vous vous éloignez du monde de la prostitution pour passer au monde des idées. Vous vous sentirez mieux; ce sera plus facile; c'est plus divertissant : il y a plein de choses à discuter, mais vous discuterez d'idées, pas de prostitution. La prostitution n'est pas une idée. » (Andrea Dworkin, *Pouvoir et violence sexiste*, 2007, p. 77).

« Le commerce des femmes est en pleine expansion. La nouveauté tient au discours visant à camoufler la réalité de l'exploitation sexuelle. Parler de "travailleuse du sexe", c'est accepter que le sexe des femmes soit un produit marchand. » (Malka Markovich, *La traite des femmes dans le monde*, 2006, p. 449)

INTRODUCTION

Structurée par une puissante industrie sexuelle, majoritairement contrôlée par le crime organisé, la prostitution a connu une expansion considérable depuis les années 1990. Le contexte de mondialisation libérale a favorisé la croissance de la prostitution, laquelle est particulièrement importante dans les pays du Sud aux profits de ceux du Nord (Conseil du statut de la femme, 2012; Poulin, 2009; Service de police de la ville de Montréal, 2010). L'ampleur du phénomène de l'exploitation sexuelle commerciale est toutefois difficile à quantifier avec exactitude notamment en raison du développement constant et de la diversification de l'industrie du sexe. Le caractère illégal et clandestin du marché ajoute à la difficulté de dresser un portrait complet et fidèle du phénomène (Cool, 2004; CSF, 2012; SPVM, 2010; Ricci *et al.*, 2012). Par ailleurs, la plupart des organisations internationales offrent des données uniquement sur la traite à des fins d'exploitation sexuelle¹ – considérés comme relevant de la prostitution « forcée² » par opposition à la prostitution dite « volontaire » –, ce qui ne couvre pas tous les cas de prostitution.

Les données sur le nombre de victimes d'exploitation sexuelle commerciale dans le monde varient selon les estimations. Alors que l'Organisation internationale du travail (OIT) chiffre ce nombre à 1,7 million (Belser, 2005), le premier rapport sur l'exploitation sexuelle publié par la fondation Scelles en 2012 indique qu'il y aurait plutôt de 40 à 42 millions de personnes prostituées dans le monde, dont 80 % d'entre elles sont des femmes et des filles (CSF, 2012). Dans son plus récent rapport, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime affirme pour sa part que 75 % des victimes de la traite sont des femmes et des filles, majoritairement à des fins d'exploitation sexuelle (ONUDC, 2012). L'OIT évalue les profits annuels tirés de l'exploitation sexuelle commerciale à 33,9 billions de dollars US (Belser, 2005).

⁻

¹ La traite à des fins d'exploitation sexuelle se définit par « le recrutement, le transport et le transfert – à l'intérieur ou à l'extérieur d'un pays, par des moyens légaux ou illégaux – ainsi que l'hébergement ou l'accueil de personnes, principalement des femmes et des enfants, dans le but de les exploiter sexuellement ». La traite représente l'un des différents moyens utilisés par l'industrie du sexe pour pourvoir à la demande du marché de la prostitution (Ricci *et al.*, 2012, p. 2).

² Le concept de prostitution forcée a été introduit pour la première fois dans les textes officiels lors de la IV^e Conférence internationale des femmes tenue à Pékin en 1995 (Corriveau, 2010 ; Geadah, 2003). Deux ans tard, à la Conférence européenne interministérielle de 1997, le concept de « traite forcée » a vu le jour afin de marquer une distinction avec une forme légitime de migration des « travailleuses du sexe » (Geadah, 2003).

Le Canada, et le Québec plus particulièrement, n'échappent pas au phénomène de l'expansion de la prostitution (Geadah, 2003). En 2004, la Gendarmerie royale du Canada a estimé que 600 à 800 victimes de la traite, majoritairement à des fins d'exploitation sexuelle, entrent au Canada chaque année. 1500 à 2200 d'entre elles y transitent en direction des États-Unis (SPVM, 2010). Les personnes exploitées sexuellement qui entrent au pays proviendraient surtout de l'Europe de l'Est, mais aussi de l'Asie, de l'Afrique et se concentrent principalement dans les grands centres urbains comme Toronto et Vancouver (Van Nieuwenhuyse, 2004). Outre des jeunes femmes étrangères, des Canadiennes sont aussi victimes de la traite interne à travers le pays, soit à l'intérieur d'une même province ou d'une province à une autre (Mourani, 2009; Van Nieuwenhuyse, 2004). À ce titre, Montréal est un lieu important de traite interprovinciale à des fins de prostitution (Mourani, 2009). Considérée comme la capitale canadienne de la prostitution (Geadah, 2003) – et même appelée, par plusieurs, la « Bangkok de l'Ouest » (CSF, 2002, p.64) –, la métropole du Québec est l'une des principales destinations du tourisme sexuel en Amérique du Nord (Claude, 2009).

Au moment de leur entrée dans la prostitution, la majorité des femmes sont jeunes, appauvries et racisées (CSF, 2002, Farley *et al.*, 2005; Weiner, 1996). Selon le rapport mondial sur l'exploitation sexuelle de la fondation Scelles, les trois quarts des femmes prostituées sont âgés de 13 à 25 ans. De plus, neuf femmes sur dix sont dépendantes d'un proxénète (CSF, 2012). Plusieurs chercheur.e.s et intervenantes sociales ont documenté les impacts de la prostitution sur la santé physique et mentale des personnes qui y sont aux prises et le désir de ces dernières d'en sortir (Ayerbe *et al.* 2011; Farley *et al.*, 1998, 2005). Malgré l'important débat social entourant la prostitution, sa sortie est peu discutée dans les écrits scientifiques. Les recherches qui ont documenté la trajectoire de sortie de la prostitution montrent qu'il s'agit d'un processus long et difficile à cause des diverses contraintes sociales qui maintiennent les femmes dans la prostitution (Baker *et al.*, 2010). L'aide extérieure est donc nécessaire pour permettre aux femmes qui le souhaitent de s'extirper de la prostitution (Baker *et al.*, 2010; Bertrand et Nadeau, 2006; Hardman, 1997; Rabinovitch et Strega, 2004; Yahne *et al.*, 2002). Des études ont documenté les interventions formelles et informelles facilitant la sortie. Malheureusement, ces interventions se font rares. Celles qui existent sont souvent

difficilement accessibles et souvent peu adaptées aux besoins des femmes désireuses d'en sortir (Bindel, 2006; Hardman, 1997; Hester et Westmarland, 2004; Mansson et Hedin, 1999).

L'intérêt de cette recherche est né d'une expérience terrain avec des femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution. Ces femmes, je les ai rencontrées à Montréal à la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES), un organisme au sein duquel je suis militante depuis plus de cinq ans. J'ai également eu l'occasion de réaliser à la CLES un stage³ de formation pratique dans le cadre du programme de l'année préparatoire à la maîtrise en service social de l'Université de Montréal. La CLES est un organisme communautaire féministe, critique de l'industrie du sexe et qui offre de l'aide directe aux femmes aux prises avec la prostitution, en plus de faire un travail de prévention, de conscientisation et d'action politique. Le travail de la CLES prend appui sur les réalités et les témoignages de femmes qui ont un vécu de prostitution. L'organisme vise, d'une part, à défaire les mythes entourant l'industrie du sexe et démontrer les liens entre la prostitution et les violences faites aux femmes. D'autre part, la CLES travaille à la mise en place de mesures sociales, économiques et communautaires pour la construction d'un monde sans prostitution. Au fil des ateliers de discussions auxquels j'ai pu participer, les femmes témoignaient régulièrement de la violence inhérente à la prostitution et des contraintes sociales qui les empêchent de quitter définitivement la prostitution⁴. Elles rendaient également compte de la difficulté de vivre avec les nombreuses conséquences de l'expérience de la prostitution – dont notamment la pauvreté, l'exclusion sociale, les problèmes de santé –, et ce, même après en être sorties. Ces récits révélaient un manque criant de services disponibles pour les femmes qui souhaitent quitter la prostitution. Les femmes rencontrées témoignaient également des obstacles auxquels elles sont confrontées pour pouvoir bénéficier de services d'aide accessibles et qui puissent répondre à leurs besoins. Elles ont attesté d'un manque d'ouverture et de compréhension de la prostitution et de ses conséquences intrinsèques sur les femmes de la part de plusieurs services sociaux et de santé, notamment. Ces femmes, pour qui l'entrée dans la prostitution est la conséquence

³ D'une durée de 5 mois, ce stage s'est échelonné du mois de janvier au mois de mai 2011.

⁴ À ce titre, je me dois de mentionner que ce sont ces femmes qui m'ont fait comprendre, à travers leur récit, la réalité de la prostitution, vécue de l'intérieur, et ses nombreuses conséquences désastreuses sur leur vie. Ce sont ces femmes, leurs histoires, leurs combats – plus que les théories et écrits sur la prostitution, comme on pourrait être porté à le croire – qui ont orienté ma compréhension de la prostitution comme une forme de violence masculine envers les femmes et scellé mon engagement dans la lutte contre l'exploitation sexuelle commerciale.

d'une histoire personnelle teintée de violence, de pauvreté et d'exclusion sociale, exprimaient se trouver bien en peine de ne pas se voir proposer de réelles alternatives à la prostitution.

Ces constats sont à l'origine de cette recherche. Elle voudrait mieux comprendre l'expérience de femmes qui font face à des obstacles lorsqu'elles veulent quitter le système prostitutionnel et pointer les principales lacunes des services publics, notamment ceux du secteur social, communautaire et de la santé, et ce, à partir des expériences concrètes de femmes engagées dans un parcours de sortie. Peu d'études au Québec se sont intéressées aux obstacles pour pouvoir bénéficier d'interventions sociales facilitant la sortie de la prostitution, notamment dans une perspective féministe abolitionniste. Ce projet vise donc d'une part à faire entendre la voix – peu entendue – de femmes en processus de sortie de la prostitution et, d'autre part, à soutenir la mise en œuvre d'interventions sociales novatrices accessibles et adaptées aux besoins des femmes. Par cette recherche, il est également souhaité de contribuer à l'avancement des connaissances dans le domaine de la violence faite aux femmes et de tirer des recommandations pour la pratique en travail social.

Le premier chapitre est consacré au cadre théorique de la recherche. Le débat sur la prostitution y sera présenté. La discussion sur les différents courants de pensée mettra en lumière les tensions entourant la définition de la prostitution. Cette dernière n'est jamais neutre et dépend du point de vue adopté. Alors que l'approche prohibitionniste conçoit la prostitution comme un délit, la perspective pro-travail du sexe y voit plutôt une forme de travail légitime. Le cadre d'analyse abolitionniste féministe se distingue de ces deux perspectives et comprend la prostitution comme une forme de violence masculine envers les femmes. Puisqu'il a été retenu aux fins de cette étude, il sera davantage discuté. Remettant en question la notion de « choix » libre et éclairé de la prostitution, ce cadre théorique prend en compte l'effet des contraintes sociales qui mènent les femmes à la prostitution et les y maintiennent. Contrairement aux prohibitionnistes et pro-travail du sexe, les abolitionnistes féministes accordent une importance à la sortie de la prostitution et articulent un modèle théorique et pratique pour y parvenir.

Le second chapitre fait état de la problématique de la recherche. La recension des écrits met en

lumière la complexité du processus de sortie de la prostitution. Cette section prend appui sur le modèle de Baker *et al.* (2010) qui propose différentes étapes du cycle de sortie. Plusieurs auteur.e.s font état des raisons poussant les femmes à vouloir quitter l'industrie du sexe et des différentes contraintes qui les en empêchent, dont la violence, la pauvreté, les problèmes de santé, le racisme et l'exclusion sociale. Les recherches sur le sujet montrent que les interventions informelles ne sont pas suffisantes pour faciliter le processus de sortie. Selon plusieurs écrits, un besoin d'aide formelle est nécessaire pour répondre aux nombreux besoins des femmes, notamment des soins de santé, un logement sécuritaire, une formation, et ce, selon l'étape du processus de sortie. Le succès de la sortie de la prostitution dépend toutefois de l'accessibilité et de l'adéquation des interventions sociales. Or, les recherches révèlent plusieurs obstacles à l'accessibilité des interventions sociales, sur le plan socioéconomique, organisationnel et géographique. Par ailleurs, les écrits indiquent que les interventions sociales, lorsqu'elles sont accessibles, peinent à comprendre et à agir sur les conséquences de l'expérience même de la prostitution sur les femmes. Ces dernières se heurtent en effet à des pratiques punitives ou centrées uniquement sur la réduction des méfaits.

La stratégie méthodologique fait l'objet du troisième chapitre. Le point de vue épistémologique privilégié dans ce mémoire, soit celui de la théorie féministe *standpoint*, y est présenté d'entrée de jeu. Cette posture, qui met l'accent sur l'importance de la reconnaissance du point de vue des personnes opprimées dans la production des connaissances, apparaît pertinente pour comprendre les expériences de femmes en processus de sortie de la prostitution. Ce chapitre présente ensuite l'approche méthodologique de la recherche et ses visées participatives, en accord avec le parti pris épistémologique énoncé précédemment. Les défis d'une telle approche méthodologique y sont discutés de même que les enjeux liés au recrutement des participantes et à la collecte des données. Enfin, les considérations éthiques et la démarche de l'analyse de contenu qualitative concluent ce chapitre.

Les chapitres quatre et cinq présentent respectivement l'analyse et la discussion des résultats de la recherche. Les résultats permettent à la fois de confirmer et d'enrichir les connaissances sur les obstacles à l'accessibilité et à l'adéquation des interventions sociales destinées aux femmes en processus de sortie de la prostitution. Le principal apport de ce

mémoire est d'offrir une compréhension des effets des interventions sociales sur le processus de sortie des femmes.

Enfin, la conclusion de ce mémoire fait état des principaux constats qui émergent de cette recherche et propose de repenser les interventions sociales afin d'aller au-delà de la résignation et éviter la reproduction des méfaits inhérents à l'expérience de la prostitution. Pour ce faire, quelques pistes d'intervention proposent de prendre en compte les contraintes sociales qui mènent les femmes à l'industrie du sexe et les y maintiennent ainsi que les conséquences de l'expérience même de la prostitution sur elles.

CHAPITRE 1 : CADRE THÉORIQUE

Plusieurs définitions de la prostitution existent et elles diffèrent selon la perspective théorique privilégiée par les auteur.e.s. Un mémoire sur la prostitution ne peut faire les frais d'une présentation de l'important débat sur la question (Geadah, 2003). Notons que ce débat a été récemment ravivé au Canada par le jugement controversé de la cour supérieure d'Ontario dans la cause Bedford c. Canada en septembre 2010. Cette cause a été portée devant les tribunaux par trois femmes qui s'identifient comme des « travailleuses du sexe » ou l'ayant déjà été. Deux d'entre elles sont aussi devenues des proxénètes (CSF, 2012). Les trois requérantes ont plaidé que la loi en matière de prostitution est inconstitutionnelle parce qu'elle contreviendrait aux droits reconnus par la Chartre canadienne des droits et libertés et qu'elle mettrait en danger les personnes prostituées (CSF, 2012; Shaver et al., 2011). Il faut rappeler ici que le Canada oscille entre tolérance et interdiction en matière de prostitution. En effet, la prostitution n'est pas, et n'a jamais été, considérée en soi comme une infraction au Code criminel canadien (Corriveau, 2010; Geadah, 2003). Or, plusieurs des actes reliés à la prostitution sont proscrits. L'interdiction concerne le fait de tenir une maison de débauche ou le fait de s'y retrouver, sans raison légitime (article 210), le transport d'une personne à une maison débauche (article 211), le fait d'induire ou de tenter d'induire une personne à se livrer à la prostitution ou vivre des fruits de la prostitution d'autrui (article 212) et le fait de communiquer avec une autre personne, dans un endroit public ou à la vue du public, dans le but de se livrer à la prostitution (article 213) (Geadah, 2003).

Dans sa décision, la juge Susan Himel a invalidé trois dispositions du Code criminel relatives aux articles 210, 212 et 213 (CSF, 2012; Ricci *et al.*, 2012; Shaver *et al.*, 2011). Le jugement Himel a été entériné par la cour d'appel de l'Ontario en mars 2012 sauf en ce qui concerne la communication (article 213) (CSF, 2012). La cause a été de nouveau portée en appel devant la Cour suprême en avril 2012. L'application du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la question soit tranchée par le plus haut tribunal du Canada (CSF, 2012). Des groupes opposés à la décriminalisation totale de la prostitution se sont manifestés, dont la Coalition des femmes

pour l'abolition de la prostitution. Composée de sept groupes de femmes⁵, cette association pancanadienne est intervenue devant la cour d'appel de l'Ontario pour réclamer l'application asymétrique des lois afin que seules les femmes prostituées soient décriminalisées et que les clients-prostitueurs et les proxénètes le demeurent. La Coalition, qui représente des femmes ayant un vécu de prostitution, soutient qu'« il est illogique et contraire aux principes de justice fondamentale de décriminaliser les hommes qui exploitent la prostitution d'autrui en ayant la prétention de protéger les femmes prostituées contre ces mêmes hommes » (Coalition des femmes pour l'abolition de la prostitution, 2011).

Sur fond juridique, le débat social en matière de prostitution a donc été relancé sur la place publique ces dernières années. Afin d'approfondir la question, les trois grands modèles de compréhension de la prostitution – soit le modèle prohibitionniste, l'approche pro-travail du sexe et la perspective abolitionniste féministe – seront présentés. Selon ces différents points de vue théoriques, la prostitution est définie respectivement comme un délit, un métier comme un autre ou une forme de violence masculine envers les femmes. Il est à noter toutefois que le choix de cette classification n'exclut pas l'existence de différents courants à l'intérieur même ou à l'intersection de ces grands cadres d'analyse (Baril, 2005; CSF, 2002; Geadah, 2003).

1.1 LE MODELE PROHIBITIONNISTE: LA PROSTITUTION, UN DELIT

Cette perspective est celle d'un discours conservateur et répressif envers les femmes aux prises avec la prostitution et qui prône leur criminalisation (CLES, 2011; Geadah, 2003). Le système prohibitionniste est le plus ancien des modèles juridiques en matière de prostitution et son appellation fait référence aux modes de prohibition de l'alcool en vigueur aux États-Unis aux 19^e et 20^e siècles (Geadah, 2003). Bien que, selon ce modèle, les clients-prostitueurs et les proxénètes sont aussi punis au sens de la loi, dans la réalité, ce sont les femmes prostituées qui sont les premières cibles de la répression et la criminalisation, comme c'est le cas notamment

.

⁵ Les groupes membres de la Coalition sont les suivants : l'Association canadienne des centres contre les agressions à caractère sexuel, l'Association canadienne des Sociétés Elizabeth Fry, l'Action ontarienne contre la violence faite aux femmes, la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle, l'Association des femmes autochtones du Canada, le Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, le Vancouver Rape Relief and Women Shelter.

au Canada (CLES, 2011; Corriveau, 2010) même si ce pays ne se situe pas, par sa tolérance, dans un régime strictement prohibitionniste. On vise donc à arrêter les comportements des femmes en lien avec la prostitution plutôt que de les aider à en sortir. Cette perspective ne prend pas en compte les inégalités sociales et les discriminations systémiques à la base de la prostitution, d'une part, et ne propose pas d'autres possibilités économiques et sociales aux femmes dans l'industrie du sexe, d'autre part. Par conséquent, le modèle prohibitionniste ne s'intéresse ni à la prévention, ni aux programmes d'aide aux femmes dans la prostitution, et encore moins ceux visant la sortie (Chaleil, 1981). Il existe encore aujourd'hui des régimes exclusivement prohibitionnistes, notamment dans les pays asiatiques, les anciens pays communistes ainsi que dans de nombreux états américains (Geadah, 2003). Toutefois, les partisanes et partisans de ce modèle se font peu entendre sur la place publique, laissant le débat se faire entre ceux et celles qui défendent la perspective pro-travail du sexe d'un côté et la perspective abolitionniste de l'autre (Baril, 2005; Poulin, 2008).

1.2 LE MODELE PRO-TRAVAIL DU SEXE: LA PROSTITUTION, UN METIER COMME UN AUTRE

La perspective pro-travail du sexe définit la prostitution comme un travail (Benoit et Millar, 2001; Bruckert et Parent, 2010; Cusick *et al.*, 2011; Law, 2011; Mayhew et Mossman, 2007; Oselin, 2010; Parent et Bruckert, 2007, 2010; Sander, 2007; Toupin, 2006) consistant à offrir des « pratiques sexuelles tarifées » (Danet, 2007, p. 110). Cette perspective est aussi nommée « néo-règlementarisme » en référence à la période règlementariste qui l'a précédée et qui s'est échelonnée de la seconde moitié du 19^e siècle au milieu du 20^e siècle (Geadah, 2003). Durant la période règlementariste, la prostitution était considérée comme un « mal nécessaire » qu'il fallait encadré pour éviter la propagation de maladies. Répondant à des questions d'ordre sanitaire, les règlementaristes préconisaient le contrôle de la prostitution par l'État, notamment en soumettant les femmes prostituées à des contrôles médicaux (Geadah, 2003; Parent et Bruckert, 2010). Bien que les considérations sanitaires demeurent importantes pour les adeptes de la perspective néo-règlementariste, ou pro-travail du sexe, leurs efforts se concentrent davantage dans la défense des droits des femmes prostituées, appelées des « travailleuses du sexe » (Bruckert et Parent, 2010; Geadah, 2003; Parent et Bruckert, 2010).

Le choix de la terminologie « travailleuse du sexe » est lié à une volonté de « déstigmatiser » les femmes dans la prostitution et de les reconnaître comme des travailleuses (Bruckert et Parent, 2010) unies par une « identité professionnelle subversive » (Mensah, 2010, p. 88). Les organisations et pays adoptant cette perspective mettent typiquement en place des interventions améliorant les conditions de pratique de la prostitution plutôt que ne facilitant sa sortie (Geadah, 2003). Faisant fi des causes structurelles de la prostitution et de ses conséquences pour les femmes, cette posture invoque le consentement individuel pour justifier la reconnaissance de la prostitution comme un travail (Corriveau, 2010; Parent et Bruckert, 2007, 2010). Si les règlementaristes demandent la légalisation de la prostitution, les tenants et les tenantes de la perspective pro-travail du sexe réclament sa décriminalisation totale – incluant celle du proxénétisme et des clients-prostitueurs – comme moyen d'améliorer les conditions de travail et, par conséquent, la santé et la sécurité des « travailleuses du sexe » (Corriveau, 2010; Mensah, 2010). Les Pays-Bas, la Suisse, l'Allemagne, l'Australie, et l'état du Nevada aux États-Unis ont adopté une politique règlementariste alors que la Nouvelle-Zélande et l'État des New South Wales en Australie ont choisi de décriminaliser totalement la prostitution (CLES, 2011; Corriveau, 2010).

Bien que les recherches réalisées dans une perspective pro-travail du sexe s'intéressent peu à la sortie de la prostitution, certaines d'entre elles s'y consacrent. Le terme « transition » est parfois employé par les auteur.e.s de ces études pour parler de la sortie (Law, 2011; Oselin, 2010; Sanders, 2007). Une de ces auteur.e.s justifie ce choix sémantique par l'argument selon lequel on ne « sort » que d'un milieu contraignant et on « transite » plutôt d'un métier à un autre (Law, 2011). Pour cette raison, cette auteure remet en question l'usage du terme « sortie » dans ce contexte et prône l'emploi exclusif du terme « transition » puisqu'il conviendrait davantage au « travail du sexe ». Selon les études pro-travail du sexe, les raisons – dont les problèmes de santé mentale – qui poussent les femmes à vouloir quitter l'industrie du sexe ne seraient pas liées à la prostitution en elle-même, mais plutôt à des difficultés dites périphériques. Parmi celles-ci, on note la stigmatisation, la discrimination, les conditions de « travail », la toxicomanie, un épisode de violence, l'épuisement dû au caractère relationnel et émotionnel de la prostitution et, enfin, le désir de changer d'emploi ou de se consacrer à un autre projet (Benoit et Millar, 2001; Law, 2011; Sanders, 2007; Oselin, 2010). L'une de ces

auteur.e.s mentionne certains cas où la prostitution est difficile en elle-même, plus particulièrement lorsqu'elle a lieu dans la rue (Sanders, 2007). Les principales barrières à la sortie de la prostitution ne concerneraient que la criminalisation (Sanders, 2007), la stigmatisation et la perte des avantages de la prostitution telles que le gain d'argent et les horaires flexibles (Law, 2011; Mayhew et Mossman, 2007). Conséquemment, les principales interventions proposées aux femmes aux prises avec la prostitution, en plus de la décriminalisation totale de la prostitution, visent à s'attaquer à la stigmatisation des femmes (Law, 2011; Sanders, 2007), réduire les méfaits⁶ associés à la prostitution (Cusick *et al.*, 2011) et compenser les pertes financières de celles qui choisissent de quitter la prostitution (Law, 2011; Mayhew et Mossman, 2007; Sanders, 2007). Certain.e.s auteur.e.s remettent même en question la présence des interventions d'aide à la sortie (Cusick *et al.*, 2011; Mayhew et Mossman, 2007; UK Network of Sex Work Projects, 2008), et ce, même les pays comme la Nouvelle-Zélande où la prostitution est décriminalisée, sous prétexte qu'elles ne conviendraient pas aux femmes souhaitant demeurer dans l'industrie du sexe (Mayhew et Mossman, 2007).

1.3 LE MODELE ABOLITIONNISTE FEMINISTE : LA PROSTITUTION, UNE FORME DE VIOLENCE MASCULINE ENVERS LES FEMMES

1.3.1 Une définition de la prostitution

Le cadre théorique retenu pour cette recherche est celui de la perspective abolitionniste féministe, selon laquelle la prostitution est une forme d'exploitation sexuelle commerciale qui peut être définie de la façon suivante :

Une pratique par laquelle une ou des personnes obtiennent une gratification sexuelle, un gain financier ou un avancement quelconque en abusant de la

⁶ D'abord développée pour répondre aux problèmes liés à la toxicomanie, la réduction des méfaits a été définie plus largement comme « une démarche de santé collective visant, plutôt que l'élimination de l'usage des psychotropes (ou d'autres comportements à risque ou «addictifs»), à ce que les principaux intéressés puissent développer des moyens de réduire les conséquences négatives liées à leurs comportements et aux effets pervers des contrôles sur ces comportements, pour eux-mêmes, leur entourage et la société, aux plans sanitaire, économique et social » (Brisson, 1997). Appliqué à la prostitution, ce type d'intervention consiste à minimiser ses effets négatifs liés entre autres aux maladies transmises sexuellement et par le sang (ITSS) (Cusick *et al.*, 2011).

sexualité d'une autre personne ou d'un groupe de personnes, lésant ainsi le droit de ces dernières à la dignité, à l'égalité, à l'autonomie et au bien-être physique et mental (Charron, 2010, p.10).

Plus précisément, la prostitution est un acte marchand donnant accès au contrôle du corps et de la sexualité d'une personne, généralement une femme ou un enfant, en échange d'une somme d'argent, de biens, de drogue, de nourriture, de logement ou autre (Bindel, 2006, Poulin, 2004). Les termes « femmes aux prises avec la prostitution », « femmes qui ont un vécu dans la prostitution », « femmes exploitées sexuellement » ou « survivantes » (Bindel, 2006; CLES, 2011) sont privilégiés par les personnes et les groupes adhérant à la perspective abolitionniste. Le terme « travailleuses du sexe » n'est pas utilisé par les abolitionnistes parce qu'elles jugent que cette appellation masque la violence inhérente à la prostitution et sert plutôt à légitimer l'industrie du sexe et les personnes qui exploitent les femmes à l'intérieur de cette industrie (CLES, 2011; Bindel, 2006). Par ailleurs, Bindel (2006) note que peu de femmes dans l'industrie du sexe se nomment elles-mêmes des «travailleuses du sexe ». Le vocable « industrie du sexe » comprend différents « secteurs » dont la pornographie (prostitution filmée), la danse nue, la prostitution dans les bars de danse nue, les salons de massages et autres lieux intérieurs, la prostitution de rue, la prostitution par internet, par téléphone, etc. (Bindel, 2006; Charron, 2010). De plus, la perspective abolitionniste féministe comprend la prostitution comme « un système socialement construit avec tous ses acteurs (les clientsprostitueurs⁷, les proxénètes [dont] les propriétaires [des industries du sexe] et les États) [qui garantissent l'accès et le contrôle monnayé du corps et de la sexualité d'autrui], ses causes, ses conséquences (sociales, économiques et politiques), son environnement et ses conséquences inégalitaires » (Charron, 2010, p.10).

Le courant abolitionniste ou « néo-abolitionniste » (CSF, 2012; Geadah, 2003) est nommé comme tel en référence au mouvement social du 19^e siècle contre l'esclavage. Figure de proue du mouvement pour l'abolition de la prostitution de la fin du 19^e siècle, l'Anglaise Joséphine Butler condamnait ce qu'elle appelait la nouvelle forme d'esclavage (Markovich, 2006). Cette

_

⁷ L'utilisation du terme « prostitueur » est préférée à celui de « client » puisque ce dernier « contribue à renforcer l'invisibilité et l'impunité accordés aux hommes qui se donnent le droit d'acheter le corps des femmes » (Charron, 2010, p. 10).

lutte contre l'esclavage sexuel des femmes a mené à l'adoption par l'Office des Nations Unies (ONU) en 1949 de la Convention abolitionniste pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui (CSF, 2012; Geadah, 2003; Markovich, 2006). Ratifiée par plusieurs pays, cette convention de l'ONU établit pour la première fois dans l'histoire du droit international la prostitution comme étant contraire à « la dignité et la valeur de la personne humaine » (Geadah, 2003, p.70).

1.3.2 La prostitution et les inégalités sociales

Le cadre d'analyse abolitionniste prend en compte les systèmes d'oppressions sexistes, racistes, colonialistes et socioéconomiques – sur lesquels s'appuie l'emprise du système prostitutionnel – qui conduisent les femmes à la prostitution et les y maintiennent (CSF, 2002; Markovich, 2006). Au Canada comme ailleurs dans le monde, selon les estimations disponibles, 80 % des personnes prostituées sont des femmes, alors que les clients de la prostitution sont presque exclusivement des hommes (Benoit et Millar, 2001; CSF, 2002, 2012; Geadah, 2003). Les femmes prostituées québécoises auraient plus souvent un proxénète que les hommes prostitués (Gendron et Hankins, 1995). Selon des données canadiennes, les femmes sortiraient plus tard de la prostitution, contrairement aux hommes, soit vers la fin de la vingtaine plutôt qu'au début (Comité spécial d'étude de la pornographie et de la prostitution, 1985). La majorité des femmes canadiennes prostituées sont entrées dans l'industrie du sexe avant l'âge de 18 ans, l'âge moyen variant, selon les données, entre 14 et 16 ans (Comité spécial d'étude de la pornographie et de la prostitution, 1985; Conseil jeunesse de Montréal, 2005; John Howard Society of Alberta, 2001; Kingsley et Mark, 2000). Si la moyenne d'âge des personnes prostituées adultes est de 24 ou 25 ans (CJM, 2005), une enquête québécoise révèle que les proxénètes recrutent des filles de plus en plus jeunes (Dorais, 2009).

Plusieurs études démontrent que les femmes vulnérables, exclues et marginalisées sont plus nombreuses parmi les femmes qui ont un vécu dans la prostitution, dont notamment les femmes les plus pauvres (CSF, 2002, Farley *et al.*, 2005). Plusieurs femmes aux prises avec la prostitution font face à l'itinérance (Farley *et al.*, 2005; Ministère de la Santé et des Services

sociaux, 2008; Weiner, 1996). La prostitution est aussi étroitement interreliée à la toxicomanie (Dufour, 2005; Plummer *et al.*, 1996). Le recours à la prostitution est utilisé pour soutenir la dépendance aux drogues et/ou à l'alcool et inversement la toxicomanie est un moyen de faire à la face à la réalité de la prostitution (Bertrand et Nadeau, 2006; Dufour, 2005; McClanahan *et al.*, 1999; Weiner, 1996; Yahne *et al.*, 2002). Par ailleurs, les femmes issues des communautés ethnoculturelles et autochtones sont surreprésentées parmi les femmes dans la prostitution (Benoit et Millar, 2001; CSF, 2002, Farley *et al.*, 2005; Weiner, 1996). Dans certaines communautés canadiennes, les enfants et les femmes autochtones représentent 90 % des personnes prostituées alors que la population amérindienne constitue 2 à 3 % de population canadienne (Kingsley et Mark, 2000).

1.3.3 Les conséquences de la prostitution sur les femmes

La perspective abolitionniste féministe situe la prostitution dans le continuum des violences faites aux femmes. Une majorité⁸ de femmes dans la prostitution rapportent une histoire de violence passée (Yahne *et al.*, 2002), particulièrement d'agressions à caractère sexuel (CSF, 2002, 2012; Dufour, 2005; Farley *et al.*, 2005; Geadah, 2003; Hardman, 1997; McClanahan *et al.*, 1999; Plummer *et al.*, 1996). Pour plusieurs d'entre elles, la violence a commencé dans l'enfance. Certaines ont dû fuir le domicile familial (McClanahan *et al.*, 1999) et ont parfois connu très tôt dans leur vie l'intervention des services sociaux (Hardman, 1997). C'est une violence qui s'est poursuivie ensuite dans la prostitution où elles subissent des taux élevés de violence physique, psychologique et sexuelle (Farley *et al.*, 2005; Weiner, 1996), et ce, peu importe la forme de la prostitution qu'elles vivent, qu'elle ait lieu dans la rue⁹ ou non et qu'elle soit décriminalisée ou non (Farley, 2004). Selon la perspective abolitionniste féministe adoptée ici, la prostitution est comprise comme un viol tarifé puisqu'elle consiste à des rapports sexuels non désirés, de façon répétée. Ainsi, l'expérience de la violence physique, sexuelle et émotionnelle représente la norme pour les femmes dans la prostitution (Farley, 2004; Hardman, 1997). La prostitution est, en soi, intrinsèquement violente, et ce, même en

_

⁸ 80% selon le CSF (2012).

⁹ À noter que la prostitution de rue représente 20% de toutes les activités de l'industrie du sexe au Canada (Cool, 2004).

l'absence de violence supplémentaire (Dworkin, 2007). Afin d'illustrer cette violence et son caractère répété, Andrea Dworkin (2007, p.78) définit la prostitution comme suit : « c'est la bouche, le vagin, le rectum, pénétrés d'habitude par un pénis, parfois par des mains, pénétrés par un homme, et un autre et encore un autre et encore un autre et encore un autre ». La prostitution constitue donc une forme spécifique d'infériorité vécue par les femmes. En effet, ces femmes, déshumanisées, sont considérées comme des objets destinés à satisfaire les exigences sexuelles des hommes (Barry, 1982; Dworkin, 2007; MacKinnon, 1987).

Ainsi, les conséquences de la prostitution sur la vie et la santé, tant mentale que physique, des femmes sont nombreuses (Bassuk et al., 1996; CSF, 2012; Geadah, 2003; Farley, 2004; Farley et al., 2005; Trinquart, 2002a; Plummer et al., 1996). Sur le plan de la santé physique, les principaux problèmes rapportés sont les suivants : des problèmes de mémoire et de concentration, des maux de tête, des étourdissements, des problèmes de vision (Farley et al., 2005). Sur le plan psychologique, la dissociation 10 des femmes prostituées est une stratégie qu'elles utilisent pour gérer la violence et les difficultés associées à la prostitution (Dufour, 2005; Farley et al., 2005; Hardman, 1997). Une étude menée auprès de 475 femmes dans la prostitution dans cinq pays différents (Afrique du Sud, Thaïlande, Turquie, États-Unis et Zambie) a révélé un taux de syndrome de stress post-traumatique (SSPT)¹¹ très répandu chez ces femmes (Farley et al., 1998). Dans le cadre d'une enquête réalisée à Vancouver, 72 % des femmes aux prises avec la prostitution interrogées ont rapporté des symptômes du SSPT (Farley et al., 2005). De plus, le taux de SSPT est plus élevé chez ces femmes comparativement au taux rapporté chez d'autres populations, dont celles de femmes victimes de violence conjugale, de survivantes du viol et de vétérans de la guerre (Farley et al., 2005). L'étude québécoise de Rose Dufour révèle un taux de tentative de suicide très élevé chez les femmes qu'elle a rencontrées. Plusieurs des participantes à cette recherche ont exprimé avoir tenté plusieurs fois dans leur vie de mettre fin à leurs jours, parfois jusqu'à 33 fois (Dufour, 2005). Il n'est donc pas étonnant que le taux de mortalité des femmes prostituées au Canada

_

¹⁰ La dissociation est un mécanisme de défense psychologique consistant à séparer le plus possible l'expérience traumatique de soi, son identité, ses émotions, ses pensées, son comportement, ses sensations physiques, etc. (Farley et Barkan, 1998; Trinquart, 2002b).

¹¹ Le SSPT est caractérisé par trois types de symptômes : 1) le fait de revivre un évènement traumatique de façon répétitive; 2) l'évitement répété et persistant de stimuli associés à l'événement traumatique et 3) l'hypervigilence (Farley *et al.*, 2005).

soit 40 fois supérieur à la moyenne nationale (Comité spécial d'étude de la pornographie et de la prostitution, 1985).

1.3.4 La question du « choix » et du consentement

En tenant compte des contraintes sociales qui assujettissent les femmes à la prostitution et des conséquences de l'exploitation sexuelles sur ces dernières, la perspective abolitionniste remet en question la notion de « choix » des femmes dans l'industrie du sexe (Hardman, 1997). Le fait que l'acte sexuel soit tarifé est interprété comme un consentement de la part de la personne prostituée et, du même coup, dégage le prostitueur de toute responsabilité (Dworkin, 2007). Or, selon Farley (2004), le silence des femmes dans la prostitution ne doit pas être interprété comme un consentement, mais plutôt comme le résultat de l'intimidation et de la honte. Pour Jean (2006), le consentement des femmes dans la prostitution n'est pas sexuel, il est économique. En effet, le paiement d'argent du client-prostitueur lui confère le pouvoir de déterminer les conditions de l'acte sexuel, ce qui implique donc un rapport sexuel asymétrique. Même dans le cas où le client donne une certaine liberté de choix à la personne prostituée, il reste que l'échange d'argent implique la satisfaction des exigences sexuelles quelles qu'elles soient – du premier, sans égard au désir et au plaisir de la seconde (Jean, 2006). En ce sens, les femmes dans la prostitution n'ont pas le droit au désir. Selon Jean (2006), la notion de liberté dans la sexualité implique nécessairement des dimensions de réciprocité et de spontanéité, lesquelles la rendent impropre à un contrat. C'est entre autres la raison pour laquelle la liberté sexuelle ne peut s'inscrire à l'intérieur de considérations économiques (Jean, 2007). De la même façon, on peut difficilement parler d'agentivité sexuelle en matière de prostitution. Selon Lang (2011), l'agentivité sexuelle renvoie au sentiment d'avoir le droit au plaisir et au désir et donc de se sentir sujet et non objet sexuel. Ainsi, l'agentivité sexuelle ne peut être réduite au simple fait d'agir sexuellement. Elle s'exerce plutôt dans une sexualité vécue de façon authentique et réciproque qui, comme nous l'avons vu, est contraire à celle vécue dans la prostitution.

1.3.5 La prostitution : un enjeu politique

Pour plusieurs auteures, la prostitution est une institution de l'oppression des femmes (Barry, 1982; CLES, 2008; Dworkin, 2007; MacKinnon, 1987). La critique féministe de la prostitution est politique et liée à la domination masculine. La prostitution est donc un enjeu politique et non moral. Alors que la morale s'intéresse au bien et au mal, le politique concerne le pouvoir (des hommes) et le manque de pouvoir (des femmes) (MacKinnon, 1987). Si la morale considère la prostitution, et en particulier la pornographie, comme « obscène », la critique féministe de l'industrie du sexe se fait sur la base de l'analyse des rapports sociaux de pouvoir entre les hommes et les femmes (Barry, 1982; MacKinnon, 1987). Contrairement à l'obscénité, qui est un concept abstrait, la pornographie est une réalité concrète vécue par des femmes, soit l'érotisation de la domination des hommes et de la soumission des femmes. Par conséquent, la censure n'est qu'hypocrisie puisqu'elle ne vise pas à faire disparaître la prostitution ou la pornographie, mais plutôt à la cacher. La censure n'empêche pas la réalité de la pornographie d'exister et, par conséquent, de nuire aux femmes et à leur accès à l'égalité (MacKinnon, 1987). La perspective abolitionniste vise plutôt à s'attaquer à la domination masculine qui est à la racine de la légitimation de la prostitution et de l'impunité des exploiteurs (Barry, 1982; Dworkin, 2007). Selon ces féministes, la prostitution confirme et consolide le pouvoir du système patriarcal selon lequel la fonction première des femmes serait celle d'être au service des hommes. En effet, le fait d'accepter qu'une catégorie de femmes soit prostituées revient à rendre prostituables l'ensemble des femmes puisqu'elles deviennent toutes ainsi plus ou moins des prostituées potentielles (Audet, 2005).

1.3.6 Les actions et interventions à privilégier en matière de prostitution

La perspective abolitionniste accorde une importance accrue à la sortie des femmes de la prostitution et articule un modèle théorique et pratique pour y parvenir. L'approche d'intervention issue de ce cadre théorique propose d'aller plus loin que la réduction des méfaits. Le modèle féministe abolitionniste propose un plan d'action, calqué sur le modèle scandinave, notamment de la Suède, la Norvège, l'Islande et la Finlande en matière de prostitution. Les revendications abolitionnistes renferment quatre principaux objectifs, soit 1)

la décriminalisation des femmes dans la prostitution; 2) la responsabilisation et la pénalisation des clients-prostitueurs et proxénètes; 3) la prévention de l'entrée des jeunes dans la prostitution; 4) la mise sur pied de voies de sortie (Barry, 1982; Bindel, 2006; CLES, 2011; CSF, 2012; Dworkin, 2007).

Selon la théorie féministe abolitionniste, la compréhension de la prostitution comme une forme de violence masculine envers les femmes doit s'inscrire dans les politiques publiques et être implantée dans les services publics et les ressources communautaires (Farley *et al.*, 2005). En ce sens, des auteures avancent que les stratégies de prévention, d'éducation et d'intervention pour les femmes en processus de sortie de la prostitution doivent être les mêmes que celles destinées aux femmes victimes d'autres formes de violence sexiste (Barry, 1982; Farley *et al.*, 2005). Selon Kathleen Barry, les interventions destinées aux femmes qui désirent quitter la prostitution devraient offrir 1) une aide pratique concernant la sécurité alimentaire et l'hébergement, 2) un soutien psychologique et 3) une formation visant à aider les femmes qui le souhaitent à pouvoir avoir accès au marché du travail. Une attention particulière devrait être portée à l'accessibilité de ces interventions, qui pourrait être facilitée par un travail de rue, des services d'urgence et des interventions destinées aux enfants des femmes prostituées (Barry, 1982).

CHAPITRE 2 : PROBLÉMATIQUE

Ce chapitre rend compte de la problématique de la recherche. Les écrits sur la sortie de la prostitution seront tout d'abord présentés. Cette recension de la littérature permet de connaître l'avancement des connaissances sur la sortie de la prostitution. Les recherches répertoriées jettent un éclairage sur les motifs de sortie des femmes aux prises avec la prostitution et les étapes du processus que ces dernières traversent pour réussir à s'extraire de l'industrie du sexe malgré les contraintes sociales qui les y maintiennent. Le cœur de la problématique concerne les obstacles auxquels les femmes sont confrontées pour pouvoir bénéficier d'interventions sociales accessibles et adaptées à leurs besoins. Enfin, la pertinence sociale de la recherche de même que sa question et ses objectifs de recherche complètent ce chapitre.

2.1 LA RECENSION DES ECRITS SUR LA SORTIE DE LA PROSTITUTION

2.1.1 Les motifs de sortie

Des études ont documenté le désir de femmes de sortir de la prostitution. L'étude de Farley et et al. (1998) menée dans cinq pays auprès de 475 femmes prostituées (Afrique du Sud, États-Unis, Thaïlande, Turquie et Zambie) a révélé que le premier besoin de 92 % d'entre elles était de sortir de la prostitution et cette possibilité était souhaitée bien avant toute autre solution (Farley et al., 1998). Au Canada, une étude réalisée auprès de 100 femmes dans la prostitution à Vancouver a révélé que 95 % des femmes interrogées voulaient quitter la prostitution (Farley et al., 2005). Une étude menée à Londres auprès de 32 femmes a également indiqué leur souhait des participantes de quitter la prostitution (Hardman, 1997).

Des chercheur.e.s et des intervenant.e.s rapportent les principales raisons des femmes de vouloir sortir de la prostitution. Les femmes interrogées rapportent le sentiment d'avoir « atteint le fond ». Elles expriment que la prostitution leur est devenue intolérable, qu'elles en sont dégoutées, écoeurées et qu'elles ont atteint la limite de ce qui est humainement endurable (Bertrand et Nadeau, 2006; Conseil permanent de la jeunesse, 2004; Dalla, 2006;

Manopaiboon *et al.*, 2003; Mansson et Hedin, 1999; Mouvement du Nid, 2010¹²; Williamson, 2000). La survenue d'événements-chocs, tels que les maladies graves, la mort d'un proche, les attaques et les menaces de mort sont autant facteurs qui poussent les femmes à vouloir sortir de la prostitution (CPJ, 2004; Dalla, 2006; Mansson et Hedin, 1999; Manopaiboon *et al.*, 2003; Mouvement du Nid, 2010; Williamson, 2000). Par ailleurs, le fait d'avoir un enfant est associé à une motivation de sortir de la prostitution, mais c'est aussi lié aux réentrées et à une aggravation de la consommation de drogues (Ayerbe *et al.*, 2011; Bertrand et Nadeau, 2006; Dalla, 2006; Mansson et Hedin, 1999).

2.1.2 Le processus de sortie

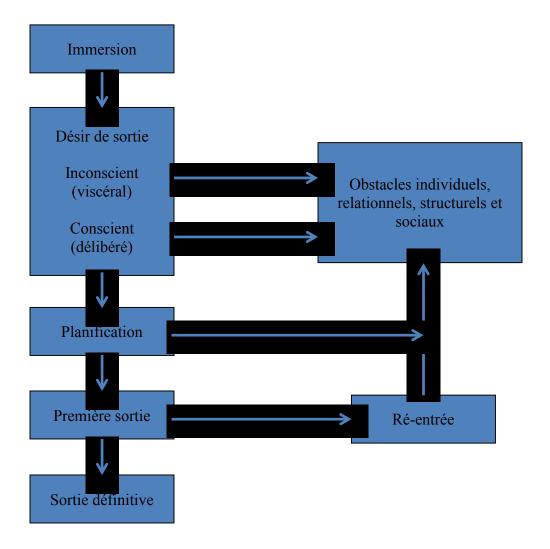
La sortie de la prostitution ne constitue pas un évènement précis dans le temps et n'est pas nécessairement permanente. Elle s'opère en plusieurs étapes d'où la pertinence de parler d'un processus de sortie (Baker *et al.*, 2010 ; Dalla, 2006 ; Mansson et Hedin, 1999 ; Rabinovitch et Strega, 2004). De plus, il ne s'agit pas d'un processus linéaire, mais d'un processus caractérisé par plusieurs cycles de sortie-réentrée-nouvelle sortie des femmes aux prises avec la prostitution. Baker *et al.* (2010) ont développé un modèle intégrateur qui offre une compréhension du processus de sortie des femmes de la prostitution, à partir d'une analyse critique de quatre modèles, soit deux modèles généraux de changement de comportements et deux modèles concernant plus spécifiquement la sortie de la prostitution.

Ce modèle global rend compte des différents stades du processus vers la sortie de la prostitution (voir la figure 1 à la page 21). La première phase est celle de l'immersion. À ce stade – qui peut s'échelonner de quelques mois à plusieurs années –, les femmes sont totalement immergées dans le milieu de la prostitution et n'ont pas encore décidé d'en sortir. C'est lors de la seconde phase que les femmes prennent conscience de leur désir de sortir de la prostitution. Cette phase d'émergence du désir de sortie est divisée en deux parties. La

¹² Cette publication du Mouvement du Nid est un guide d'intervention qui discute de la sortie de la prostitution et des interventions sociales qui l'accompagnent. Le Mouvement du Nid est une association française qui fait un travail sur le terrain auprès des personnes aux prises avec la prostitution notamment concernant leurs démarches d'accès aux services d'aide. Il a été jugé pertinent d'inclure ce document dans la liste des références puisque, tel que mentionné précédemment dans ce mémoire, il existe peu d'écrits sur le sujet.

première partie correspond à un désir de sortie qui se manifeste de façon viscérale, mais qui n'est pas encore avoué à soi-même et aux autres. Ce désir inconscient se transforme ensuite en une conscience délibérée du désir de sortie.

Figure 1. Modèle intégré du processus de sortie de Baker *et al.* (2010)



Lors de la troisième phase, les femmes vont planifier de façon délibérée leur sortie de la prostitution. C'est donc à ce stade qu'elles vont évaluer les ressources d'aide formelles et informelles qui s'offrent à elles. Les femmes vont en effet tenter un premier contact avec les services d'aide disponibles dans leur communauté et manifester à leurs proches

leur désir de sortir de la prostitution. Il est important de noter ici qu'à cette étape du processus, la planification de la sortie peut venir de la volonté propre des femmes ou de la pression de l'extérieur, comme la famille, des services de protection de l'enfance ou le système de justice.

Lors de l'étape suivante, celle de la première sortie de la prostitution, les femmes font appel aux services d'aide qu'elles ont identifiés. Selon l'accessibilité de ces services d'aide et leur adéquation aux besoins des femmes, ces dernières retournent ou non dans la prostitution. La dernière étape est celle de la sortie définitive de la prostitution. Cette dernière étape peut être caractérisée par une durée de temps significative hors de la prostitution, le fait d'avoir un logement sécuritaire, un emploi et un nouveau réseau social. Or, comme le processus de sortie n'est pas linéaire, tel que mentionné précédemment, la sortie finale n'est pas garantie. Les femmes réussissent généralement à quitter définitivement la prostitution après plusieurs tentatives de sortie. C'est pour cette raison que la durée de ce dernier stade ne peut être établie précisément. Après avoir franchi l'étape de la sortie définitive, les risques de nouvelles entrées sont beaucoup plus faibles. Des chercheures soutiennent que la complexité du processus de sortie de la prostitution serait similaire à celui des femmes qui tentent de s'extirper d'une relation de violence conjugale (Farley et al., 2005; Rabinovitch et Strega, 2004).

2.1.3 Les contraintes sociales entravant la sortie

Le passage d'une phase à l'autre peut être entravé par différentes contraintes auxquelles les femmes aux prises avec la prostitution font face. Le choix du mot « contrainte » est teinté de l'approche abolitionniste féministe, telle que privilégiée dans ce mémoire, qui conçoit la prostitution comme une forme de violence masculine envers les femmes. Le terme « contrainte » concerne l'ensemble de pressions extérieures plus ou moins fortes, de l'influence à la coercition, qui maintiennent et ramènent les femmes à la prostitution. Elles sont parfois les mêmes que celles qui ont mené les femmes à la prostitution, comme nous l'avons plus haut. Parmi les principales contraintes à la prostitution, on retrouve la pauvreté, la violence, l'exclusion sociale et les problèmes de santé. Certain.e.s auteur.e.s parlent toutefois plutôt

d'obstacles ou de barrières à la sortie de la prostitution (Baker *et al.*, 2010; Dalla, 2006; Mansson et Hedin, 1999; Manopaiboon *et al.*, 2003; Williamson, 2000).

Des études démontrent que les contraintes économiques représentent à la fois la principale raison qui mène les femmes à la prostitution (Benoit et Millar, 2001; Manopaiboon *et al.*, 2003) ainsi que la principale contrainte les empêchant d'en sortir (Bassuk *et al.*, 1996; Benoit et Millar, 2001; CPJ, 2004; Dalla, 2006; Manopaiboon *et al.*, 2003; Williamson, 2000). La prostitution ne représente pas, contrairement à ce que l'on pourrait le penser, une façon de sortir de la pauvreté. Au contraire, les revenus moyens que les femmes obtiennent dans la prostitution les maintiennent sous le seuil de la pauvreté (Benoit et Millar, 2001). De plus, des femmes voient leurs revenus strictement contrôlés par les proxénètes (Hardman, 1997).

En plus de la pauvreté, la violence constitue une contrainte importante empêchant la sortie des femmes de la prostitution (Hardman, 1997). Les écrits réfèrent aux problèmes liés entre autres aux pressions des proxénètes (CSF, 2012; Mouvement du Nid, 2010) et à la sollicitation des clients (McIntyre, 2002). Face à la violence et la pauvreté, les femmes se retrouvent d'autant plus isolées socialement. Caractérisé par la perte de relations significatives, de liens affectifs et sociaux, l'isolement social entrave le processus de sortie de la prostitution (Mouvement du Nid, 2010; Williamson, 2000). Beaucoup de femmes aux prises avec la prostitution ont peu de contact avec l'extérieur de l'industrie du sexe. Elles sont isolées de façon intentionnelle par les proxénètes, ce qui nuit à leur accès aux services publics (Oxman-Martinez *et al.*, 2005; Rabinovitch et Strega, 2004). Le maintien de relations avec des personnes du milieu de la prostitution dont le fait d'aller vivre avec un client constitue une contrainte empêchant la sortie (Dalla, 2006; Williamson, 2000). La stigmatisation et la marginalisation qui découlent de l'isolement social que vivent ces femmes contribuent à leur exclusion de la société (Baker *et al.*, 2010; Carter, 2004; CSF, 2002; Jean, 2012c; Mouvement du Nid, 2009; Oxman-Martinez *et al.*, 2005; Rabinovitch et Strega, 2004; Weiner, 1996).

En réaction à cette exclusion, les femmes développent la peur du regard des autres, l'appréhension d'entrer dans une société « normale », l'appréhension d'être démasquée par d'anciens clients et la crainte de l'isolement (CSF, 2002; Mouvement du Nid, 2010). Pour ces

raisons, la plupart des femmes contemplent la sortie de la prostitution étape par étape. De plus, la pauvreté, le manque d'éducation et de formation contribuent à renforcer leur sentiment de désespoir, la croyance qu'il n'y a pas d'issue possible et que leur situation est irréversible (CSF, 2002; Mouvement du Nid, 2010; Rabinovitch et Strega, 2004).

Toutes ces contraintes, conjuguées à l'expérience même de la prostitution, contribuent à la détérioration de la santé des femmes aux prises avec la prostitution. Les problèmes de santé psychologique et physique, dont la toxicomanie, représentent à leur tour des contraintes entravant le processus de sortie de la prostitution (Baker et al., 2010; Bassuk et al., 1996; CSF, 2002; Dalla, 2006; Mouvement du nid, 2009; Plummer et al., 1996; Williamson, 2000). Par exemple, la consommation d'alcool ou de drogue pour faire face à la réalité de la prostitution et « tenir le coup » (Hardman, 1997) contribue à maintenir les femmes dans la prostitution (McClanahan et al., 1999). Ces problèmes de santé font ombre aux forces individuelles identifiées, par certain.e.s auteur.e.s, comme des facteurs contribuant à la sortie de la prostitution (McIntyre, 2002; Mansson et Hedin, 1999; Mouvement du Nid, 2010). Malgré les habiletés à prendre des initiatives, se mettre en action et la capacité de rêver des femmes aux prises avec la prostitution (Mansson et Hedin, 1999), les contraintes auxquelles elles font face expliquent leurs difficultés à se sentir prêtes à sortir de la prostitution.

2.1.4 Les interventions sociales d'aide à la sortie

En raison des contraintes qui les maintiennent dans la prostitution, les femmes ont besoin d'aide extérieure pour leur permettre de mettre en œuvre leur désir de sortie et de s'approprier leur décision (Baker *et al.*; Bertrand et Nadeau, 2006). Le sentiment des femmes d'être piégées dans la prostitution fait en sorte qu'elles ne voient pas d'issue à leur situation. Alors qu'elles pensaient jamais ne pouvoir en sortir, faute de choix, l'aide extérieure leur permet d'entrevoir la possibilité de le faire (Hardman, 1997). En d'autres mots, pour pouvoir sortir de la prostitution, les femmes ont besoin de croire que c'est possible. Pour ce faire, elles ont besoin d'interventions sociales en ce sens (Rabinovitch et Strega, 2004; Yahne *et al.*, 2002).

2.1.4.1 Les interventions sociales formelles

L'intervention sociale désigne les pratiques visant la transformation d'une situation posant problème à des personnes, des groupes ou à la société, et ce, dans une perspective d'aide ou de contrôle (Barreyre et Bouquet, 1995; De Jonckheere, 2010). Une pratique est un ensemble d'actes s'appuyant sur des savoirs (Barreyre et Bouquet, 1995; De Jonckheere, 2010). L'intervention sociale formelle est dispensée par des professionnel.le.s et s'exerce dans un cadre organisé, qu'il soit public ou privé (Barreyre et Bouquet, 1995). Bien que l'intervention sociale réfère souvent aux actions des professions du social – comme le travail social –, elle réfère aussi plus largement à l'ensemble des politiques publiques et aux diverses formes de solidarité (Barreyre et Bouquet, 1995; Karsz, 2004). J'ai donc choisi de m'intéresser aux interventions sociales des services publics. Un service public est une activité dont l'exercice est déterminé et contrôlé par l'État, par exemple les services sociaux, les services de santé, les services policiers. Les services publics poursuivent un objectif de cohésion sociale et de solidarité et peuvent être assurés aussi bien par l'entreprise privée que le gouvernement (Alpe et al., 2010; Barreyre et Bouquet, 1995; Bellégo et al., 2005). Les services sociaux représentent une branche spécifique des services publics assurés par l'État. Financés par les organismes publics ou privés, les services sociaux ont pour fonction de procurer une aide financière (argent ou biens matériels) et non financière (psychosociale) aux individus, familles et groupes afin d'améliorer leur bien-être (Turner, 2005).

Des études se sont penchées sur les besoins spécifiques en terme d'interventions sociales des femmes qui désirent quitter la prostitution. Les réalités complexes des femmes aux prises avec la prostitution doivent être prises en compte par les divers intervernant.e.s qu'elles rencontrent (Rabinovitch et Strega, 2004). Les femmes souhaitent bénéficier d'aide concrète et directe qui leur permette de transformer leur vie (Hardman, 1997; Weiner, 1996). Selon des études menées au Canada et en Angleterre le premier besoin des femmes qui désirent quitter la prostitution est celui d'un abri sécuritaire et abordable, notamment pour quitter la violence des proxénètes (Bindel, 2006; Dalla, 2006; Farley *et al.*, 2005; Hardman, 1997; Rabinovitch et Strega, 2004; Weiner, 1996) ou pour retrouver la garde de leurs enfants (Yahne *et al.*, 2002). D'autres chercheur.e.s ont aussi noté le besoin des femmes de bénéficier d'un logement

(Ayerbe *et al.*, 2011; Barry, 1982; Bertrand et Nadeau, 2006; Carter, 2004; CSF, 2012; Farley *et al.*, 1998; Hester et Westmarland, 2004; Jean, 2012a, b, c; McClanahan *et al.*, 1999; Mansson et Hedin, 1999; Mouvement du Nid, 2010; Oxman-Martinez *et al.*, 2005; Rabinovitch, 2004; UK Network of Sex Work Projects, 2008). Il y a également le besoin de soins de santé psychologique et physique, de même que des traitements de désintoxication (Ayerbe *et al.*, 2011; Barry, 1982; Bertrand et Nadeau, 2006; Bindel, 2006; Carter, 2004; CSF, 2002, 2012; Farley *et al.*, 1998, 2005; Hardman, 1997; Hester et Westmarland, 2004; Hotaling *et al.*, 2004; Jean, 2012 b, c, d, e; Mansson et Hedin, 2004; McClanahan *et al.*, 1999; McIntyre, 2002; Mouvement du Nid, 2010; Oxman-Martinez *et al.*, 2005; Plummer *et al.*, 1996; Rabinovitch et Strega, 2004; Roe-Sepowitz *et al.*, 2012; Trinquart, 2002b; Weiner, 1996; Women's Support Project, 2002; Yahne *et al.*, 2002). Plus spécifiquement, un soutien psychosocial qui répond aux problèmes liés à la violence que les femmes vivent et ses conséquences est désiré par les femmes (Bassuk *et al.*, 1996).

Les besoins de soutien juridique (Ayerbe *et al.*, 2011; Barry, 1982; CSF, 2012; Jean, 2012a, b, c; d; Mouvement du Nid, 2010), de soutien financier et des services d'aide à l'emploi (Ayerbe *et al.*, 2011; Barry, 1982; Bindel, 2006; Carter, 2004; Dalla, 2006; CSF, 2012; Farley *et al.*, 1998, 2005; Hardman, 1997; Hester et Westmarland, 2004; Hotaling *et al.*, 2004; Jean, 2012a, b, c, e; Mansson et Hedin, 1999; McClanahan *et al.*, 1999; McIntyre, 2002; Mouvement du Nid, 2010, Rabinovitch et Strega, 2004; UK Network of Sex Work Projects, 2008) sont également identifiés. Des recherches démontrent également que les femmes ont besoin de soutien pour les soins aux enfants et de services de garde abordables financièrement, notamment pour leur faciliter l'accès à des services d'aide (Bassuk *et al.*, 1996; Hardman, 1997; McClanahan *et al.*, 1999; Weiner, 1996). Enfin, les femmes aux prises avec la prostitution recherchent aussi une protection physique contre la violence des proxénètes (Farley *et al.*, 1998, 2005).

Durant la phase initiale de sortie de la prostitution, les services d'aide formelle en réponse aux besoins d'urgence (Jean, 2012d ; McIntyre, 2002 ; Roe-Sepowitz *et al.*, 2012) – dont les soins de santé (Carter, 2004 ; Dalla, 2006 ; Hester et Westmarland, 2004 ; Hotaling *et al.*, 2004), l'hébergement (Ayerbe *et al.*, 2011 ; Barry, 1982 ; Bertrand et Nadeau, 2006 ; Dalla, 2006 ;

Hester et Westmarland, 2004) et les services de protection temporaire (Oxman-Martinez *et al.*, 2005) – sont particulièrement importants. Si les services d'aide à long terme concernent également la santé et le logement, le soutien financier et des pratiques d'accompagnement en matière de formation et d'employabilité s'ajoutent (Carter, 2004; Dalla, 2006; Hester et Westmarland, 2004; Hotaling *et al.*, 2004; Jean, 2012d).

2.1.4.2 Les interventions sociales informelles

L'intervention informelle est offerte par des membres du réseau social informel qui agissent à titre non professionnel auprès d'une personne ou d'un groupe en difficulté. Le réseau social informel est donc constitué des membres de la famille, des ami.e.s, des voisin.e.s, des membres d'un groupe d'entraide ou de solidarité (Garant et Bolduc, 1990; Hoch et Hemmens, 1987). Des auteures ont noté que le soutien du réseau social informel, particulièrement des personnes qui ne sont pas reliées au milieu de la prostitution, est un facteur clé permettant aux femmes de sortir de la prostitution (Bertrand et Nadeau, 2006; Dalla, 2006; Manopaiboon *et al.*, 2003; Mansson et Hedin, 1999). En effet, le soutien des proches, lors de la décision de demander de l'aide et l'engagement dans une démarche d'aide à long terme, est garant du succès du processus de sortie des femmes de la prostitution (Baker *et al.*, 2010; Bertrand et Nadeau, 2006; Manopaiboon *et al.*, 2003). Par ailleurs, une étude conduite à Victoria souligne que l'entraide entre femmes dans la prostitution leur est très utile et qu'elles se sentent plus à l'abri des jugements extérieurs (Barry, 1982; Bassuk *et al.*, 1996; Farley *et al.*, 1998; 2005; Hardman, 1997; Hotaling *et al.*, 2004; Jean, 2012c, d; Rabinovitch et Strega, 2004; Trinquart, 2002 b; Weiner, 1996).

Si les interventions sociales informelles représentent un facteur clé permettant aux femmes de sortir de la prostitution (Bertrand et Nadeau, 2006; Dalla, 2006; Manopaiboon *et al.*, 2003), elles ne sont pas suffisantes pour accompagner les femmes dans le processus de la sortie de la prostitution. Le succès de la sortie de la prostitution dépend de l'accès des femmes aux interventions sociales formelles et de l'accessibilité de ces dernières (Barry, 1982; Baker *et al.* 2010; Bertrand et Nadeau, 2006; Bindel, 2006; Farley *et al.*, 2005; Mansson et Hedin, 1999). Hardman (1997) avance que les femmes expriment elles-mêmes le besoin de soutien formel.

2.1.5 L'accès des femmes aux interventions sociales

L'accès représente la capacité des personnes de chercher et d'obtenir de l'aide (Frenk, 1992). Les contraintes sociales qui maintiennent les femmes dans la prostitution telles que vues précédemment – la pauvreté, la violence masculine, les problèmes de santé, l'exclusion sociale – entravent l'accès des femmes aux interventions (MSSS, 2010). En ce qui concerne plus particulièrement la santé mentale, on note des obstacles à l'accès aux services d'aide en raison des conséquences de la prostitution sur la santé des femmes (Ayerbe *et al.*, 2011). Certaines femmes dans la prostitution éprouvent de la difficulté à partager les informations précises sur la teneur des violences subies, des douleurs ressenties et des problèmes de santé à cause de leur stratégie de dissociation employée dans le but d'anesthésier leurs souffrances et d'établir une distance avec leurs traumatismes (Rabinovitch et Strega, 2004; Trinquart, 2002 b).

Toutes ces contraintes contribuent à exacerber la méconnaissance des femmes des services et interventions dont elles pourraient bénéficier (MSSS, 2010). De plus, certaines pensent ne pas avoir droit à certains services comme l'aide sociale parce qu'elles sont dans la prostitution (Hardman, 1997). Il est intéressant, à cet effet, de noter que l'accès de ces femmes aux interventions d'aide formelles est souvent accidentel ou involontaire, résultant d'un contact avec les salles d'urgence ou avec le système de justice (Bertrand et Nadeau, 2006, Rabinovitch et Strega, 2004).

2.1.6 L'accessibilité des interventions sociales

Alors que l'accès est propre aux personnes bénéficiant des interventions sociales, l'accessibilité concerne les interventions sociales elles-mêmes. On définit l'accessibilité comme une caractéristique des interventions sociales les rendant faciles d'utilisation (Pineault et Daveluy, 1995). Des auteur.e.s considèrent l'accessibilité comme étant le degré d'ajustement entre les caractéristiques des interventions sociales et celles de la population qui en bénéficie (Frenk, 1992).

2.1.6.1 La disponibilité des interventions sociales

La disponibilité des services est un prérequis à l'accessibilité (Pineault et Daveluy, 1995). En effet, si une intervention sociale n'existe pas, elle ne peut pas être accessible. Or, les interventions sociales formelles destinées aux femmes en processus de sortie de la prostitution sont largement insuffisantes (Hester et Westmarland, 2004; Mansson et Hedin, 1999). On compte en effet très peu d'interventions spécifiques, au Québec et au Canada et ailleurs dans le monde, destinées aux femmes qui souhaitent quitter la prostitution. Au Québec, la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle, la Maison de Marthe et les Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel offrent des interventions spécifiques d'aide à la sortie de la prostitution. Il est intéressant de noter par ailleurs l'engagement du Secrétariat à la condition féminine (2011) qui a inscrit dans son dernier plan d'action en matière d'égalité pour les femmes de nouvelles mesures visant à venir en aide à celles qui veulent quitter la prostitution.

2.1.6.2 Les dimensions de l'accessibilité

Il existe deux principaux types d'accessibilité, soit 1) l'accessibilité socioéconomique et organisationnelle et 2) l'accessibilité géographique (Donabedian, 1973; Pineault et Daveluy, 1995). Voyons maintenant les obstacles à la sortie de la prostitution à la lumière de ces deux types d'accessibilité.

L'accessibilité socioéconomique et organisationnelle

Ce type d'accessibilité concerne l'acceptabilité, la commodité et l'accessibilité économique des interventions sociales. L'acceptabilité concerne le rapport entre les attitudes des personnes en recherche d'aide à l'égard des interventions sociales ou la perception qu'elles en ont, de même que les caractéristiques de ces interventions (Pineault et Daveluy, 1995). Les problèmes d'accessibilité peuvent s'agir ici, par exemple, de l'hésitation de certaines personnes à consulter un.e intervenant.e du sexe opposé ou à avoir recours à une intervention qui est perçue comme s'adressant à un groupe de personnes en particulier, par exemple appartenant à

une classe sociale spécifique (défavorisée ou de classe moyenne ou plus élevée) (Donabedian, 1973; Pineault et Daveluy, 1995). Les problèmes liés à l'acceptabilité concernent également les caractéristiques des interventions sociales et les attitudes des personnes qui en sont responsables par rapport à celles qui formulent une demande d'aide. Par exemple, les politiques formelles ou informelles d'admission de certains services restreignent l'accessibilité des interventions notamment aux personnes qui ont des problèmes de santé mentale, de toxicomanie ou qui ont des maladies contagieuses (Donabedian, 1973). Ces problèmes d'accessibilité peuvent s'appliquer plus particulièrement aux femmes en situation de prostitution puisque ces dernières présentent des problèmes de santé importants, tels que vus précédemment. Il arrive aussi que celles qui ont le plus besoin des services d'aide se fassent refuser l'accès sous prétexte notamment qu'elles seraient plus difficiles à aider. Les intervenant.e.s souhaitent donc moins les recevoir dans leurs établissements. Certain.e.s intervenant.e.s, comme celles travaillant dans les services d'hébergement pour femmes en difficulté, éprouvent une réticence à accueillir les femmes en situation de prostitution (Weiner, 1996). De plus, celles qui sont racisées vivraient davantage de discrimination (Bassuk et al., 1996). Par ailleurs, la recherche de Hardman (1997) montre que la violence vécue par les femmes aux prises avec la prostitution n'est pas comprise comme étant un problème par les intervenant.e.s. On ne considère pas ces femmes comme des victimes. Elles sont plutôt vues comme des femmes ayant fait le choix de la prostitution et qui doivent, par conséquent, être préparées à vivre avec les conséquences qui s'en suivent. Selon Hardman (1997), certains intervenant.e.s vont même jusqu'à nier la pertinence de services d'aide à cette population sous le prétexte que ces femmes seraient capables de prendre soin d'elles-mêmes puisqu'elles seraient fortes et aisées financièrement. Hardman (1997) souligne toutefois que son intervention auprès de femmes aux prises avec la prostitution a contribué à transformer les attitudes et pratiques des intervenant.e.s vers une meilleure compréhension de la réalité et des besoins de ces femmes. Certain.e.s intervenant.e.s ont témoigné s'être rendu.e.s compte que ces préjugés et attitudes ont contribué à restreindre l'accessibilité des services et interventions de qualité aux femmes aux prises avec la prostitution (Hardman, 1997).

La commodité concerne l'organisation des services où les interventions ont lieu (le système de rendez-vous, les heures d'ouverture, le temps d'attente, etc.) et la capacité des personnes à

s'adapter à cette organisation (Pineault et Daveluy, 1995). Les contraintes associées à la vie dans la prostitution font que les femmes ont souvent un style de vie chaotique et qu'elles ont de la difficulté à se présenter aux rendez-vous ou à discuter de leurs problèmes avec les intervenant.e.s (Bindel, 2006; Bassuk *et al.*, 1996). Les conditions de vie difficiles font que les femmes ont de la difficulté non seulement à s'engager dans des démarches d'aide, mais également à les poursuivre jusqu'au bout. À cause de ces difficultés, certaines des femmes ont besoin d'avoir accès rapidement, voire immédiatement, à des services. Elles ne peuvent souvent pas attendre qu'une place se libère et une fois le service disponible, elles ne sont parfois plus joignables. Il importe donc de développer des façons créatives de rejoindre les femmes (Weiner, 1996).

L'accessibilité socioéconomique concerne la relation entre la somme à débourser pour avoir accès aux interventions sociales et la capacité de payer des personnes (Pineault et Daveluy, 1995). Le statut socioéconomique des personnes est moins déterminant dans les pays, comme le nôtre, où l'assurance maladie est universelle. Il arrive toutefois que certaines femmes n'aient pas de carte d'identité ou d'assurance maladie (Hardman, 1997; Weiner, 1996). De plus, certaines interventions, comme celles dispensées par les psychologues par exemple, sont payantes et ne sont pas accessibles aux femmes dans la prostitution, qui ont peu de moyens financiers. Une étude londonienne note également le manque d'accessibilité des services de garde payants (Hardman, 1997).

L'accessibilité géographique

L'accessibilité géographique comprend la distance linéaire, le temps de transport, le temps total écoulé ou l'effort déployé pour se rendre d'un endroit à un autre, de même que le coût de transport (Donabedian, 1973; Pineault et Daveluy, 1995). Ce type d'accessibilité affecte plus particulièrement les femmes vivant dans les régions rurales ou éloignées. Toutefois, même en contexte urbain, l'accessibilité géographique des femmes aux prises avec la prostitution peut être limitée puisque certaines d'entre elles ne se déplacent pas très souvent à l'extérieur de leur

quartier, notamment à cause des coûts de transport aussi minimes soient-ils¹³. L'absence de transport, indépendamment de la distance géographique, représente donc un obstacle considérable à l'accessibilité des services (Bassuk *et al.*, 1996)

Enfin, pour pallier ces problèmes d'accessibilité, des chercheures recommandent la mise en place de réseaux intégrés de services formels adaptés aux multiples problématiques des femmes en processus de sortie de la prostitution. Ces auteures proposent la mise en place de corridors de services entre les différentes institutions, dont les hôpitaux et les centres d'aide en toxicomanie (Bertrand et Nadeau, 2006). Plus largement, Bindel (2006) soutient que davantage de collaboration devrait exister entre les différents services d'aide, notamment ceux liés à la santé mentale, la santé physique, l'hébergement pour femmes en difficulté, l'aide aux enfants, la formation à l'emploi, l'aide au logement et l'aide sociale. Bertrand et Nadeau (2006) suggèrent, par ailleurs, le recours des intervenant.e.s à des stratégies proactives pour rejoindre les femmes, impliquant de prendre le temps de créer un lien de confiance avec ces dernières afin de diminuer leur méfiance et leur peur de la stigmatisation. Weiner (1996) ajoute l'importance de rejoindre les femmes là où elles sont, par exemple via des roulottes dans la rue.

2.1.7 L'adéquation des interventions sociales aux besoins des femmes

Les principales interactions des femmes avec les institutions se font par des contacts avec la police, la salle d'urgence des hôpitaux et les services de protection des enfants. Dans les trois situations, les femmes ont des expériences de rapports punitifs et hostiles (arrestation, retrait de la garde des enfants, insultes, mépris) (Rabinovitch et Strega, 2004; Weiner, 1996; Yahne et al., 2002). Les expériences négatives répétées avec ces institutions font que les femmes s'en méfient et ne les fréquentent pas de peur du jugement et de la stigmatisation (Ayerbe et al., 2011; Bassuk et al., 1996; Bertrand et Nadeau, 2006; Bindel, 2006; Dalla, 2006; Hardman, 1997; Mouvement du Nid, 2010; MSSS, 2010; Rabinovich et Strega, 2004; Weiner, 1996). Les femmes aux prises avec la prostitution peuvent aussi se faire rejeter des réseaux sociaux

_

¹³ Cette observation est tirée de mon expérience terrain auprès des femmes ayant un vécu de prostitution.

qu'elles connaissent comme la famille ou l'église (Weiner, 1996). Certaines d'entre elles évitent par conséquent de demander de l'aide formelle par peur de la réaction de leurs proches, soit la famille et les conjoint.e.s (Bertrand et Nadeau, 2006).

Les femmes aux prises avec la prostitution fréquentent donc peu les services généraux et parfois encore moins ceux qui leur sont spécifiquement destinés, par crainte d'être identifiées comme prostituées et, par exemple, de se faire enlever la garde de leurs enfants (Bindel, 2006; Rabinovich et Strega, 2004). Elles font face aux stéréotypes de la communauté voulant qu'elles soient de mauvaises mères (Hardman, 1997). Lorsqu'elles utilisent les services généraux, les femmes vont rarement dévoiler leur vécu de prostitution par peur du rejet et de la violence des intervenant.e.s et des autres participant.e.s aux groupes d'aide (Rabinovitch et Strega, 2004; Weiner, 1996). Il arrive aussi que les femmes soient l'objet de harcèlement de la part des hommes avec lesquels elles partagent des services mixtes. Devant ces difficultés, la plupart décident de quitter les services d'aide (Rabinovitch et Strega, 2004). Elles sont donc ensuite plus réfractaires à utiliser les services mixtes comme les centres de jours ou d'hébergement pour les personnes en difficulté par peur de la violence (Weiner, 1996).

Les interventions disponibles se concentrent, très souvent, presque exclusivement sur des problématiques reliées à la santé sexuelle ou la toxicomanie. Des femmes interrogées dans le cadre d'une étude londonienne se plaignent des interventions, qu'elles jugent infantilisantes, qui se limitent notamment à leur rappeler l'importance du port du condom (Hardman, 1997). Des interventions centrées uniquement sur des pratiques de réduction des méfaits peuvent faire en sorte que le développement d'interventions d'aide à la sortie de la prostitution soit mis au rancart. Bien que les stratégies de réduction de méfaits peuvent s'avérer utiles aux femmes aux prises avec la prostitution, elles peuvent aussi envoyer le message que les seuls méfaits sont liés à des facteurs extérieurs à la prostitution – dont les infections transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS) et les attaques physiques – et non à la prostitution en soi. Des chercheurs avancent qu'il serait plus efficace de viser l'élimination des méfaits et non seulement leur réduction (Bindel, 2006; Hardman, 1997).

Les femmes dans la prostitution rapportent également leur perception de la distance sociale entre elles et les intervenant.e.s des services d'aide. D'une part, la majorité des services échoueraient à comprendre la réalité de l'industrie du sexe et les raisons qui contraignent les femmes à entrer et à demeurer dans la prostitution (Rabinovitch et Strega, 2004). Hotaling *et al.* (2004) notent, elles aussi, un manque de reconnaissance des services sociaux et de santé de la souffrance inhérente à la prostitution. Le manque de compréhension des intervenant.e.s des liens entre la pauvreté, l'itinérance, la maternité et la prostitution contribuerait à accroître la distance entre les intervenant.e.s et les femmes. En effet, ces dernières rapportent le sentiment qu'on s'attend d'elles à ce qu'elles luttent pour leur survie seule, sans aide extérieure, et que leur sort n'intéresse personne parce qu'on considère qu'elles en sont responsables (Hardman, 1997). D'autre part, les femmes ont la perception que les intervenant.e.s sont craintif.ve.s ou réticent.e.s à entendre la nature et l'ampleur des violences qu'elles vivent (Rabinovitch et Strega, 2004). Peu d'entre elles ont donc eu l'opportunité d'obtenir du soutien par rapport à la violence qu'elles subissent (Hardman, 1997).

Bindel (2006) met également en lumière l'effet des restrictions financières sur la qualité des services d'aide offerts aux femmes dans la prostitution, telle que la difficulté de proposer des interventions à long terme, la pénurie de logements adéquats et sécuritaires et le manque de reconnaissance des problèmes additionnels notamment liés à la violence et à la pauvreté. Hardman (1997) soulève, pour sa part, le manque de constance et de service personnalisé des intervenant.e.s. La faible stabilité du personnel entraine des frustrations chez les femmes qui doivent souvent reprendre les mêmes démarches avec une nouvelle personne (Dalla, 2006; Hardman, 1997). Plusieurs chercheures avancent que les contacts personnalisés avec des intervenant.e.s professionnel.le.s facilitent l'établissement du lien de confiance et, par conséquent, l'accès aux interventions d'aide et la continuité après une première visite dans un service d'urgence (Bertrand et Nadeau, 2006; Hardman, 1997; Weiner, 1996). Il est également important que les intervenant.e.s comprennent bien la complexité du processus de sortie et les allers-retours dans la prostitution (Rabinovitch et Strega, 2004).

D'autres chercheures soulignent l'importance de travailler au développement du lien de confiance (McClanahan *et al.*, 1999; Weiner, 1996). Pour ce faire, des recherches privilégient

l'établissement de relations égalitaires entre les intervenantes et les femmes qu'elles accompagnent (Hotaling *et al.*, 2004; Mouvement du Nid, 2010; Women's Support Project, 2002). Certaines d'entre elles soulignent l'importance de valider les femmes (Barry, 1979; Hotaling *et al.*, 2004; Mouvement du Nid, 2010; Women's Support Project, 2002) par rapport au peu de moyens dont elles disposent pour sortir de la prostitution (Women's Support Project, 2002). La recherche de Yahne *et al.* (2002) a montré que les femmes qui ont participé à un programme d'aide à la sortie de la prostitution ont apprécié le fait que l'approche soit non punitive et qu'elles aient pu être écoutées. Bassuk *et al.* (1996) soutiennent pour leur part l'importance que les intervenant.e.s soient empathiques, flexibles et qu'ils reconnaissent les forces des femmes sans toutefois nier l'étendue de leurs problèmes.

En concordance avec le besoin des femmes souhaitant sortir de la prostitution, des auteur.e.s proposent le développement d'interventions qui visent à lutter contre les oppressions à l'origine des contraintes maintenant les femmes dans la prostitution. D'une part, les écrits proposent de criminaliser les proxénètes pour contrecarrer leur emprise sur les femmes (CSF, 2012; Barry, 1979; Farley et al., 1998; Jeffreys, 2009). Par ailleurs, comme la sollicitation des prostitueurs entraverait la sortie définitive des femmes de la prostitution (McIntyre, 2002), les auteur.e.s insistent sur l'importance de s'attaquer à la demande de prostitution (CSF, 2012; Bindel, 2006; Jean, 2012a, d, e; McIntyre, 2002) par des programmes d'éducation (Jean, 2012a, c, d) et la criminalisation des clients-prostitueurs (Barry, 1979; CSF, 2012; Farley et al., 1998; Jean, 2012c, d, e; Jeffreys, 2009; Trinquart, 2002 b). D'autre part, les écrits privilégient également la non-mixité des interventions destinées aux femmes (Barry, 1979; Bindel, 2006; Farley, 2005), et à celles qui sont autochtones (Farley, 2005; Weiner, 1996) ou noires (Carter, 2004), afin de diminuer l'empreinte des rapports de domination sur le contexte d'intervention. Souvent conçus pour répondre aux besoins des groupes de personnes blanches, de classe moyenne, de sexe masculin, les programmes d'aide ne peuvent être transposés directement aux femmes, racisées et de classe sociale défavorisée (Weiner, 1996).

2.2 LA PERTINENCE SOCIALE DE LA RECHERCHE

Peu d'études au Québec se sont intéressées à l'expérience de femmes qui sont confrontées à des obstacles pour pouvoir bénéficier d'interventions sociales facilitant la sortie de la prostitution, notamment dans une perspective abolitionniste féministe. Ce projet vise donc d'une part à faire entendre la voix – peu entendue – de femmes en processus de sortie de la prostitution et, d'autre part, à soutenir la mise en œuvre d'interventions sociales novatrices accessibles et adaptées aux besoins des femmes. Par cette recherche, il est également souhaité de contribuer à l'avancement des connaissances dans le domaine de la violence faite aux femmes et de tirer des recommandations pour la pratique en travail social.

2.3 LA QUESTION ET LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Tel que mentionné en introduction de ce mémoire, la question et les objectifs de la recherche sont tirés des préoccupations de femmes en processus de sortie de la prostitution observées sur le terrain. Afin mieux comprendre, à travers l'expérience de ces femmes, les obstacles auxquels elles expriment être confrontées sur le plan de l'accessibilité et de l'adéquation des interventions sociales, la question et les objectifs de recherche suivants ont été retenus.

2.3.1 La question de la recherche

Quelle est l'expérience des femmes qui sont confrontées à des obstacles pour pouvoir bénéficier d'interventions sociales facilitant leur sortie de la prostitution?

2.3.2 Les objectifs de la recherche

2.3.2.1 L'objectif général

Comprendre les obstacles auxquels des femmes sont confrontées pour pouvoir bénéficier d'interventions sociales facilitant leur sortie de la prostitution.

2.3.2.2 Les objectifs spécifiques

- 1) Comprendre les obstacles auxquels des femmes en processus de sortie sont confrontées pour bénéficier d'interventions sociales accessibles;
- 2) Comprendre les obstacles auxquels des femmes en processus de sortie sont confrontées pour bénéficier d'interventions sociales adaptées à leurs besoins.

Ces objectifs tiennent compte à la fois des interventions sociales formelles et informelles.

CHAPITRE 3 : STRATÉGIE MÉTHODOLOGIQUE

L'étude réalisée dans le cadre de ce mémoire est de type qualitatif. Ce chapitre est consacré à la méthodologie de la recherche. Dans un premier temps, le choix de la posture épistémologique sera présenté et suivi d'une discussion sur la réflexivité de la chercheure et ses appartenances sociales. Dans un deuxième temps, l'approche méthodologique, le choix de la population à l'étude, de même que de la stratégie de recrutement et de la collecte des données seront exposés. Les considérations éthiques liées à ce projet seront ensuite mises en lumière. Enfin, la présentation de la stratégie d'analyse des données met fin à cette section.

3.1 LA PERSPECTIVE EPISTEMOLOGIQUE DE LA RECHERCHE

Le projet de recherche dont il est question dans ces pages est construit à partir d'une lunette sociale, empreinte de valeurs et, par conséquent, la neutralité n'est pas recherchée. De plus, il s'agit d'une recherche militante avec un objectif premier de transformation sociale. Pour ces raisons, le paradigme épistémologique critique est retenu dans le cadre de ce mémoire (Guba, 1990). Plus spécifiquement, la théorie féministe *standpoint* apparaît pertinente dans le cadre d'une étude menée auprès des femmes en processus de sortie de la prostitution.

3.1.1 La théorie féministe standpoint

Issue de l'idéologie féministe radicale, socialiste et du *womanism*, la théorie *standpoint* soutient que la classe, le genre, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle influencent la compréhension d'une personne de la réalité (Campbell et Wasco, 2000). Par conséquent, la connaissance est située socialement, empreinte de valeurs et de croyances (Swigonski, 1993, 1994). Puisqu'elle n'est pas désintéressée ou neutre, la recherche s'inscrivant dans la théorie *standpoint* a une prise de position politique. Elle vise à comprendre comment la structure sociale contribue aux problèmes de la vie de tous les jours des personnes opprimées. De plus, la recherche a une visée de transformation sociale émancipatrice, ce qui suppose un engagement personnel de la chercheure (Swigonski, 1993, 1994).

Selon cette posture épistémologique, les groupes de personnes opprimées sont soumis à la culture des groupes dominants. Ces groupes sont donc à même de développer des connaissances approfondies et critiques sur la réalité sociale, à deux points de vue : 1) celui de la culture des groupes dominants dans laquelle ils baignent et à laquelle ils doivent s'adapter pour survivre et 2) le leur en tant que personnes opprimées et exclues de l'ordre social et de la production des connaissances. De leur point de vue d'opprimés, ces groupes développent leur connaissance de la résistance à l'oppression. La position subordonnée des personnes opprimées favorise l'analyse sociale critique, qui peut alors apparaitre à partir d'expériences de conscientisation (Campbell et Wasco, 2000; Swigonski, 1993, 1994).

Cette position épistémologique privilégie ainsi l'analyse des personnes opprimées de l'influence des systèmes d'oppression sociale sur leur vie, à partir de leurs expériences concrètes (Swigonski, 1993, 1994). Dans le cas qui nous occupe, il ne s'agira donc pas de produire de la connaissance sur les femmes qui ont un vécu en lien avec la prostitution, mais bien avec et pour ces femmes. Appréhender la recherche à partir du point de vue des personnes directement concernées par la problématique sociale, en l'occurrence l'expérience des femmes en processus de sortie de la prostitution, en augmente la validité puisque ces dernières sont les seules expertes de leurs vies et de leurs expériences (Hesse-Biber et Yaiser, 2004; Ollivier et Tremblay, 2000). Swigonski (1993, 1994) avance même que la recherche doit se faire pour avancer la cause des participantes. C'est donc en considérant les femmes en processus de sortie de la prostitution comme des actrices de changement social que l'amélioration de leurs conditions de vie, et par conséquent celles de toutes les femmes, peut être possible (Rabinovitch et Strega, 2004). Enfin, la théorie féministe standpoint est en cohérence avec les valeurs du travail social qui prônent la remise en question des inégalités sociales, l'empowerment des groupes opprimés et une transformation sociale pour une plus grande justice sociale.

3.1.2 La réflexivité de la chercheure

Le paradigme critique et la théorie féministe *standpoint* impliquent également une réflexion de la chercheure sur l'influence de ses propres appartenances sociales sur la recherche et sur sa

relation avec les participantes de la recherche (Swigonski, 1993). Il est donc important de savoir que j'appartiens à la catégorie sociale « femme » et, en ce sens, je partage l'oppression commune des femmes. De plus, je milite dans le mouvement féministe depuis plusieurs années et mon engagement concerne plus particulièrement les revendications en lien avec la lutte contre la violence faite aux femmes, dont la prostitution. Je partage donc avec les participantes à la recherche des préoccupations communes, liées au fait d'être une femme et d'être engagée, entre autres, dans la lutte contre l'exploitation sexuelle et dans une démarche de réflexion et d'action sur l'amélioration des services d'aide aux femmes souhaitant sortir de l'industrie du sexe. Ces caractéristiques communes contribuent à amenuiser les rapports de pouvoir avec les participantes et ses effets sur le contenu des entretiens (Poupart, 1997).

Une trop grande familiarité empêche toutefois la distance nécessaire à la posture de chercheure (Poupart, 1997). Or, bien que je partage l'oppression commune aux femmes, j'appartiens aussi à des groupes dominants en tant que personne blanche, universitaire, hétérosexuelle et n'ayant pas un vécu de prostitution. L'appartenance à ces groupes fait que mon expérience est plus loin de celle des femmes qui n'appartiennent pas à ces groupes (les femmes racisées, non universitaires, homosexuelles et ayant un vécu de prostitution), ce qui peut établir une distance sociale entre elles et moi. J'ai donc porté une attention particulière à ces différences et à la façon dont elles orientent la recherche. Plusieurs moyens ont été pris pour amenuiser les différences de positions sociales entre les participantes et moi, et les relations de pouvoir qui en découlent. Rappelons que la recherche est née d'une expérience terrain auprès de femmes en processus de sortie de la prostitution et qu'elle part du point de vue de ces femmes. De plus, la recherche visait à inclure les participantes dans la démarche de recherche, ce qui sera discuté dans la prochaine section qui concerne l'approche méthodologique. Enfin, la réflexion sur les rapports sociaux de pouvoir entre la chercheure et les participantes s'est poursuivie tout au long du processus de recherche.

3.2 L'APPROCHE METHODOLOGIQUE

Compte tenu des partis pris épistémologiques issus de la théorie féministe *standpoint*, cette recherche visait au départ à intégrer pleinement les savoirs des femmes concernées par la

recherche. Le choix d'une méthodologie participative fut donc privilégié afin de s'assurer que la recherche demeure ancrée dans les réalités et préoccupations des personnes sur le terrain – les femmes en processus de sortie de la prostitution de même que les travailleuses et militantes des organisations sur le terrain – et qu'elle reconnaisse leurs expertises et savoirs.

En rupture avec le modèle classique de la recherche, les approches participatives ont un biais favorable aux personnes opprimées. La participation des membres de la communauté vise à rendre les recherches plus pertinentes, significatives et culturellement plus appropriées (Dallaire, 2002). La recherche participative a des visées de conscientisation et d'action transformatrice visant à remettre en question les structures sociales qui perpétuent les injustices et les inégalités sociales (Gélineau, 2001; René *et al.*, 2009). Comme énoncée précédemment dans la section sur le cadre épistémologique, la dimension politique de la recherche suppose un engagement personnel de la chercheure (Dallaire, 2002; Lechopier, 2010) et rejette la position de fausse neutralité (Poupart, 1997).

Le choix de conduire une recherche de type participatif visait également à répondre à trois principaux objectifs. Le premier est celui de la reconnaissance et la valorisation des savoirs expérientiels des personnes les plus opprimées et dont on n'entend pas la voix – en l'occurrence les femmes aux prises avec la prostitution – pour comprendre et agir sur les problèmes sociaux (René et al., 2009). Il s'agit de permettre aux personnes et aux communautés défavorisées de parler de leurs propres réalités à l'égard des politiques et des pratiques qui leur sont destinées (René et al., 2009). Le point de vue des femmes en processus de sortie de la prostitution est souvent absent des débats. Or, elles sont les mieux placées pour parler de ce qu'elles vivent, de ce dont elles ont besoin pour améliorer leurs conditions de vie et des interventions sociales dont elles font l'objet. Il était donc souhaité que la participation à la recherche permette tout d'abord aux femmes de prendre la parole, de témoigner de leur expérience de la sortie de la prostitution et de s'exprimer, plus particulièrement, sur les obstacles auxquels elles ont été confrontées pour pouvoir bénéficier d'interventions sociales accessibles et adaptées à leurs besoins. La participation des femmes à la recherche leur donne également l'occasion de contribuer à l'avancement des connaissances sur les pratiques d'intervention auprès des femmes dans de la prostitution et, ultimement, à ce que d'autres

femmes puissent s'extraire de l'industrie du sexe, si tel est leur choix. C'est donc la parole des participantes qui sera mise de l'avant lors de la diffusion des résultats de la recherche auprès de différents auditoires (intervenant.e.s, étudiant.e.s, chercheur.e.s, médias).

Le deuxième objectif de la recherche participative concerne la diminution des rapports de pouvoir entre la chercheure et les participantes et entre le milieu de la recherche et celui de l'intervention. La modification de la posture traditionnelle de la chercheure implique, en effet, une remise en question des rapports de pouvoir et de mise à distance à l'objet (Lechopier, 2010). Enfin, le troisième objectif est de soutenir la prise de parole et la (ré)appropriation du pouvoir d'action des participantes — qui, dans le cas de la présente recherche, tentent de s'extirper de la prostitution — sur leur expérience, et ce, dans une perspective de transformation sociale (Hesse-Biber et Yaiser, 2004; Ollivier et Tremblay, 2000). Plus qu'une retombée, le renforcement du pouvoir d'agir des personnes concernées est un des objectifs au cœur de la recherche participative (Lechopier, 2010).

En cohérence avec le choix d'une méthodologie participative, une collaboration a été établie avec la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES). Ainsi, le projet de recherche a été soumis à l'équipe de travail de l'organisme quelques mois avant le début de la collecte des données. La participation des femmes de l'organisme, survivantes, militantes et travailleuses, a été sollicitée à chaque étape de la recherche, dans la mesure du possible et de l'intérêt. Malheureusement, la collaboration n'a pas pu se faire de façon très étroite, comme je l'aurais souhaité, notamment pour des raisons de temps et de disponibilité des membres de l'organisme. À cet effet, Kirsh (1999) note que les attentes de la chercheure liée à la participation des personnes sur le terrain, notamment des participantes à la recherche, ne peuvent pas toujours être atteintes ou le sont plus difficilement. Les participantes ne partagent pas toujours le même niveau d'intérêt ou de disponibilité que la chercheure. Le degré d'accès à l'éducation, les obligations diverses sont autant de facteurs pouvant limiter la participation à la recherche (Kirsch, 1999). J'ai donc dû ajuster mes attentes, de façon plus réaliste, par rapport à l'engagement des personnes du milieu au processus de recherche.

La collaboration avec la CLES s'est surtout faite par le biais de ma participation au comité chargé de la recherche au sein de cet organisme. Ce groupe de travail est formé de travailleuses et militantes, parmi lesquelles des femmes ayant un vécu de prostitution. C'est donc à l'intérieur de ce groupe de travail que j'ai pu discuter de l'avancement de mon projet tout au long du processus de la recherche. Mon travail de recherche a évolué à la lumière de ces rencontres, discussions et réflexions avec le milieu terrain. Plus spécifiquement, la stratégie de recrutement et de collecte des données a été présentée et validée auprès des membres du comité. Il en a été de même des divers documents reliés à la recherche, tels que l'affiche invitant les femmes à participer à la recherche, la feuille d'informations sur le consentement et les outils de la collecte de données.

3.3 LE CHOIX DE LA POPULATION A L'ETUDE

3.3.1 Les caractéristiques des participantes

La population à l'étude est constituée de femmes ayant été ou étant dans un processus de sortie de la prostitution. Les critères de sélection des participantes sont les suivants :

- 1) Être une femme:
- 2) Avoir été ou être dans un processus de sortie de la prostitution, et ce, peu importe à quelle étape;
- 3) Avoir fait ou faire l'expérience de ce processus, du moins en partie, au Québec;
- 4) Être âgée de 18 ans et plus;
- 5) Pouvoir comprendre la langue française.

3.3.2 La stratégie d'échantillonnage

La recherche porte sur un groupe restreint et relativement homogène de participantes. Malgré la diversité de leur parcours, c'est la recherche du caractère commun qui m'intéresse ici (Pires, 1997). À travers les expériences des femmes, j'ai tenté de comprendre les obstacles auxquels elles sont confrontées pour pouvoir bénéficier d'interventions sociales accessibles et adaptées

à leurs besoins. L'intérêt de la recherche est la description en profondeur de ces expériences et non la comparaison de ces dernières.

Les critères de diversification interne de l'échantillon concernent entre autres le lieu de résidence, l'âge, le degré de scolarité, et le nombre d'années écoulé depuis le début du processus de sortie de la prostitution. Ces variables sociodémographiques ont servi à dresser un portrait des participantes. Les différents « secteurs » de l'industrie sont pris en compte également dans le portrait sociodémographique des femmes. Toutefois, j'ai choisi de ne pas inclure cette variable parmi les critères de diversification interne, et ce, pour deux raisons. D'une part, selon mon expérience terrain, les femmes sont souvent appelées à être utilisées dans plus d'un « secteur » de l'industrie du sexe et cela en fait un critère moins discriminant. De plus, le cadre théorique retenu dans le cadre de ma recherche comprend la prostitution comme une violence, et ce, peu importe les « secteurs » de l'industrie du sexe qui représentent différentes formes et lieux d'exploitation sexuelle. Le caractère commun de ces différents « secteurs » étant l'exploitation sexuelle. Par ailleurs, la difficulté de rejoindre la population à l'étude – enjeu dont je discuterai dans la section suivante sur la stratégie de recrutement – ne m'a pas permis de contrôler les critères de diversification interne.

3.4 LA STRATEGIE DE RECRUTEMENT

Les organismes auxquels j'ai fait appel pour rejoindre les participantes sont tous des groupes communautaires qui ont une compréhension de la prostitution comme étant une forme de violence masculine contre les femmes et qui interviennent auprès des femmes en situation de prostitution en leur proposant des alternatives à la violence qu'elles vivent. J'ai choisi sciemment de ne pas élargir le recrutement des participantes à des organismes ayant une autre compréhension et approche d'intervention en regard de la prostitution. Ce choix s'explique par ma volonté de donner la parole à des femmes qui remettent en question l'idée populaire selon laquelle la prostitution est un choix libre et éclairé, qui définissent leur expérience comme une forme de violence et qui, par conséquent, souhaitent en sortir. Ces femmes sont très peu entendues dans l'espace public et c'est notamment la raison pour laquelle je souhaitais leur donner la parole.

Les participantes ont d'abord été recrutées via la CLES, où une annonce du projet de recherche a été affichée dans les bureaux de l'organisme. Cette annonce se trouve à l'annexe 1. J'ai également fait appel à un organisme de la région de Québec, la Maison de Marthe, connu pour son travail auprès de femmes qui souhaitent sortir du milieu de la prostitution. Bien qu'intéressées par mon projet de recherche, les responsables de l'organisme n'ont malheureusement pu me recevoir notamment en raison d'une sollicitation accrue des femmes fréquentant la ressource par différentes chercheures durant la période de ma demande. J'ai également fait appel au Regroupement des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS) qui a accepté d'envoyer une copie de l'annonce du projet à tous ses CALACS membres. Un des centres de la région de l'Abitibi, Assaut sexuel secours, a répondu à mon appel. En général, les femmes qui désiraient participer à la recherche ont communiqué directement avec moi, alors que certaines l'ont fait par l'intermédiaire d'une travailleuse de l'organisme qu'elles fréquentent. Des participantes m'ont aussi été référées par des femmes qu'elles connaissaient grâce à la méthode de « boule de neige » (Pires, 1997). Les rencontres ont ensuite été planifiées selon les disponibilités des participantes.

Le fait de connaître le milieu et d'avoir déjà établi préalablement un lien de confiance avec plusieurs des participantes a, selon moi, grandement facilité les contacts et le déroulement du projet. Cela a pu contrer certaines difficultés de recrutement liées aux contraintes de vie des femmes qui ont un vécu en lien avec la prostitution et qui font qu'il peut être difficile de les rejoindre et de fixer des rendez-vous avec elles. Comme je l'ai déjà mentionné, je suis engagée à la CLES depuis plusieurs années. J'ai donc une bonne compréhension de la réalité, des difficultés et des besoins de ces femmes, ce qui a contribué à faciliter la cueillette des données. Par ailleurs, bien qu'il existe des avantages à réaliser une recherche dans un milieu que l'on connait bien, le fait d'être trop impliquée dans un organisme ou une situation peut empêcher de voir certaines choses qui paraissent évidentes. Il s'agit de jauger la distance critique nécessaire pour mener à bien la réalisation du projet de recherche (Poupart, 1997). À cet effet, j'ai dû être bien consciente et attentive à mon chapeau de chercheure afin de ne pas verser dans l'intervention, surtout avec les participantes que je connaissais déjà.

3.5 LA COLLECTE DES DONNEES

3.5.1 Les entretiens individuels

Des rencontres individuelles avec les participantes ont eu lieu. Les entretiens se sont déroulés en français. Le canevas des entretiens, semi-dirigés, était composé de questions et sousquestions ouvertes (voir annexe 3). Le choix de l'entretien individuel répond à trois arguments, 1) épistémologique, 2) éthique et politique et 3) méthodologique (Poupart, 1997). En cohérence avec l'épistémologie féministe standpoint privilégiée dans le cadre de cette recherche, l'entretien individuel a été choisi afin d'appréhender la réalité selon le point de vue de femmes en processus de sortie de la prostitution. Selon les principes éthiques et politiques de la recherche féministe, l'entretien apparaît comme un outil privilégié pour explorer en profondeur l'expérience des participantes et mettre en lumière les situations d'oppression qu'elles vivent (Kirsch, 1999). D'un point de vue méthodologique, l'entretien s'avère un moyen efficace pour avoir accès à l'expérience des participantes. Les rencontres individuelles ont porté sur des thèmes précis liés aux interventions sociales dont les femmes ont pu bénéficier ou non tout au long de leur processus de sortie de la prostitution. De plus, un bref questionnaire sociodémographique, visant à dresser un portrait des participantes, a été proposé à la fin de l'entretien (voir annexe 4). Ces données ont permis de compléter l'information contextuelle recueillie lors des entretiens et ont servi également à juger de la transférabilité des résultats de la recherche à la population dont sont issues les participantes (Pires, 1997).

Un premier entretien a servi de prétest aux rencontres suivantes et a ainsi permis de valider le guide d'entretien et le questionnaire. Par ailleurs, il avait été prévu d'informer à l'avance, par courriel, les participantes intéressées du canevas d'entretien. Cette mesure devait permettre aux participantes qui le souhaitaient de réagir aux questions et se préparer en conséquence. Cinq des participantes ont reçu le guide d'entretien et le questionnaire à l'avance. Toutefois, elles n'ont pas toutes eu l'opportunité de le lire avant la rencontre. Celles qui l'ont fait n'avaient pas de commentaires ou de questions. J'ai donc abandonné cette pratique par la suite, d'autant plus qu'au moins trois autres participantes n'avaient pas accès à internet. De plus, certaines participantes m'ont été référées très peu de temps avant l'entretien, parfois le

jour même ou la veille de l'entretien, ce qui a grandement réduit les possibilités de communications préalables.

Les femmes avaient le choix du lieu de l'entretien pour qu'elles puissent se sentir dans un environnement le plus sécuritaire et rassurant possible. La plupart d'entre elles ont choisi de me rencontrer chez elles, alors que pour quelques-unes d'entre elles l'entretien a été réalisé dans un bureau de l'organisme qu'elles fréquentent. Avec l'accord des participantes, les entretiens ont fait l'objet d'un enregistrement audio à l'exception d'un entretien. Dans ce dernier cas, la participante a refusé l'enregistrement, mais elle a consenti à ce que des notes soient prises à la main durant la rencontre. Une légère collation de même que du café et du jus ont été offerts aux participantes durant les rencontres. La durée moyenne des entretiens est de deux heures, variant d'une heure et demie à trois heures et demie selon les cas.

La collecte des données individuelles a pris fin au bout de 11 entretiens individuels. Le nombre de rencontres n'étant pas décidé à l'avance, il m'est apparu satisfaisant en raison de la richesse du matériel recueilli et de la saturation du contenu de l'analyse, c'est-à-dire que les entretiens n'apportaient plus d'information nouvelle pertinente à l'atteinte des objectifs de la recherche (Pires, 1997). Par ailleurs, il est à noter qu'aucune autre femme ne m'a contactée pour participer à la recherche à la suite des onze entrevues.

3.5.2 La validation des résultats

Après la réalisation des entretiens individuels, les participantes habitant les régions de Montréal et des Laurentides¹⁴ ont été conviées à une rencontre de groupe. Cet entretien collectif visait à répondre à deux objectifs, soit 1) présenter et valider l'analyse des résultats des entretiens individuels (Blais et Martineau, 2006) et 2) favoriser la collectivisation des expériences des femmes (Hesse-Biber et Yaiser, 2004). Le partage des expériences peut permettre aux femmes de briser l'isolement et (re)prendre du pouvoir sur leur vie. Il s'agit de créer une dynamique d'échange visant le développement d'une conscience critique à l'égard

_

¹⁴ Comme il était prévu que la rencontre de groupe ait lieu à Montréal, les participantes qui habitent l'Abitibi n'y ont pas été conviées en raison de la trop grande distance géographique entre les deux régions.

des rapports d'oppression qu'elles vivent et des difficultés liées à l'accessibilité et l'adéquation à leurs besoins des interventions sociales. Par le partage de solutions collectives, l'élargissement de la capacité d'action des participantes est visé dans le but d'influencer les pratiques d'intervention vers une transformation sociale (Kirsch, 1999; René *et al.*, 2009).

Toutes les participantes ont manifesté leur intérêt à connaître les résultats de la recherche. Toutefois, certaines d'entre elles étaient réticentes à participer à une rencontre de groupe notamment parce qu'elles souhaitaient conserver l'anonymat. J'ai donc proposé à ces participantes de les rencontrer individuellement, ce qui a été fait avec l'une d'entre elles. Par ailleurs, quatre participantes ont manifesté leur intérêt à participer à une rencontre de groupe, laquelle a été organisée en ce sens. Malheureusement, une seule des femmes s'est présentée au rendez-vous, les trois autres ayant eu des empêchements importants et imprévus. La rencontre de groupe s'est donc transformée en rencontre individuelle. Certaines des femmes qui n'ont pu prendre part comme prévu à cette rencontre m'ont signifié leur intérêt à entendre parler de la recherche. Je leur ai donc proposé de les rencontrer seules à un moment ultérieur qui leur conviendrait. J'ai décidé de ne pas organiser une autre rencontre de groupe à cause des défis manifestes qu'elle pose. En effet, les conditions et circonstances de vie des femmes qui ont un vécu en lien avec la prostitution limitent leur disponibilité et compromettent leur capacité à respecter certains rendez-vous, et ce, malgré leur intérêt et engagement certains.

En résumé, les résultats ont été validés auprès de deux participantes lors de rencontres individuelles. Ces entretiens n'ont pas été enregistrés. Comme lors de l'entretien individuel, j'ai de nouveau offert aux participantes une légère collation durant la rencontre.

3.6 LES CONSIDERATIONS ETHIQUES

Le projet de recherche a été soumis au comité d'éthique de la recherche de la Faculté des arts et des sciences (CERFAS) de l'Université de Montréal. Après examen, le CERFAS a émis un certificat d'éthique dans lequel il confirme le respect du projet de recherche des règles d'éthique énoncées dans la Politique sur la recherche avec les êtres humains de l'Université de Montréal.

Avant le début des entretiens, une feuille d'informations (voir l'annexe 2), sur les objectifs du projet de recherche, les avantages et inconvénients, la confidentialité et la liberté de se retirer du projet à tout moment, a été lue et remise aux participantes. Ma signature ainsi que mes coordonnées apparaissent à la fin du document. Toutefois, aucun nom et aucune signature des participantes n'apparaissent sur cette feuille. Seul un consentement verbal a été demandé aux participantes les assurant ainsi de ne laisser aucune trace écrite de leur participation à la recherche. Cette mesure particulière a été prise compte tenu de la nature du vécu des participantes et pour ainsi faciliter le lien de confiance entre elles et moi. Les femmes ayant un vécu de prostitution ont été ou sont soumises à des actes de violence très graves, d'exclusion et de discrimination de la part de l'industrie du sexe, mais aussi de la part des personnes qui les entourent, des institutions sociales et de l'État. Leur confiance aux autres est donc souvent minée.

Le fait de parler du processus de sortie de la prostitution a amené les participantes, à un moment ou à un autre de l'entrevue, à éprouver des émotions difficiles. Pour pallier ces difficultés, les participantes ont pu à tout moment refuser de répondre à une question, prendre une pause ou mettre fin à l'entrevue. En plus de l'écoute et de la sollicitude dont j'ai tenté de faire preuve durant l'entretien, une liste de ressources d'aide gratuites ¹⁵ (voir l'annexe 5) a été proposée aux participantes, selon les besoins. Cette liste comprend uniquement des services d'aide disponibles dans les régions de Montréal et de Québec. Lorsque cette liste a été conçue, j'envisageais de rencontrer des femmes de ces deux régions. La plupart des entrevues ont été faites dans la grande région de Montréal et ses environs. Comme il a été mentionné précédemment, aucune femme de la région de Québec n'a participé à l'étude. Les coordonnées des services d'aide de la région de Québec ont toutefois été conservées sur la liste remise aux participantes de Montréal puisque je sais par expérience que des femmes souhaitent parfois s'éloigner du milieu de la prostitution et de ce qui y est relié en ayant recours à des services d'aide extérieurs à la région où elles vivent. La plupart des femmes connaissaient déjà les services d'aide proposés. Des services d'aide de la région de l'Abitibi, où des femmes ont

¹⁵ Cette liste de ressources d'aide a été élaborée en 2012 par Laurence Fortin-Pellerin dans le cadre d'un stage postdoctoral en sociologie à l'Université d'Ottawa.

aussi accepté de participer à la recherche, n'ont pas été identifiés par écrit. Toutefois, j'ai collaboré étroitement avec un CALACS de la région lors de ma visite et je me suis assurée que les femmes connaissent, selon les besoins, les services d'aide disponibles et accessibles dans leur région.

3.7 LA METHODE D'ANALYSE DES DONNEES

La méthode de l'analyse de contenu a été retenue dans le cadre de ce mémoire. Cette section présente d'une part les caractéristiques de l'analyse de contenu et, d'autre part, les étapes du processus de catégorisation à l'œuvre dans cette recherche.

3.7.1 Les caractéristiques de l'analyse de contenu

L'analyse de contenu est une stratégie de catégorisation qui consiste à faire ressortir des différents éléments du matériel recueilli « la recherche de la signification telle qu'elle existe pour [les participantes à la recherche] » (L'Écuyer, 1990, p.8). Ce type d'analyse accorde la priorité au point de vue des participantes et à leurs systèmes de référence qui priment sur celui de la chercheure (L'Écuyer, 1990). Il s'agit d'être attentive, en tant que chercheure à la tension entre son point de vue (« étique ») et celui (« émique ») des participantes puisque par l'analyse on s'approprie en quelque sorte le contenu du matériel à l'étude (Paillé et Mucchielli, 2012, p. 367).

L'Écuyer (1990) identifie les grandes caractéristiques de l'analyse de contenu parmi lesquelles trois principales ont été retenues ici. La première est celle de l'objectivation et de la méthode. L'analyse doit donc être « conduite à partir de règles explicitement formulées [...] permettant de décomposer, de décortiquer, de décrire et d'analyser le matériel recueilli » (p.10) et permettant aux lectrices et lecteurs de comprendre et reproduire la méthode d'analyse. L'écuyer privilégie le choix du mot objectivation à celui d'objectivité afin de souligner les dangers de la prétention à la « neutralité ». La deuxième caractéristique veut que l'analyse soit exhaustive et systématique. Tout le matériel doit être analysé afin d'éviter que seuls les éléments qui intéressent la chercheure – et qui, par conséquent, confirment ses hypothèses ou

la rassurent dans ses croyances – soient mis en lumière (L'Écuyer, 1990). Enfin, la troisième caractéristique concerne l'inférence, en ce sens que l'analyse doit avoir une pertinence théorique, et donc être interprétative, et pas uniquement descriptive. Contrairement à l'Écuyer (1990), Paillé et Mucchielli (2012) établissent une distinction entre le thème, ayant des visées, selon eux, descriptives, et la catégorie qui serait plus interprétative. Pour ma part, j'ai choisi de privilégier le modèle de L'Écuyer dans lequel la catégorie revêt à la fois un caractère descriptif et interprétatif. Pour cette raison, le terme « catégorie » sera utilisé et non celui de « thème », bien que des éléments de compréhension méthodologique soient empruntés à Paillé et Mucchielli. Par ailleurs, L'Écuyer émet une mise en garde contre la dévalorisation de la description au profit de l'interprétation, défendant la pertinence d'une bonne analyse descriptive et l'avantage qu'elle permet d'éviter de priver les lectrices et lecteurs de jouer de leurs propres inférences et interprétations.

3.7.2 Les étapes de l'analyse de contenu

L'analyse des données a porté sur le contenu manifeste, soit celui exprimé ouvertement, puisqu'il « possède un sens complet en lui-même qu'il importe de chercher pour lui-même et de découvrir pour bien comprendre le phénomène étudié » (L'Écuyer, 1990, p. 28). L'analyse du contenu du matériel recueilli comprend une série d'étapes systématiques et rigoureuses qu'il convient de décrire ici notamment afin d'assurer la fiabilité des résultats (Laperrière, 1997). Tout d'abord, les enregistrements des entretiens ont été retranscrits dans des documents Word. Dans le cas de l'entretien non enregistré, les notes prises à la main ont été mises au propre. Une fois transcrits, les verbatim ont fait l'objet d'une préanalyse par des lectures préliminaires permettant de s'imprégner à nouveau des témoignages et d'en dégager une vue d'ensemble (L'Écuyer 1990).

Le processus de catégorisation a ensuite été entrepris à l'aide du logiciel d'analyse de données *NVivo*. La catégorisation a débuté par l'identification des « unités de sens ». Ces dernières représentent des éléments du texte – soit une portion de phrases, une phrase complète ou un paragraphe – possédant « un sens complet en eux-mêmes » (L'Écuyer, 1990, p. 59) et liés à une même idée (Paillé et Mucchielli, 2012). Les unités de sens ont ensuite été regroupées par

analogie (soit par similarité ou parenté) dans des catégories afin de mettre en lumière les significations et caractéristiques de l'objet d'étude. Une catégorie constitue donc une unité de sens plus globale et plus large et rassemblant plusieurs unités de sens commun (L'Écuyer, 1990). Les catégories respectent les qualités suivantes définies par l'Écuyer. Elles sont :

- a) exhaustives, en ce sens qu'elles couvrent la totalité du matériel analysé;
- b) cohérentes, c'est-à-dire liées entre elles et organisées dans un rapport logique limitant ainsi le nombre élevé de catégories et le recoupement entre chacune d'entre elles;
- c) homogènes et donc respectueuses de l'analogie de sens entre les différents énoncés d'une même catégorie;
- d) pertinentes en regard du matériel analysé, des questions, des objectifs et du cadre théorique de la recherche;
- e) définies de façon claire et rigoureuse afin de permettre de bien différencier les unes des autres et de respecter le sens des énoncés analysés;
- f) productives, en référence à la richesse des indices d'inférences, de la production de nouvelles hypothèses et à la fiabilité des données (L'Écuyer, 1990).

Le modèle de codification employé est mixte, c'est-à-dire qu'il est constitué de catégories préexistantes et émergentes. Les catégories qui ont servi de base à l'analyse des données ont été préétablies à partir de la recension des écrits et, par conséquent, des thèmes du guide d'entretien (voir le tableau I à la page 54). Ces catégories préétablies étaient générales et ont laissé place aux témoignages des femmes dont les unités de sens ont été organisées en souscatégories émergentes au fur et à mesure de la progression de l'analyse. Selon ce qui est ressorti de l'analyse des entretiens, les catégories préexistantes ont été révisées. Elles ont été soit conservées, modifiées, rejetées ou remplacées afin d'éviter de forcer les données dans les catégories et de permettre l'émergence de nouvelles catégories (L'Écuyer, 1990; Paillé et Mucchielli, 2012).

Après l'élaboration d'un certain nombre de catégories et sous-catégories, des fusions (une catégorie est renommée pour avoir la même appellation qu'une autre), des subdivisions (des unités de significations d'une même catégorie sont séparées et renommées différemment), des regroupements (une catégorie est rattachée à une autre) ont été effectués. Ensuite, les

catégories et sous-catégories ont été mises en relations les unes avec les autres de façon hiérarchique selon leur degré de généralité. Le résultat de la catégorisation, sous forme d'arborescence, révèle les différents niveaux de catégories, du général au particulier (Paillé et Mucchielli, 2012).

Une attention particulière a été portée afin d'éviter le chevauchement ou le dédoublement des différentes catégories, dans le respect de l'homogénéité, la cohérence et la clarté des définitions des catégories. Toutefois, afin de s'assurer de conserver les liens entre les différents éléments du contenu analysé, l'ensemble de la catégorisation ne souscrit pas au critère d'exclusivité. Ainsi, un énoncé contenant plus d'un sens a été assigné simultanément à des catégories ou sous-catégories différentes. À la toute fin du processus de catégorisation, une révision de l'arborescence a été effectuée afin de s'assurer de la justesse de la codification, soit que chaque unité de sens corresponde bien à la catégorie ou la sous-catégorie à laquelle elle est liée (L'Écuyer, 1990).

Tableau I. Les catégories préexistantes à l'analyse de contenu et leurs définitions

Catégories préexistantes	Définitions		
Désir de sortie de la	Expression des participantes de leur désir de sortie de la		
prostitution	prostitution		
Motifs de sortie	Motivations exprimées par les participantes de leur désir de sortir		
	de la prostitution		
Contraintes à la prostitution	Ensemble de pressions extérieures plus ou moins fortes (de		
	l'influence à la coercition) qui mènent, maintiennent et ramènent		
	les femmes à la prostitution (ex. : pauvreté, violence, problèmes		
	de santé)		
Processus de sortie de la	Démarche de sortie de la prostitution organisée dans le temps.		
prostitution			
Facteurs entravant	Ensemble des caractéristiques nuisant à l'accessibilité des		
l'accessibilité des	interventions sociales		
interventions sociales			
Facteurs facilitant	Ensemble des caractéristiques contribuant à l'accessibilité des		
l'accessibilité des	interventions sociales		
interventions sociales			
Interventions sociales	Ensemble des caractéristiques des interventions sociales (dont le		
entravant la sortie	savoir-faire et le savoir-être) qui font obstacle au processus de		
de la prostitution	sortie de la prostitution		
Interventions sociales	Ensemble des caractéristiques des interventions sociales (dont le		
facilitant la sortie	savoir-faire et le savoir-être) qui soutiennent le processus de sortie		
de la prostitution	de la prostitution		
Interventions sociales à	Ensemble des caractéristiques des interventions sociales à		
développer et mettre en	développer et mettre en place pour faciliter la sortie de la		
place	prostitution		
Aspirations	Perspectives d'avenir des participantes		

CHAPITRE 4: PRÉSENTATION ET ANALYSE DES RÉSULTATS

Ce chapitre porte sur la présentation et l'analyse des résultats de la recherche. Il vise à mettre en lumière l'expérience de femmes en processus de sortie de la prostitution. Plus spécifiquement, l'analyse des résultats souhaite répondre aux objectifs de la recherche qui consistent à comprendre les obstacles auxquels les participantes à la recherche ont été confrontées pour bénéficier d'interventions sociales accessibles et adaptées à leurs besoins. Il faut rappeler que je me suis intéressée à la fois aux interventions formelles et informelles.

La première partie de ce chapitre fait état des caractéristiques des participantes à l'étude. Ces données quantitatives présentent des informations sociodémographiques et des indications sur leur vécu dans la prostitution. La seconde partie, plus exhaustive, concerne l'analyse qualitative des résultats. En accord avec les objectifs de la recherche, les catégories d'analyse qui rendent compte des dimensions du processus de sortie de la prostitution sont présentées. Nous verrons comment les éléments au centre de l'analyse, qui sont les obstacles à l'accessibilité et à l'adéquation des interventions sociales, s'articulent aux dimensions plus périphériques comme les contraintes qui mènent et maintiennent les femmes dans la prostitution.

4.1 LES CARACTERISTIQUES DES PARTICIPANTES

Onze femmes ont participé à la recherche. Des entrevues en profondeur ont été réalisées avec dix d'entre elles. La 11e participante a, pour sa part, souhaité mettre fin à l'entretien quelques minutes après le début de l'enregistrement à cause de la fatigue. Il n'a malheureusement pas été possible de poursuivre la rencontre à un autre moment. Certaines caractéristiques sociodémographiques et liées au vécu dans la prostitution de cette répondante n'ont donc pu être obtenues, comme le lieu de naissance, le degré de scolarité, la principale source de revenus, le type et le nombre de « secteurs » de la prostitution ainsi que les lieux géographiques de l'industrie du sexe où elle s'est retrouvée.

4.1.1 Les caractéristiques sociodémographiques

Le tableau II présente, à la page 57, les caractéristiques sociodémographiques des participantes. Cinq d'entre elles vivent dans la grande région de Montréal, deux habitent la région des Laurentides et quatre celle de l'Abitibi. Neuf femmes sont originaires de la province du Québec, dont deux sont autochtones. Une seule est originaire d'une autre province du Canada. Les répondantes à la recherche sont âgées de 26 à 55 ans et elles se répartissent presque également dans trois groupes d'âge. En effet, quatre sont âgées de 26 à 35 ans, trois de 36 à 45 et quatre de 46 à 55 ans.

La majorité des femmes interviewées sont scolarisées. Trois d'entre elles ont obtenu un diplôme de baccalauréat, trois autres détiennent un diplôme d'études collégiales et une participante a complété un diplôme d'études professionnelles. Seules trois des participantes n'ont pas complété leur 5^e secondaire. Malgré un niveau de scolarité moyen relativement élevé, uniquement trois répondantes bénéficient des revenus d'un emploi rémunéré. Les allocations des programmes de la sécurité du revenu¹⁶ représentent la principale source de revenus de cinq participantes alors que deux des femmes rencontrées doivent compter sur le salaire de leur conjoint pour subvenir à leurs besoins de base.

4.1.2 Les caractéristiques liées au vécu dans la prostitution

Quelques données quantitatives en lien avec le vécu dans la prostitution des participantes sont présentées ici (voir le tableau III à la page 58). Des 11 femmes rencontrées, dix d'entre elles n'étaient plus aux prises avec la prostitution au moment de l'entretien. Pour six de ces femmes, la sortie était récente, soit depuis moins de trois ans. Deux des répondantes ont témoigné avoir quitté l'industrie du sexe depuis près de dix ans et deux autres depuis une vingtaine d'années.

¹⁶ Les programmes de la sécurité du revenu dont bénéficient les participantes sont ceux de l'aide sociale, de l'assurance emploi, d'Emploi Québec et des indemnisations pour les victimes d'actes criminels.

Le nombre d'années passées dans la prostitution s'échelonne de deux à une trentaine d'années. La plupart des femmes rencontrées, soit sept d'entre elles, ont connu la prostitution moins de dix ans. Deux des participantes ont passé une dizaine d'années de leur vie dans l'industrie du sexe alors que deux autres y sont demeurées respectivement une vingtaine et une trentaine d'années. La majorité des femmes ont révélé être entrées dans le milieu de la prostitution à un jeune âge, soit avant 24 ans, dont deux d'entre elles alors qu'elles étaient encore mineures. Seules deux répondantes ont commencé la prostitution après l'âge de 30 ans.

Tableau II. Le nombre de participantes selon les caractéristiques sociodémographiques

Variables	Information	Nombre de
sociodémographiques		participantes
Lieux de résidence	Montréal	5
	Laurentides	2
	Abitibi	4
	26-35 ans	4
Âge	36-45 ans	3
	46-55 ans	4
Lieu de naissance et ethnicité	Québec	9 (dont 2 Autochtones)
	Autre province du Canada	1
	Inconnu	1
Degré de scolarité	5 ^e secondaire non complété	3
	DEP ¹⁷	1
	DEC ¹⁸	3
	Baccalauréat	3
	Inconnu	1
Principale source de revenus	Programme de sécurité du revenu	5
	Salaire du conjoint	2
	Emploi temps partiel	1
	Emploi temps plein	2
	Inconnu	1

La plupart des participantes à l'étude ont témoigné avoir connu plus d'un « secteur » de l'industrie du sexe (voir le tableau IV à la page 59). Prostitution de rue, bars de danse nue,

_

¹⁷ Diplôme d'études professionnelles

¹⁸ Diplôme d'études collégiales

salons de massage, agences d'escortes ou escortes dites indépendantes, la plupart des femmes rencontrées ont circulé d'un « secteur » à l'autre, allant de deux à quatre. Seules deux des répondantes ont dit avoir connu uniquement la prostitution de rue. Il n'est donc pas possible, comme anticipé, de distinguer les expériences des participantes selon les « secteurs » de l'industrie du sexe.

De la même façon, les femmes interviewées ont été appelées à se déplacer d'un lieu géographique à l'autre durant leur parcours dans la prostitution. La grande majorité d'entre elles ont transité dans différentes villes du Québec, parfois même à l'extérieur de la province, au Canada ou aux États-Unis, comme l'illustre le tableau V à la page 59. Une des participantes a d'ailleurs été victime de la traite à des fins d'exploitation sexuelle.

Tableau III. Le nombre de participantes selon le nombre d'années depuis la sortie de la prostitution, le nombre d'années passées dans la prostitution et l'âge d'entrée dans la prostitution

Nombre d'années depuis la sortie	Nombre de participantes
0	1
1-3 ans	6
7-11 ans	2
Une vingtaine d'années	2
Nombre d'années passées dans la	
prostitution	
Moins de 5 ans	5
5-10 ans	2
11-15 ans	2
Une vingtaine d'années	1
Une trentaine d'années	1
Âge d'entrée dans la prostitution	
14-15 ans	2
18-24 ans	7
Une trentaine d'années	2

Tableau IV. Le nombre de participantes selon le type et le nombre de « secteurs » de l'industrie du sexe

		Nombre de participantes
	Rue	7
	Danse nue	6
Type de secteurs	Agence	5
	d'escortes	
	Escorte	
	indépendante	2
	Salon massage	2
	Inconnu	1
Nombre de	1	2
secteurs	2 à 4	8
	Inconnu	1

Tableau V. Le nombre de participantes selon le lieu géographique et le nombre de lieux de prostitution

		Nombre de
		participantes
	Montréal	9
	Laurentides	2
Lieu de	Abitibi	5
prostitution	Autres régions du	7
	Québec	
	Autres provinces	4
	du Canada	
	États-Unis	2
Nombre de lieux	1	1
	2 et plus	8
	Inconnu	1

4.2 LES RESULTATS DE L'ANALYSE QUALITATIVE

Cette section présente les différentes catégories qui ressortent de l'analyse qualitative des récits des participantes. Après avoir présenté les raisons qui poussent les femmes interviewées à vouloir quitter la prostitution, nous verrons comment les contraintes qu'elles vivent les en empêchent. Les obstacles auxquels les participantes font face pour pouvoir bénéficier d'interventions sociales accessibles et adéquates seront ensuite mis en lumière. Enfin, l'expérience des répondantes révèle des pistes de solution pour une vie libre de prostitution.

4.2.1 Vouloir sortir de la prostitution : les éléments déclencheurs

4.2.1.1 « Être écœurée », avoir atteint la limite

L'analyse des récits révèle que le désir de sortir de la prostitution est lié à un sentiment d'avoir atteint la limite et de ne plus pouvoir continuer à tolérer l'intolérable. La majorité des femmes rencontrées disent avoir voulu quitter l'industrie du sexe parce qu'elles en étaient « écoeurées » et qu'elles ne se sentaient « plus capables » de continuer. Certaines d'entre elles expliquent que la reprise du contact avec soi et ses émotions – facilitée par exemple par l'arrêt de la consommation de drogues – exacerbe la détresse psychologique associée à la prostitution, dont la tristesse et les idées suicidaires. L'expérience d'Anaïs est révélatrice à cet égard.

Durant tout le temps que j'ai fait ça, j'étais tout le temps assez déconnectée. Sauf que là, je reconnectais comme tranquillement pas vite. Pis, j'étais pas ben. [...] J'étais juste... Je ne veux pas être là. Je veux juste être chez nous. Tsé, pis... Fait que là, j'étais comme pas bien. Pis, je n'étais plus capable de jouer les games avec les clients non plus. [...] J'étais juste plus capable. Pis là, tu calcules les minutes, pis c'est long. Pis, si [le client] prend son heure au complet, c'est long. Tsé, j'étais comme juste vraiment écoeurée. (Anaïs)

De la même façon dont les conséquences de la prostitution se font sentir sur le corps psychique, elles atteignent aussi le corps physique. La prostitution, en soi, devient de plus en plus difficile à supporter physiquement, comme le rapporte Camille.

À un moment donné, ben je suis tombée malade physiquement. Et là, j'ai pas eu le choix d'arrêter [...] parce que j'étais plus capable de marcher. J'étais toutes étourdie. Je parlais croche. On dirait que j'avais fait un AVC. J'avais la bouche croche. (Camille)

La prostitution m'a tuée. [...] Tout ce que j'ai pu voir. Tout ce qu'on m'a demandé. Tout ce qu'on m'a exigé aussi. [...] Je sais pas comment je faisais. Je sais qu'aujourd'hui je serais plus capable. [...]Pis, tsé, à un moment donné, t'es pu capable de ressentir ça là. (Camille)

À l'expérience même de la prostitution, décrite comme de plus en plus difficile à soutenir, s'ajoutent des difficultés qui y sont reliées, dont la toxicomanie, l'itinérance, le manque de nourriture et de sommeil. Alice en témoigne : « J'étais plus capable de me tenir debout. Tu peux pas aller deux, trois semaines sans manger pis sans dormir, l'été comme l'hiver. Encore pire l'hiver parce que là, tu résistes moins au froid quand tu n'as pas mangé pis t'as pas dormi là ».

La dangerosité du milieu de la prostitution – dans lequel les femmes sont victimes et témoins de menaces et d'agressions répétées – représente également un facteur encourageant le désir d'en sortir.

J'avais vécu des affaires assez dures. J'ai pensé à quelques fois que ma dernière heure était venue. Puis, tsé, à chaque fois qu'il t'arrive quelque chose, tu essaies de mettre ça de côté pour ne plus y penser parce que ça te fait souffrir. [...] Mais, là, oups, tu t'endors. Pis là, oups, ça te revient, pis tu rêves à telle affaire. Tu repenses à telle affaire. ...]. Je me suis fait attaquer plus qu'une fois. ...]. Pis là, ben, quand j'ai repensé à ça, à ce moment-là, je me suis dit « ça presse là, il va falloir que tu changes de vie, pis vite ». (Béatrice)

Enfin, pour toutes les raisons mentionnées précédemment, le désir de sortie peut aussi être motivé par la peur de mourir, comme l'explique Alice : « Je sentais la mort. Je sentais vraiment la mort. [...] J'étais au bout de ma corde ».

4.2.1.2 Les relations amoureuses et la maternité

Trois des participantes rapportent la difficulté de concilier prostitution et vie amoureuse. Elles expliquent que le fait d'avoir un « chum » et de développer des sentiments amoureux a accentué leur détresse psychologique et, par conséquent, leur désir de sortie, comme l'indique Gabrielle : « Parce que finalement, plus que je m'attachais à lui, moins j'étais capable d'aller faire des clients. Fait que je pétais des coches avant de partir. Je pétais des coches en revenant ».

Plus que la rencontre d'un conjoint, la grossesse est parfois l'élément déclencheur de la sortie de l'industrie du sexe, surtout lorsque les revenus de la prostitution sont utilisés principalement pour subvenir aux besoins de la consommation de drogue. Deux des femmes rencontrées mentionnent en effet que la grossesse les a menées à un arrêt de la toxicomanie, ce qui a ensuite permis la sortie de la prostitution. Jade le formule ainsi : « Pis, pas longtemps après mon début de suivi, je suis tombée enceinte. Pis, là, ça a été vraiment... Pour moi, ça a été... C'était définitif que y aurait plus de consommation ». La maternité peut aussi être un facteur qui consolide le processus de sortie. C'est ce qui semble avoir été le cas d'Anaïs : « Aujourd'hui, j'ai [un enfant]. Pis, j'aurais beau être dans la rue, je vais me trouver plein d'autres ressources que [la prostitution]. [...] Tsé, si j'avais pas eu [mon enfant], peut-être que je serais retournée [dans la prostitution] ».

4.2.2 Les contraintes maintenant les femmes dans la prostitution : être dans « un monde empoisonné »

Malgré le désir des femmes de sortir de la prostitution, le processus en ce sens s'avère long et pénible. Si l'entrée dans la prostitution est très rapide, il en va tout autrement de sa sortie. Aude affirme que, dès son entrée dans la prostitution, elle ne souhaitait pas y rester longtemps. Elle ne savait pas du tout ce qui l'attendait en entrant dans l'industrie du sexe et qu'elle mettrait tant de temps à en sortir.

Moi quand j'ai commencé [...], je pensais vraiment passer un an. [...] Alors, j'avais jamais le désir au départ d'y rester longtemps. J'avais pas conscience du

tout non plus du fait que j'allais y rester longtemps. J'avais pas conscience non plus du tout de... Évidemment quand on sait avant, tsé. Mais, j'avais aucunement conscience de tout ce qui allait m'arriver parce que moi, à cette époque-là [...], je pensais vraiment que j'étais en contrôle de ma vie. [...] J'ai jamais pensé non plus que ça allait être comme ça [d'en sortir]. [...] Tu ne penses pas que ça va être difficile. [...] Je savais pas dans quel monde... C'est un puits sans fond. [...] Je sais même pas dans quel puits je me suis pitchée. (Aude)

Même après avoir réussi à s'extirper de l'industrie du sexe, les femmes expriment qu'il leur faut beaucoup de temps pour sortir la prostitution d'elles et réussir à en gérer les conséquences sur leur vie.

Ben, pour sortir de la prostitution, ça a été très, très long en fait. Ça été super rapide d'entrer, je m'en suis pratiquement pas rendu compte, en fait. [...] Le « après » là, y est pas facile. Tsé, faut que tu sois faite fort en cristie pour passer à travers parce que ça passe pas comme ça hein. C'est pas une, deux semaines. C'est pas un mois. C'est des années, là. C'est des années de guérison à pas de bébé. À petits pas. Pis, c'est très difficile. (Camille)

Le processus est ponctué de plusieurs allers et retours, parfois jusqu'à une dizaine de fois, ce qui fait que, même une fois sortie depuis un certain temps, la crainte du retour à la prostitution persiste : « C'est tout le temps dans le fond de ma tête parce que tu ne sais jamais. Tu sais jamais » (Aude).

4.2.2.1 Un non-choix

Si le processus de sortie est long et ardu, c'est que les femmes se heurtent à plusieurs contraintes sociales qui les maintiennent et les ramènent à la prostitution. Le manque de choix des femmes est renforcé par l'expérience même de la prostitution dont les conséquences les empêchent d'en sortir. Qu'il s'agisse de pauvreté, de violence, de problèmes de santé, de racisme ou d'exclusion sociale, ces contraintes sont les mêmes que celles qui sont à l'origine de leur entrée dans la prostitution. Plusieurs des participantes parlent d'un « chemin » qui les a menées à la prostitution. L'une d'entre elles l'exprime ainsi : « C'est une position où on m'a placée comme... sans que je le veuille. Pis, ça été comme un chemin ouvert pour moi » (Esther). Toutes les répondantes insistent pour dire que la prostitution ne s'agit pas d'un

choix, opéré par plaisir, et ce, malgré qu'elles aient pu penser ou dire que c'était le cas lorsqu'elles étaient encore dans l'industrie du sexe. L'extrait suivant illustre bien le discours des femmes interviewées par rapport à la question du choix de la prostitution.

Mais, quel choix que j'avais, tsé? Quel choix? Tsé, c'est comme... C'est le choix entre le pire des maux. Je veux dire c'est un choix dans un non-choix. [...] Mais, en même temps, il fallait toujours ben se conforter. Il fallait toujours ben se dire que c'était un métier comme un autre parce que crisse faire autrement, le dire autrement ou se sentir autrement, c'était trop dur. (Viviane)

Des participantes démentent l'idée populaire selon laquelle les femmes tirent du plaisir sexuel de la prostitution. Elles comparent la prostitution au viol.

Tsé, le monde y comprenne pas. Ils ne savent pas c'est quoi la prostitution. Y savent pas. Le monde y pense qu'on aime ça là. Parce que t'es escorte que t'aimes ça avoir du sexe tsé. Tsé, non. C'est dégueulasse là. Y a aucun plaisir. Y a aucun... Tsé, c'est de coucher avec des gars à la tonne, avec des gars que tu connais pas, que tu désires pas. Tsé, fait que c'est comme... C'est des viols là à un moment donné. C'est un viol à répétition. (Camille)

Plusieurs femmes expliquent que leur vécu de prostitution était la conséquence de la violence, surtout sexuelle, qu'elles ont vécue. Cette violence, elles l'ont connue le plus souvent à l'intérieur de la famille ou des foyers d'accueil où elles ont grandi. Une des participantes d'origine autochtone a témoigné plus particulièrement des conséquences de son histoire de placement et des abus qu'elle a subis dans plusieurs des familles d'adoption.

C'est que moi j'ai été abusée à l'âge de 2 ans. J'avais encore une couche. Pis, je m'en rappelle. [...] Pis, dans plusieurs foyers d'accueil, on a abusé de moi. Sexuellement. Toutes les formes de violence, je les ai connues étant jeune. Fait que ça, ça y était pour beaucoup. [...] J'ai payé de ma vie, regarde où ça m'a amenée. Ça m'a amenée sur le trottoir [...]. (Eva)

Cette participante lie son vécu à l'histoire de racisme et de colonialisme des peuples autochtones au Canada qui s'est traduite notamment par le déracinement des enfants et leur placement dans des pensionnats et des familles d'accueil.

Le gouvernement avait instauré un programme qui disait que les autochtones c'était obligatoire d'aller à l'école. Fait que ce que le gouvernement a fait, ils sont allés dans les familles autochtones qui vivaient dans le bois. Ils allaient chercher les enfants pour les obliger à aller à l'école. Fait que dans ce processus là, j'ai été placée [dans des familles d'accueil] à l'âge de 4 ans

jusqu'à l'âge de 16 ans. [...] Moi, je trouve que la DPJ¹⁹, c'est la continuité de ça. (Eva)

Certaines des femmes mentionnent aussi la sollicitation des hommes à la fois comme facteur d'entrée et de maintien dans la prostitution : « J'ai toujours été sollicitée depuis mon plus jeune âge, neuf ans, là » (Esther). Par ailleurs, les entretiens révèlent l'emprise de personnes qui incitent les femmes à demeurer dans la prostitution à cause de l'argent qu'elles en retirent. Ces personnes ne correspondent pas toujours à l'image du proxénète type comme celle d'un membre d'un gang criminalisé et/ou d'un propriétaire d'une industrie du sexe, par exemple d'un bar de danse nue, d'un salon de massage, d'une agence d'escorte, etc. Les femmes identifient aussi comme proxénètes des personnes qui tirent profit de leurs revenus dans la prostitution, même si ces dernières agissent de façon plus indirecte. Parmi ces personnes, les participantes signalent celles qui leur vendent de la drogue, des chauffeurs de taxi qui les transportent à un lieu de prostitution, des propriétaires des hôtels où a lieu la prostitution, ou encore les propriétaires de leur logement qui leur exigent parfois des rapports sexuels lorsqu'elles peinent à payer le loyer. De plus, les témoignages des répondantes mettent en lumière le rôle des proches à titre de proxénètes. Dans la plupart des cas, les femmes sont incitées à la prostitution et y sont maintenues par un conjoint qui en utilise l'argent.

[Mon conjoint], il allait jusqu'à descendre avec moi, attendre que je fasse des clients pour lui acheter de la coke. [...] Les deux, trois premiers clients que je faisais, j'avais pas d'argent pour moi. [...] Il aimait ben ça que je lui paye de la coke [...]. D'ailleurs, toutes les fois où j'ai eu des programmes de [désintoxication] pis que je voulais arrêter de faire des clients, il me poussait pour continuer. [...] Pis, je rechutais. [...] Il m'a jamais aidée à arrêter. Au contraire. Il m'a fait consommer et surconsommer. (Béatrice)

Anaïs, pour sa part, raconte que c'est sa mère qui l'encourageait à demeurer dans la prostitution.

J'habitais avec ma mère, vers la fin. [...] Ça fait qu'à chaque fois que je rentrais, je lui donnais comme plus ou moins un quart ou la moitié de ce que j'avais fait. [...] Ça fait que, là, quand elle voyait que je rentrais plus, ça fait que, là, [elle disait] « Ben là, les comptes ne se paient pas là, on a presque plus rien à manger ». Puis « Tu vas-tu rappeler ton client? ». Ça fait que

_

¹⁹ Direction de la protection de la jeunesse

c'était pas la joie là. [...] J'avais vraiment l'impression qu'elle me pimpait un peu là. (Anaïs)

L'emprise de ces proxénètes, typiques ou non, contribue à appauvrir financièrement davantage les femmes. De plus, la violence de la prostitution, plus largement, exacerbe la souffrance qu'elles vivent et qui les a menées à la prostitution, comme le souligne Eva.

L'élément déclencheur, c'est la souffrance que j'avais en dedans. Une souffrance qui est tellement intense en dedans là que j'étais pas capable de vivre avec. C'est pour ça que je me gelais. Tu rentres dans un cercle vicieux. Tu t'enchaines là-dedans. (Eva)

Si la toxicomanie peut mener à la prostitution, elle devient souvent en retour un moyen utilisé pour faire face à la prostitution. Viviane suggère, elle aussi, le cercle vicieux dont témoigne Eva: « Il fallait que je sois plus gelée pour faire ça » (Viviane). La toxicomanie facilite en effet la dissociation du corps et de l'esprit qui est un moyen utilisé par les femmes pour « endurer » la prostitution. Toutefois, le fait de se couper de soi n'est pas sans conséquence sur la santé mentale des femmes qui se trouvent à avoir beaucoup de difficultés à gérer leurs émotions lorsqu'elles les ressentent à nouveau.

Durant tout le temps que j'ai fait ça, j'étais tout le temps assez déconnectée. [...] Tsé, ça fait six ans que tu n'as pas vécu d'émotions. Là, tu la vis [l'émotion], pis tu sais pas quoi faire avec, là. Fait que... Encore aujourd'hui, des fois, je ne sais pas. Je sais juste pas quoi faire avec. J't'en beau crisse, je sais pas pourquoi. (Anaïs)

Plusieurs participantes rapportent également les conséquences de la prostitution sur leur santé physique :

Je me sentais salie. Je me sentais pourrie. Tsé, je me sentais ... Je sais pas. Je me sentais même plus, tsé. C'est comme si j'étais morte déjà. J'avais vieilli de ... J'en parle pis, là, ça me fait quelque chose en dedans. J'avais beaucoup vieilli. Fait que ça a été vraiment, vraiment difficile. [...]. (Camille)

Les problèmes de santé ajoutent à la difficulté des femmes de se libérer des contraintes économiques, lesquelles les ont aussi menées à la prostitution. La pauvreté de ces femmes se trouve exacerbée non seulement par leur manque de formation ou d'expérience professionnelle, mais également par les conséquences de la prostitution sur leur santé. Si les

femmes ont de la difficulté à trouver un logement et un emploi, elles peinent également à les conserver, comme le soulève Anaïs.

Là [...], je me suis retrouvée un peu, beaucoup serrée à la gorge. J'arrivais plus à payer mon loyer parce que je perdais toutes mes jobs à cause que je fumais pis que j'étais pas bien. [...] Ça fait que c'est ça, un moment donné, pas de job. [...] Ça fait que pas d'argent pour payer le loyer. [...] Là, un moment donné, je voyais que le loyer, ça faisait deux mois qu'il n'était pas payé, pis que là... [...] Fait que finalement j'ai rouvert le journal pis je suis retournée [dans la prostitution]. (Anaïs)

Toutes ces contraintes sociales, la violence, les problèmes de santé mentale, la pauvreté se nourrissent l'une et l'autre et contribuent à exacerber l'exclusion sociale des femmes. Ces dernières se retrouvent enfermées dans le milieu de la prostitution, comme l'exprime Camille : « J'ai senti que je ne faisais pas partie de la vie, tsé, que j'étais dans un monde empoisonné ». Isolées, elles ont de moins en moins de contact avec le monde extérieur et il leur est plus difficile de garder les liens avec leur famille et ami.e.s. Viviane affirme en effet : « C'est fermé comme milieu. C'est très opaque. On est très, très sur nous-mêmes. Fait que y a pas beaucoup de liens avec l'extérieur. C'est notre famille. C'est notre milieu. Fait que c'est pas simple d'en sortir ». Les femmes apprennent les codes sociaux du milieu de la prostitution qui sont différents de ceux du monde extérieur et qui les en éloignent. Si la prostitution exacerbe l'exclusion sociale, elle est aussi, paradoxalement, une réponse à l'exclusion de la famille ou de la société, ce qui entretient un cercle vicieux, comme le note France.

Si, comme moi, tu es entrée à cause que je ne sentais pas que j'avais ma place dans cette société et que j'avais seulement un « cul », cela a eu comme conséquence qu'encore aujourd'hui j'ai ce sentiment parce que je n'avais pas réglé cet aspect de ma vie. Ce qui a contribué à mon incapacité de m'adapter à un milieu de travail [...]. (France)

4.2.2.2 Le « mode survie » : un obstacle à la recherche d'aide

Les contraintes auxquelles les femmes sont confrontées les maintiennent dans un état de survie. En effet, les femmes vivent au jour le jour, parfois à l'heure près, et se concentrent sur la satisfaction des besoins vitaux tels que manger, dormir et essayer de trouver un peu d'argent. Le fait d'être centrée sur la survie fait en sorte que les femmes n'ont pas toujours conscience des conséquences de la prostitution sur leur vie. Cet état de survie les empêche

donc de se mobiliser pour la recherche d'aide et ainsi avoir accès à des services en ce sens. Une sorte de résignation se dégage des récits des femmes, associée à cette période de leur vie lors de laquelle elles semblent avoir de la difficulté à se projeter dans l'avenir et penser leur vie autrement que ce qu'elles connaissent.

Moi, j'étais pas en contact avec ce que ça pouvait avoir de mauvais sur moi. Je veux dire, j'étais toujours en mode survie, vouloir avoir du cash, etc. C'est sur que t'es pas tournée sur « ok, je pourrais faire autre chose dans la vie que faire ça ». C'est ta vie. Je sais pas comment le dire autrement, mais c'est ta vie. Ta vie, c'est ça. Fait que je vois pas comment j'aurais pu faire autrement parce que c'était ma vie. (Viviane)

À cause de ces contraintes sociales qui les maintiennent dans la prostitution et le « mode survie » qui en découle, les femmes méconnaissent les services existants. Les témoignages montrent qu'avant leur premier contact avec les services d'aide – surtout dans les premières phases du processus de sortie –, les femmes en sont souvent bien éloignées socialement, notamment dû à l'exclusion sociale qu'elles vivent. Elles manquent donc d'informations sur les services disponibles. Aude l'exprime ainsi :

On [les femmes aux prises avec la prostitution] le sait pas, admettons, qu'est-ce qui existe. [...] On sait pas où aller. [...] On en a aucune idée. [...] Tu ne sais pas où te lancer pis où te pitcher parce que... c'est ça. [...] Moi, je ne savais pas qu'il y avait des centres de femmes qui existaient. Je savais pas qu'il y a avait des banques alimentaires. Je savais pas... Il y avait plein d'affaires que je ne savais pas, que je sais maintenant, mais que je ne savais pas. Je savais pas que j'aurais pu aller au Centre local d'emploi, par exemple. [...] Fait que, tsé, tu t'en vas où? (Aude)

Les entretiens révèlent que durant les premières phases du processus de sortie, l'utilisation des services de l'État n'est pas planifiée par les femmes. En effet, l'accès aux interventions sociales est souvent accidentel et se fait soit via la police, par exemple suite à l'arrestation du proxénète, ou l'urgence de l'hôpital. À ce stade, les femmes ne font appel d'elles-mêmes aux services d'aide qu'en dernier recours, comme le précise une participante : « Finalement, à un moment donné, tu appelles quand tu as vraiment besoin pis qu'il fait moins 40 dehors pis que tu fais de l'incontinence » (Alice).

Une fois intégrée dans le réseau de la santé et des services sociaux, les femmes en apprennent davantage sur les différentes ressources d'aide, soit par bouche-à-oreille ou par des références des intervenant.e.s.

Tu vas faire un meeting de Narcotiques Anonymes, t'entends à partir de là... C'est toutes les mêmes affaires, les meetings, les désintox, les maisons d'hébergement. Dans toutes ces places-là, tu as tout le temps un numéro à ajouter pis finalement, tu les as tous. [...] Mais, t'arrives à une place et de cette place là, tu apprends tout. [...] T'apprends vite ce qui est next sur ta liste, où tu peux aller. (Alice)

4.2.3 Les obstacles à l'accessibilité des interventions sociales

4.2.3.1 L'aide à la sortie de la prostitution, « y en a pas beaucoup »

Selon ce qui se dégage des témoignages, l'aide à la sortie de la prostitution est somme toute assez rare et difficile à trouver. En début d'entretien, j'ai demandé aux participantes de me dire spontanément à quoi elles pensaient en entendant les mots « aide » et « sortie de la prostitution ». Si les répondantes s'entendent pour dire que la sortie de la prostitution doit s'accompagner d'aide, comme Viviane qui affirme que les deux sont « lié[s] », l'ensemble d'entre elles considère que cette aide est rare, voire inexistante. Leurs réponses à cette première question le démontrent :

- « Pas grand-chose » (Anaïs)
- « Y en a pas beaucoup » (Jade)
- « Ben, côté aide, y en a pas, mettons, côté prostitution » (Gabrielle)
- « Ca me fait comme un gros terrain vague où y a rien » (Aude)
- « Impossible, parce que l'aide, il n'y en a pas » (France)
- « Moi, je me suis aidée toute seule » (Alice)
- « Avant de rencontrer [nom d'un groupe d'aide] [...], j'avais jamais entendu parler d'aide ou de sortie de la prostitution en tant que telle de la part d'un organisme » (Béatrice)

Les réponses de deux des participantes, Camille et Eva, vont plus loin et indiquent qu'il y a, selon elles, un refus de la société d'aider les femmes à sortir de la prostitution. Les mots « aide » et « sortie de la prostitution » évoquent une « fermeture », dans le cas de Camille, et « des portes closes » selon Eva. De l'avis de la seule participante qui était encore aux prises

avec la prostitution au moment de l'entretien, l'aide à la sortie de la prostitution relève de l'utopie : « C'est un rêve... Définitivement qu'on aurait besoin de ça » (Esther).

4.2.3.2 Des « portes closes »

Lorsque les femmes se décident à frapper à la porte de différents services d'aide formelle, elles se heurtent souvent à des « portes closes », pour reprendre les mots d'Eva. Les principaux obstacles auxquels elles sont confrontées concernent les listes d'attentes, les heures d'ouverture, l'inaccessibilité financière, le cloisonnement des services et le refus plus manifeste de certain.e.s intervenant.e.s d'offrir des services aux femmes prostituées.

Lorsque les femmes décident de demander de l'aide, leur besoin est souvent urgent. Toutefois, les services d'aide ne sont pas toujours accessibles rapidement, notamment à cause des listes d'attente. Par ailleurs, les femmes peinent à se conformer aux horaires et systèmes de rendez-vous. Béatrice raconte son expérience en ce sens à la clinique de désintoxication.

Parce que ce qu'il arrive, c'est qu'à [...] l'hôpital, ils donnent des rendezvous très tôt le matin. Et, moi, le matin, déjà que je ne suis pas une lève tôt, mais avec la vie que je menais, nécessairement, je manquais mes rendezvous. [...] Chaque fois qu'il arrivait de quoi, que je n'allais pas à mon rendez-vous, [...] ben c'était à recommencer à zéro, tsé. Et puis, là, il y a des listes d'attente à plus finir. (Béatrice)

De plus, il existe peu d'interventions sociales spécifiques aux femmes aux prises avec la prostitution. Ces dernières sont donc confrontées à des services compartimentés et dissociés les uns des autres et dans lesquels elles ne trouvent pas leur place. Les femmes sont donc souvent exclues des services, soit parce qu'elles ne correspondent pas au profil type des femmes victimes de violence conjugale, parce qu'elles se présentent en état de consommation, parce qu'elles seraient trop « désorganisées » selon les intervenant.e.s, parce qu'elles présentent des problèmes de santé mentale sévères, ou tout simplement parce qu'on ne sait pas comment intervenir auprès d'elles. Eva explique s'être sentie rejetée par les services auxquels elle demandait de l'aide. Sans possibilité d'avoir accès à des services d'aide, elle affirme que, comme ses consœurs, elle s'enfonçait encore plus dans la prostitution et la consommation de drogue.

Les portes closes auxquelles je me suis butée, c'est qu'on me disait souvent « On n'est pas formé pour ça », « On n'a pas de gens pour répondre à ces besoins-là ». Ils m'envoyaient vers un autre service. J'arrivais à l'autre service, c'était la même histoire. [...] J'allais chercher de l'aide, mais on me dit « Tu n'as pas le droit parce que tu es prostituée ». [...] Ils se lançaient tous la balle. [...] J'ai trouvé que c'est injuste. [...] Tsé, y a des filles qui veulent s'en sortir. Ici, j'en connais plein, plein, plein. [...] Fait que [...] où tu veux qu'elles aillent ces filles-là? [Elles] ont pas le choix. Qu'est-ce qu'elles vont faire? Elles vont retourner dans la rue. C'est exactement ce que, moi, j'ai fait dans le temps. (Eva)

Les répondantes témoignent également du rejet qu'elles ont vécu plus spécifiquement de la part des services de soins de santé. Certaines d'entre elles rapportent s'être fait refuser délibérément l'accès à des soins universels. Les femmes ne sont souvent pas prises au sérieux et on peut refuser de les soigner, malgré la présence de problèmes de santé évidents. L'expérience de Jade est particulièrement révélatrice de l'exclusion des femmes des services de soins de santé. Elle raconte une de ses expériences à l'hôpital qui a contribué à exacerber sa souffrance :

[J'allais à l'hôpital] pour les mêmes raisons que je filais pas cette journée-là pis j'y allais pour avoir un endroit où j'allais me sentir en sécurité. J'avais espoir là-bas que quelqu'un prendrait soin de moi parce que moi, j'étais pas en mesure de prendre soin de moi (sanglots dans la voix). [...] La médecin, elle voulait même pas regarder mes bobos (pleurs). J'avais ces bobos-là partout sur moi, je savais même pas ce que c'était. Pis, j'en avais beaucoup. Pis, ça se propageait là. Pis, elle a même pas voulu. Pis, elle a dit « Dégèle là, pis ça va passer ». [...] Je me suis sentie vraiment comme un déchet, tsé. N'importe qui d'autre serait arrivé à l'hôpital avec ses bobos, pis on aurait pris le temps de regarder ses bobos au moins là (renifle des larmes). (Jade)

Deux autres participantes, France et Eva, révèlent avoir attenté à leurs jours après s'être fait renvoyer d'un l'hôpital alors qu'elles s'y étaient présentées en état de crise suicidaire. Le rejet des professionnel.le.s de la santé peut aussi s'opérer de façon plus pernicieuse comme le spécifie l'une d'elles :

J'arrivais là, pis j'étais comme un numéro. [C'est comme s'ils disaient] « Ah, oui, regarde le numéro là, il est moins bon ». [...] Ils me faisaient attendre jusqu'à tant que je sois plus capable d'attendre pis que je dise « Bon, ben, je m'en vais », pis qu'on oublie ça. (Eva)

Finalement, certains services ne sont pas non plus facilement accessibles pour des raisons économiques. Comme plusieurs femmes, Aude exprime qu'elle aurait beaucoup aimé consulter une psychologue, mais que ses moyens financiers ne le lui permettaient pas. Elle affirme aussi que certains services d'aide, plus intensifs ou à long terme, ne sont pas accessibles aux femmes qui, comme elle, sont dans une situation de précarité financière.

Il faut avoir les moyens financiers de voir une psychologue. [...] Pis fallait que je paye mon loyer pis fallait que je paye mes affaires. [...] Fait que, tsé, la contrainte d'argent est non négligeable parce que, c'est ça, si tu veux avoir un service, mettons, de longue haleine. Mettons, si tu veux aller en cure fermée, tu ne peux pas parce que t'as besoin d'argent. Comment est-ce que ton loyer est payé dans ce temps-là? Même si c'est juste ton loyer. Sérieusement... Pis, là, j'embarque même pas les enfants. [...] Comment tu fais pour t'occuper de tes enfants? Pis, comment tu fais pour payer tes comptes pis ton loyer? (Aude)

4.2.4 Les interventions sociales qui entravent la sortie de la prostitution

En plus des obstacles à l'accessibilité des interventions sociales, l'analyse des entretiens révèle les facteurs de l'inadéquation des interventions auxquelles les femmes ont accès. Rares sont les interventions qui les aident à sortir de la prostitution. D'une part, les femmes font l'expérience de pratiques punitives à la fois des services publics et de leurs proches. D'autre part, les participantes se heurtent à des pratiques d'aide limitées des services sociaux et des soins de santé généraux. Enfin, les femmes se voient offrir des services plus spécifiques à la prostitution leur proposant des outils pour qu'elles s'y adaptent.

4.2.4.1 Pratiques punitives

Plusieurs des interventions sociales accessibles aux femmes se traduisent en des pratiques punitives. En effet, plusieurs des femmes rencontrées témoignent de leur expérience en ce sens. Ces pratiques prennent plusieurs formes dont la criminalisation, le retrait de la garde des enfants, la violence physique, verbale et sexuelle et les réductions des prestations de l'aide sociale.

L'expérience de la criminalisation est marquante pour plusieurs des femmes rencontrées. Ces

dernières subissent ainsi des arrestations policières, des amendes, des incarcérations. Plusieurs femmes racontent également comment les interventions policières s'accompagnent souvent de brutalité sous toutes ses formes, les degrés de violence variant de l'insulte au viol. À titre d'exemple, Gabrielle raconte son expérience avec une policière : « Elle, c'était vraiment brutalité autant physique que morale. Elle nous traitait de toutes sortes de noms. Elle était spéciale, elle avait du pouvoir. C'est comme ça qu'elle se voyait, je pense ». Si les femmes ne font pas toutes face aux forces policières et au système de justice, elles en ont peur.

L'humiliation et la répression que vivent ces femmes nuisent à leur processus de sortie de la prostitution. L'histoire de Jade nous informe des conséquences de la criminalisation sur sa vie. Arrêtée une première fois pour possession de drogue, elle refuse de collaborer avec la police par peur de représailles et les policiers la relâchent sans accusation. Elle est toutefois arrêtée à nouveau et incarcérée, quelques mois plus tard. Selon cette participante, les policiers n'ont pas porté d'accusation contre elle dans un premier temps dans le but de l'utiliser pour avoir plus d'informations sur le groupe criminalisé auquel elle appartenait. Jade déplore que non seulement les policiers ne l'aient pas aidée, par exemple en la référant à des services psychosociaux et de soins de santé, leur intervention a compromis davantage sa santé et sa sécurité.

Tsé, c'est le contraire de l'aide. Parce que là ils viennent de m'arrêter avec plein de drogue. Ils portent aucune accusation contre moi, pis ils me laissent sortir. [...] Tsé, ils sont venus me reporter dans la même chambre de motel où ils m'avaient trouvée. Pis, ils m'ont laissée là. Pis, qu'est-ce que je faisais moi après là? [...] Fallait que je prouve au crime organisé que j'étais fiable, que j'avais pas parlé à la police, pis tout ça. [...] C'est vraiment là que ma collaboration avec eux autres s'est accrue pis que j'ai vraiment intégré ça, ce crime organisé là, dans la vente de drogue, parce que c'est devenu ma ressource. [...] Pis là, la peur s'installe encore plus. Pis, j'ai trouvé ça vraiment poche parce qu'à cette époque là les policiers savaient très bien que je faisais de la prostitution, que... Mais, ils m'ont vraiment jetée dans la gueule du loup. Pis, ils m'ont mis en extrême danger, sans aucune considération pour ma sécurité, ma santé. [...] Pis, tsé, ils ont même pas pensé m'amener à l'hôpital pour vérifier mon état de santé ou de vérifier comment j'allais. [...] (Jade)

Le récit de Jade montre également comment son dossier criminel et les conditions de libération qu'elle doit respecter contribuent à accroître sa précarité financière et son exclusion sociale, comme en témoigne l'extrait suivant.

Les conséquences de l'arrestation se font sentir beaucoup, surtout dans ma recherche d'emploi. Mais, tsé, ça se fait sentir dans ma famille aussi. Tsé, les enfants, les plus vieux, il a fallu que je leur explique que j'avais été arrêtée parce que, tsé, ils vont à la plage l'été. Je peux pas y aller. Ils veulent faire une activité, on peut pas. J'ai pas le droit de sortir. [...] [Y a des endroits où] je ne peux pas appliquer parce qu'ils ne prennent pas des gens avec un dossier criminel. [...] C'est les plus intéressants. [...] J'ai beaucoup de chance parce que j'habite [pas seule]. [...] Mais, si j'étais obligée de subvenir à mes besoins [...], je serais obligée d'abaisser mes critères beaucoup, pis là, je serais obligée d'aller travailler à des endroits où j'ai pas envie d'aller travailler où je reviendrais peut-être malheureuse, où je bouquerais peut-être pas la fin du mois comme il faut. Pis, ça serait très dangereux d'y retourner à la prostitution. Pis, retourner à la prostitution pour boucler tes fins de mois, y a des grosses chances que ce soit un retour à la consommation aussi. (Jade)

Les interventions policières et judiciaires ne représentent pas le seul moyen de l'État pour user de répression envers les femmes aux prises avec la prostitution. Les participantes témoignent aussi de leurs expériences, non moins éprouvantes, avec les services sociaux. Ces expériences sont marquées notamment par des tensions avec les intervenantes et intervenants qui agissent avec contrôle. Une des répondantes raconte sa douloureuse expérience avec la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) qui lui a retiré la garde de ses enfants.

Dans le premier rapport que j'avais lu, ça disait... Il était très, très négatif à mon sujet. [...] Parce qu'eux ne voulaient pas me rendre [mon enfant] parce qu'ils savaient que j'étais dans la prostitution. [...] Ils m'ont dépeinte d'une manière assez... désagréable, je dirais. [...] Pis, ils me l'avaient dit eux autres que jamais je récupèrerais [mon enfant]. (Eva)

De plus, Eva dénonce un système tout puissant qui faillit, selon elle, à sa mission de protéger les enfants. À ce titre, Eva avance que la DPJ refuse de croire le témoignage d'enfants victimes d'agression sexuelle, comme cela fut son cas. Des années plus tard, l'histoire se répète avec [son propre enfant] – agressé sexuellement dans une famille d'accueil – que la DPJ refuse de croire.

Pis là, c'est ça, là, je me demande c'est quoi mes recours (silence) parce que c'est une machine là. C'est une grosse machine là. C'est quoi mes recours? Autrement dit, c'est encore « Assis-toi là, pis ferme ta gueule ». C'est de même que je le prends. Pis, je trouve ça tellement injuste. [...] Elle, elle m'a pas crue. C'est moi la mère de [l'enfant] là. Elle m'a pas crue comme mère.

Fait que pourquoi la DPJ est là? Si moi je rapporte quelque chose, eux autres me disent que c'est pas vrai. Ils sont en contradiction eux autres mêmes. Mais, pas moi. C'est ça que je comprends pas dans le système. Ils devraient changer ça. [...] Je trouve ça dur parce que c'est un système qui ne reconnaît pas ses torts. (Eva)

Par ailleurs, plusieurs participantes racontent leurs difficiles expériences avec les fonctionnaires de l'aide de « derniers recours ». Les participantes témoignent du contrôle des agents et agentes de l'aide sociale, une attitude qui décourage parfois certaines femmes de produire une demande d'aide sociale.

J'aurais pu me suicider à cause d'eux autres. C'était n'importe quoi. Comment ils traitent le monde là, c'est fou, là. [...] Sérieux là, ça n'allait vraiment pas bien. Fait que, tsé, y retourner, pis tout faire mes démarches, pis si, pis ça. (Anaïs)

D'autres femmes subissent des réductions de leurs prestations d'aide sociale. C'est le cas d'une des répondantes qui a été accusée à tort de fraude par le gouvernement. Le montant d'aide sociale auquel elle avait droit a donc été amputé chaque mois, et ce, durant plusieurs années sans que le montant de la dette ne diminue en raison du cumul des intérêts. En plus de l'appauvrir considérablement, cette pratique du gouvernement l'a amenée à renoncer à entamer des démarches de recherche d'emploi par crainte de se faire saisir une partie de son salaire. Par ailleurs, une autre participante témoigne avoir été obligée de renoncer à ses prestations d'aide sociale pour avoir accès à une thérapie fermée de longue durée. Comme il s'agit de services payants, les personnes assistées sociales se font confisquer le montant de leur chèque mensuel d'aide sociale, et ce, toute la durée de la thérapie. Si un certain montant des frais reliés à la thérapie n'est pas encore payé à la fin de leur séjour, le chèque d'aide sociale remis lors de leur départ du centre est amputé du montant d'argent qu'elles doivent. Elles se trouvent donc dans une situation très précaire financièrement qui compromet leur processus de guérison et les ramène dans le cercle vicieux de la prostitution et la consommation de drogue. Alice explique ce qu'elle appelle la « gamique » et qui lui rappelle ses relations financières avec les vendeurs de drogue.

Tu peux pas partir de là sans le payer ton bill. Alors, t'es comme avec un autre dealer. Tu comprends et là, tu paies ta dette pis tu n'en as pas assez pour aller en logement. Tu fais quoi tu penses? Tu n'en as pas assez pour t'en aller en logement là. Tu dis « Je vais faire un client pour la balance. Ok, il

me reste 200 \$, 250 \$. Le logement, ça coûte 300 \$. Si je fais juste une couple de clients, je vais être capable de m'acheter de la bouffe, pis mettre ça vers le loyer avec ça, avec ce qui me reste ». Là, tu fais un client pis tu fais quoi? Tu fais une puff de freebase. Tu fais plus ce que tu avais dit que tu ferais. [...] Et, le cycle d'assuétude continue, recommence. C'est un cercle vicieux. (Alice)

En plus d'être confrontées à la violence institutionnelle, les femmes se heurtent également à beaucoup de manifestations de violence verbale et physique de la part des membres de leur famille. Quatre répondantes racontent avoir subi la colère de leurs proches qui souhaitaient qu'elles sortent de la prostitution. Camille confie s'être fait menacer par son frère de perdre le soutien de la famille si elle ne sortait pas immédiatement de la prostitution. Jade affirme, pour sa part, s'être fait battre par son frère qui disait essayer de lui faire entendre raison de cette façon. Anaïs et Eva disent, quant à elles, avoir été carrément chassées de leur famille. Dans le cas d'Eva, le retrait de la garde de ses enfants par la DPJ, comme nous l'avons vu précédemment, a contribué à fragiliser d'autant plus ses liens avec sa famille et sa communauté. Toutes ces participantes expriment comment la violence qu'elles subissent, de la part de leurs proches ou des personnes intervenant formellement auprès d'elles, contribue à exacerber leur détresse psychologique et plus particulièrement leurs sentiments de tristesse, de colère, de honte et de culpabilité. Plus encore, le rejet auquel ces femmes font face les rend d'autant plus vulnérables à la violence – notamment à l'emprise des proxénètes –, et à l'exclusion sociale. L'expérience d'Anaïs est très éloquente à ce sujet :

Tsé, c'est une affaire d'une semaine et demie genre que là [le proxénète] me r'flippe pis il me r'dompe chez ma mère. Pis là, je rentre, pis là : « Ah, c'est ça, ostie, tu te fais pimper » pis « Ton corps, c'est le tien » pis « Tu vois-tu ce que tu fais à ta mère, ostie de pute? ». [...] Ça a pris 15 minutes [que ma famille m'a] recalicée dehors en me traitant de n'importe quoi. Fait que là, j'ai rappelé le pimp. (Anaïs)

4.2.4.2 Pratiques d'aide limitées

Si les participantes sont confrontées à des pratiques punitives de la part des services publics et de leurs proches, l'aide formelle et informelle à laquelle elles ont accès est très limitée. Même positives, les pratiques d'aide sont souvent insuffisantes. D'une part, les besoins des femmes

en processus de sortie de la prostitution semblent dépasser les compétences de leurs proches, comme le rapporte Camille : « À un moment donné, ma mère m'a dit "là, il va falloir que t'ailles chercher de l'aide". Pis, je demandais à ma mère de m'aider. Je lui demandais. Mais, ma mère ne pouvait pas me donner plus que ce qu'elle pouvait ». D'autre part, les récits pointent également le manque de formation des intervenant.e.s formel.le.s sur les réalités des femmes aux prises avec la prostitution, comme le constate Anaïs.

S'ils ne sont pas équipés pour faire face à ça, ben... [...] Des fois, ils ont comme une réaction, euh, c'est pas froid, c'est pas gêné, mais tu vois juste que pour lui, ce n'est pas sa gamme là. Il ne sait pas trop quoi te dire, il ne sait pas comment réagir. Il ne veut pas te blesser, il ne veut pas te brusquer, il ne veut pas... Tu ne peux pas juste en parler, pis que tout va de soi. C'est un peu, euh... Tu te sens comme... pas classée dans « Elle, c'est une ça », mais juste « Je ne connais pas ce monde-là, c'est quoi, c'est qui elle? ». Ou, tsé, il ne sait pas trop comment dealer là. (Anaïs)

Les interventions sociales formelles auxquelles les femmes ont accès sont souvent indirectes. Généralement, elles ne reçoivent pas d'aide par rapport à la prostitution en tant que telle, mais par rapport à un problème qui y est relié comme la toxicomanie, l'itinérance, les problèmes de santé. Les participantes expriment avoir fréquenté différents types de services qui répondaient à un besoin spécifique, sans s'adresser toutefois directement à la prostitution. Jade l'exprime ainsi : « Y en a eu des intervenants dans tout ça. Y a eu les médecins. Y a eu la police. Y a eu deux thérapies. Pis, jamais, jamais, jamais la prostitution a été abordée comme étant une problématique ». Gabrielle note, elle aussi, les limites des interventions sociales par rapport à la prostitution : « Moi, l'agente en toxicomanie, je l'ai trouvée super géniale. Mais, côté prostitution, qu'est-ce que tu veux qu'elle fasse? Elle n'a pas plus les moyens que moi de pouvoir m'aider, mettons ».

Les témoignages de Camille, Jade et Eva montrent aussi un manque de compréhension de leur réalité de la part des intervenant.e.s, notamment à travers leur expérience des services en employabilité. Si ces services sont nécessaires, ils ne sont pas suffisants pour aider les femmes qui le souhaitent à sortir de la prostitution. En effet, la sortie de la prostitution ne peut se réduire à se trouver un emploi à l'extérieur de l'industrie du sexe. Les propos de Camille illustrent bien cette réalité : « C'était tellement plus profond que ça ma blessure ». De plus, les

expériences de Jade et Eva révèlent que les expériences d'insertion dans des organismes qui s'adressent à des personnes qui ont des difficultés similaires aux leurs peuvent compromettre la sortie de la prostitution, surtout au début du processus. Eva explique qu'elle était trop fragile pour travailler auprès de personnes en situation d'itinérance, de toxicomanie et de prostitution. Elle dit qu'elle avait besoin de prendre soin d'elle avant de prendre soin des autres. Appelée à travailler dans le même type d'organisme, Jade soutient que le fait d'être remise en contact avec des personnes en état de consommation de drogue a précipité son retour à la prostitution et à la consommation de drogue, et ce, dès sa première journée de travail.

Malgré un besoin d'aide psychologique important, les interventions sociales auxquelles les participantes ont accès ne vont souvent pas plus loin que l'écoute. Par ailleurs, les médecins généralistes et les psychiatres réduisent souvent leurs interventions aux diagnostics et à l'administration de médicaments. Les femmes interviewées expriment être plutôt réfractaires à la prise de médicaments. Si certaines répondantes jugent les médicaments inefficaces, d'autres n'en aiment pas les effets ou bien elles en ont peur. Elles disent se sentir droguées et même parfois que leur état de santé mentale en est aggravé. Pour toutes ces raisons, certaines femmes vont carrément refuser la prise de médicaments. La plupart d'entre elles croient difficilement qu'il s'agit de la solution à leur mal-être, comme le signale Jade.

Ça faisait longtemps que j'allais pas bien en dedans de moi. Il y avait quelque chose qui clochait chez moi, pis j'arrivais pas à trouver. J'avais de la misère à trouver un certain bonheur dans la vie, ma place. Probablement un manque d'estime de moi beaucoup, beaucoup. Mais, tsé, je me suis dit, enfin, on va aller trouver c'est quoi les bibittes chez moi. Tsé, j'étais super contente quand j'ai su que j'allais avoir accès à un psychiatre. [...] Mais, on n'a jamais travaillé d'où ça venait ou le pourquoi j'étais malheureuse. Jamais, jamais, jamais, ça a été abordé. Fait que j'étais hyper déçue. Moi, je pensais que ça allait être la réponse, une bonne grosse partie de la réponse à comment j'étais triste à l'intérieur de moi. Ben, non, pas du tout. Elle me donnait des pilules. J'en avais pas besoin de pilule. (Jade)

Par ailleurs, les montants d'argent octroyés par le programme gouvernemental de l'aide sociale ne sont pas suffisants pour combler les besoins de base des femmes – qui, comme nous l'avons vu précédemment, ont des contraintes importantes les empêchant d'accéder au marché de l'emploi.

T'as 18 ans. Selon eux, tu es apte. Même si j'ai le papier que je suis en dépression majeure, [que] je ne peux pas travailler. Ils te donnent genre 500 piastres. Ton loyer, c'est 500 piastres. Fait que comment tu fais pour vivre pis aller imprimer des CV pour te trouver une job? Prendre l'autobus pour aller porter tes ostie de CV? (Anaïs)

Ainsi, les interventions sociales peinent à offrir des solutions pour sortir de la prostitution. L'expérience d'Alice des ressources d'hébergement en rend compte.

Y a pas de profondeur. [...] Dans mon temps, c'était pas plus que tu te couches, tu dors. [...] Ils me poussaient pas l'éducation eux autres. Ils me poussaient pas ça. Jamais qu'ils ont sorti le mot éducation de leur bouche. [...] Et, on m'a pas encouragée à aller chercher de l'éducation pour changer ma vie de direction. On m'a pas encouragée pour faire ces choses-là. (Alice)

De plus, l'analyse des entretiens révèle un manque de suivi à long terme des interventions sociales. Les femmes sont souvent laissées à elles-mêmes, sans suivi, ni référence vers d'autres services, ce qui fait qu'elles retournent souvent d'où elles viennent comme le précise Esther : « Aussitôt que je reviens [dans ma ville, après la désintoxication], c'est comme me remettre dans le bain. [...] J'ai toujours sombré, re-sombré dans la prostitution, dans mon *beat* naturel là, prostitution, drogue ».

4.2.4.3 Pratiques d'adaptation à la prostitution

L'analyse des résultats montre que les interventions sociales formelles plus spécialisées sur la question de la prostitution tendent à détourner les femmes de la sortie de la prostitution et à leur proposer plutôt des stratégies pour qu'elles s'adaptent à leur situation.

Moi, je me suis dit « Tiens, quelqu'un qui va m'aider à me dépêtrer de la merde dans laquelle je suis ». Je m'en va là. Ben, non. C'était pour que je reste là pis que j'aime ma situation, pis que j'accepte ma situation. (Béatrice)

Les participantes disent avoir rencontré sur leur chemin des intervenant.e.s qui, sous le couvert du non-jugement, leur ont offert des moyens pour les aider à mieux « survivre » dans la prostitution. C'est notamment ce dont témoigne Jade :

Y a jamais vraiment personne qui m'a proposé un plan, tsé, quelque chose qui allait... qui pourrait être aidant pour moi. Tsé, on m'a parlé des façons de faire ça plus sécuritairement. Mais, je pense qu'ils y allaient un peu dans

une optique où ils disaient vouloir respecter mon choix. Mais, c'était pas vraiment un choix, tsé. (Jade)

Les participantes expriment leur frustration et leur désarroi de se voir offrir des interventions qui ne vont pas au-delà de la prévention des infections transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS), soit par la distribution de condoms et de seringues propres, les examens de dépistage et la vaccination. Encore une fois, les femmes rencontrées déplorent que l'on s'intéresse uniquement à certains problèmes de santé physique associés à la prostitution, les maladies transmises sexuellement, et non pas à leur santé mentale, leurs sentiments et émotions, ce qui a pour effet d'augmenter leur détresse psychologique. Plus encore, certaines répondantes disent avoir rencontré des intervenant.e.s qui imposent, par leur l'attitude, leur vision de la prostitution comme relevant d'un choix libre et épanouissant sans toutefois vérifier ce qu'il en est pour les principales intéressées. Anaïs raconte l'accueil d'un intervenant d'un organisme communautaire où elle s'est procurée des condoms. Elle exprime avec colère sa perception du manque d'empathie de l'intervenant qui lui a fait la promotion des différentes sortes de condoms sans égard à la façon dont elle pouvait se sentir, comme si la distribution de préservatifs représentait une fin en soi. De l'avis d'Anaïs, l'attitude de l'intervenant indiquait une compréhension de la prostitution comme une activité positive, agréable, ce qui empêche, selon elle, l'expression d'expériences et sentiments contraires.

Tu débarques là, pis, tsé, tu te sens comme une pute qui vient chercher des condoms, veut, veut pas. Pis, eux autres sont gros smile, pis « Aie, prends-en, prends-en », « Tu veux-tu du lubrifiant aussi? ». Pis, ostie, ça te sort des caisses. Pis, on est parti de là avec des boites complètes, là. Pis tout, tsé. Mais, y a-tu quelqu'un qui m'a demandé comme je me sentais là-dedans? Non! Gros sourire, « Prends-en ». Tsé, ça te feuillette les pages, « Lui, il est le fun » ; « Ah, oui, lui il est très en demande, d'ailleurs j'en ai presque plus », tsé. [...] Tout était so wow, wonderful, pis party, les gazous pis les confettis quasiment là. J'étais comme shit! Mettons que je suis dans ma lune de miel, tu viens de me confirmer que c'est le fun, là. Pis, mettons que ça file pas, dans ta face à toi c'est [tellement] le fun, là. (Anaïs)

Une autre des femmes interviewées, Aude, raconte avec colère qu'elle s'est sentie infantilisée par une infirmière qui aurait fortement insisté pour lui offrir un vaccin dans le lieu de prostitution où elle se trouvait. Elle souligne également le double standard qui consiste à vacciner les femmes prostituées et non les clients-prostitueurs. De plus, elle croit que la

vaccination était inefficace dans son cas puisqu'elle n'aurait pas reçu le nombre de vaccins nécessaire au traitement complet. Béatrice exprime, pour sa part, ses espoirs déçus de ne pas se voir proposer par des travailleuses de rue autre chose qu'un vaccin.

« T'es prostituée ? Ah yé! On a quelque chose qui peut t'aider ». Ben, oui, un vaccin. Un vaccin contre la prostitution? Un vaccin contre les mauvais clients? Un vaccin contre la vie pourrie que je menais? Non, même pas. [...] Moi, j'ai eu un brin d'espoir. De la merde. [...] Fait que je trouvais que j'avais encore perdu mon temps, que je m'étais encore fait avoir. Ça m'a donné cette impression-là. (Silence). (Béatrice)

Si les femmes rencontrées se voient offrir des stratégies de prévention des ITSS, elles ont aussi droit à des conseils pour s'adapter aux exigences des clients-prostitueurs par des techniques de négociation. Les femmes se font aussi suggérer des façons de les berner sans qu'ils s'en aperçoivent, du style comment mettre un condom sans avoir l'air de le faire. Plus encore, les femmes se font proposer par les intervenant.e.s des trucs pour augmenter le plaisir des clients-prostitueurs et ainsi fidéliser de leur clientèle.

Pis, là, à un moment donné, ce que j'ai trouvé très, très insultant, là. [...] Ils insistaient toujours pour que je prenne des cristie de tubes de lubrifiants. [...] Pis, là, je leur disais que j'avais pas besoin de ça [...]. « Ah ben voyons donc [...]. Il faut mettre un peu de lubrifiant dans le condom parce que l'homme a une plus grande jouissance, il sent moins le condom ». [...] Oui, oui, oui, parce que là ils allaient tellement avoir un bel orgasme qu'ils allaient vouloir me revoir. Fait que c'est ça. [...] Je me suis sentie comme une merde. [...] J'ai trouvé ça insultant, premièrement, parce que c'est comme si... Dans un sens, c'est comme si on me disait « Ben là, t'es une prostituée, fait que fais ton travail comme il faut ». Tsé « Sois une bonne prostituée ». Moi, je voulais pas être une bonne prostituée. Je veux dire... [...] Le plus vite j'étais ressortie de la voiture ou de l'endroit où on allait, le mieux je me portais. (Béatrice)

Les intervenant.e.s vont parfois encore plus loin par leur refus manifeste d'entendre le désir des femmes de sortir de la prostitution, en leur faisant croire que les choses vont s'arranger d'elles-mêmes ou qu'il existe des « bons » clients-prostitueurs.

Pis, je me souviens que la première fois, elle m'avait dit « Ah, mais tu as eu un mauvais client, pis ça va bien aller après. Ton prochain client, ça va bien aller ». Mais, je suis en train de lui brailler sur l'épaule pis en train de lui dire que je veux m'en sortir, pis que je ne sais pas quoi faire, pis que j'envoie des CV, pis que ça marche pas. Pis, je sais pas quoi faire, pis je veux plus être ici, pis c'est ça la réponse que j'ai. (Aude)

Des répondantes se font même dire par les intervenant.e.s que la solution se trouve, non pas dans la sortie de la prostitution, mais plutôt dans le changement de « secteur » de l'industrie du sexe. L'histoire de Béatrice est instructive à ce sujet. Elle rapporte être allée demander de l'aide à des intervenantes d'un organisme communautaire après avoir été victime de violence. Elle exprime avoir été très désemparée et découragée de se faire proposer de sortir de la prostitution de rue pour devenir escorte, et être ainsi en meilleure sécurité. Suite à cette intervention, elle est devenue de plus en plus méfiante envers les services sociaux et elle a cessé de demander de l'aide, croyant que ça ne servait à rien. Ne voyant aucune porte de sortie, elle a donc continué la prostitution, résignée et triste.

Ben, moi, j'en avais marre. J'en ai eu marre souvent, moi. [...] Je leur ai dit qu'il m'était arrivé de quoi de très pénible [...]. Ah, ben là, c'est parce que je fais de la prostitution de rue. Si je travaille dans une agence d'escorte, j'ai pas ce problème-là. Pas besoin de trouver mes clients, rien. Je me gèle pas sur le cul à attendre sur un coin de rue. Je suis dans une voiture avec un chauffeur. [...] Il vient me porter, il m'attend. Au bout d'une heure, pouf, je ressors. [...] Quelle situation incroyable! Moi ça [me] correspondait pas du tout. Moi, je voulais arrêter. Je voulais pas changer ma façon de faire de la prostitution. [...] Moi, je n'avais pas de plaisir à faire de la prostitution. [...] Là, j'étais vraiment découragée. Dans ma tête, y avait pas d'aide, y avait pas de sortie, y avait pas rien. Fait que pendant au moins un an, ben je me suis juste prostituée pis j'ai ravalé. (Béatrice)

4.2.4.4 Entre le blâme et la banalisation

Du jugement à la banalisation en passant par des pratiques qui font le silence sur la prostitution, les interventions sociales qui entravent la sortie de la prostitution ont toutes pour effet de responsabiliser les femmes de leur situation. Les interventions que les femmes reçoivent leur envoient le message qu'elles ont fait le choix de la prostitution. Que ce choix soit mauvais ou bon, elles en sont responsables. Par ailleurs, le silence sur la prostitution cautionne implicitement le discours social responsabilisant les femmes prostituées de leur situation.

Confrontées à des interventions punitives – et au fait qu'on leur refuse l'accès aux services –, les femmes font face au jugement et mépris. Au lieu de recevoir l'aide dont elles aimeraient bénéficier, les femmes se sentent responsables de leur sort. Or, la sortie de la prostitution, à

cause de toutes les contraintes avec lesquelles les femmes sont aux prises, dépasse la seule volonté personnelle des femmes, comme le rapporte Aude.

Pis, je sais que vers la fin, j'en ai beaucoup parlé à mes parents que je voulais m'en sortir. [...] Pis, eux autres, ils pensaient que je ne voulais pas m'en sortir, que quand j'allais décider, j'allais m'en sortir. Pis là, je leur expliquais que je n'étais pas capable [...]. Pis, je me souviens que quand j'avais arrêté, mon père m'a dit « Ah, tu t'es enfin décidé », pis tout ça. Pis, j'avais fait « Non ». Tsé, ça se fait pas [comme ça]. [...] Y avait quelque chose qu'ils ne comprenaient pas. Il y avait quelque chose, c'était comme si j'étais responsable en fait de mon malheur. J'étais complètement responsable de mon malheur. C'était ça dans leur [tête]. Pis, il fallait que j'arrête de faire de la drogue, pis il fallait que j'arrête, pis tout allait se..., tsé. (Aude)

Les interventions punitives et répressives renvoient aux femmes l'image de mépris exprimée par la société tout entière, et en premier lieu par les hommes qui les prostituent, comme l'exprime Béatrice : « Eux-mêmes venaient payer pour un service sexuel, mais ils savaient que c'était le bout de la marde, tsé. La déchéance là, tsé ». Ce mépris que les femmes vivent renforce leur sentiment de culpabilité et de honte, ce qui mine leur confiance en elles et en les autres et accroit leur réticence à aller chercher de l'aide et parler de ce qu'elles vivent. Ainsi se perpétue le silence de plomb autour de la prostitution.

Écoute, ça fait pas des années que j'en parle. [...] Pour moi, c'était... C'était moi qui avais fait le choix. C'est comme, c'est moi qui m'étais mise dans le trouble, qui m'était mise dans la marde. [...] La société a quand même un jugement par rapport à ces filles-là. Tsé, c'est comme... Fait que la société a un jugement. Les gens autour de toi ont un jugement. [...] Non, j'ai jamais ouvert moi. À partir du moment où j'ai fermé la porte [...] ça a été motus et bouche cousue. [...] Fait que c'est ça. Fait que non, c'était un pan de ma vie caché. Pis, c'est ça. Voilà. Pis, je faisais pas confiance au monde non plus pour bien prendre ça. (Viviane)

En plus de responsabiliser les femmes de leur situation, les pratiques de réduction de méfaits, quant à elles, ont aussi pour effet de banaliser la prostitution. Loin de proposer des voies de sortie aux femmes aux prises avec la prostitution, ces pratiques les encouragent de façon plus ou moins implicite à y rester et exacerbent leur détresse psychologique, comme nous venons de le voir. Les répondantes expriment une perspective critique de ce type d'intervention. Selon elles, l'approche de la réduction des méfaits, puisqu'elle considère la prostitution comme un métier comme un autre, ne propose pas aux femmes d'en sortir. Plus encore, elle encourage la

prostitution et se préoccupe surtout de ses effets négatifs, non pas sur les femmes elles-mêmes, mais sur la communauté.

Ça me tue parce qu'il a bien des femmes qui n'auront pas de place pour en parler. Pis ça, ça me tue, moi, que les intervenants qui vont étudier à l'école pis qu'on leur dit que c'est un métier comme un autre. Bravo! [...] La réduction des méfaits. C'est pas génial. C'est comme juste de mettre un plaster pis de faire en sorte que c'est correct, tu seras plus dans la cour du voisin. [...] C'est parce que je voulais arrêter. Fait que t'es en train de me dire « C'est correct que tu continues ». (Viviane)

En terminant, toutes les pratiques qui entravent la sortie de la prostitution, qu'elles soient punitives, limitées ou qu'elles légitiment la prostitution, invalident les sentiments des femmes et contribuent à les maintenir dans la prostitution.

J'aurais aimé ça à cette époque-là que quelqu'un comprenne comment j'étais triste, comment j'allais pas bien, que quelqu'un me dise « C'est normal » (sanglots dans la voix). J'aurais aimé que quelqu'un me dise « Tout ce que tu ressens pis ce que tu vis, c'est normal, pis tu l'as pas choisi ». Pis, j'aurais aimé pouvoir appeler mes parents de l'hôpital, pis qu'ils viennent me voir à l'hôpital, pis qu'un médecin leur explique que je suis malade, pis que je vais avoir besoin d'aide pour m'en sortir, que c'est pas à cause de moi que je suis là, tsé. (Jade)

4.2.5 Reprendre du pouvoir : pistes de solutions pour une vie libre de prostitution

Si l'ensemble des participantes – à l'exception de l'une d'entre elles – était sorti de la prostitution au moment de l'entretien, elles vivent toutes avec les conséquences de la prostitution sur leur vie dont elles souhaitent se libérer. Aude le formule ainsi :

J'ai vraiment hâte dans ma vie [...] où mon vécu me dérangera plus. Je sais pas comment le dire autrement. [...] D'être libérée de ça [...]. Parce que là, c'est trop près de moi encore. [...] C'est une bonne partie de ma vie adulte [qui] a été polluée par ça. [...] J'ai vraiment besoin de commencer à m'émanciper. [...] Je veux pas être l'ex [...] toute ma vie. [...] En fait, c'est sur que mon rêve le plus précieux, ça serait de pouvoir effacer ça. (Aude)

Comme nous l'avons vu dans la section précédente, les femmes sont confrontées à différents obstacles pour pouvoir sortir de la prostitution. À travers leur expérience des services publics, somme toute assez négative, les femmes réussissent tout de même à identifier des interventions sociales qui ont facilité leur processus de sortie et, surtout, celles qu'elles

aimeraient voir mises en place. Selon ce qui se dégage des témoignages, la sortie de la prostitution passe par la reprise du pouvoir des femmes sur leur vie.

Quand tu es sur le trottoir à te geler la face, tu n'en as pas de pouvoir. Quand tu décides de sortir de là [...], tu en prends. C'est ça que j'ai remarqué moi. J'ai plus de pouvoir sur ma vie. J'ai du pouvoir sur mes décisions, sur les changements que je veux faire. [...] Ça serait de donner un peu de pouvoir à ces filles-là. Qu'elles puissent prendre du pouvoir sur leur vie. Ça changerait. Tout le monde leur enlève. Les premiers, c'est les clients. Ils leur enlèvent tout. La dignité en partant. (Eva)

Pour reprendre du pouvoir sur leur vie, les participantes nomment le souhait de pouvoir bénéficier d'interventions sociales axées sur de l'aide concrète et l'importance qu'elle s'accompagne d'un savoir-être qui facilite l'établissement d'un lien de confiance. Il ressort des récits, le besoin d'une approche globale et intégrée d'aide à la sortie de la prostitution. Cette stratégie passe par le renouvellement des pratiques d'intervention destinées aux femmes aux prises avec la prostitution et l'augmentation de leur accessibilité.

4.2.5.1 Accroitre l'accessibilité des interventions sociales

Si elles croient que davantage d'aide à la sortie de la prostitution est nécessaire, les participantes insistent sur l'importance d'offrir des services gratuits et décloisonnés. Elles proposent également que les différents services publics puissent agir de façon concertée pour leur venir en aide. Les services les plus connus des femmes aux prises avec la prostitution sont les hôpitaux, les cliniques, les services en toxicomanie, les maisons d'hébergement pour femmes en difficulté et le travail de proximité. Les répondantes suggèrent donc que les intervenant.e.s de ces services puissent bénéficier de formation leur permettant de mieux comprendre les réalités des femmes aux prises avec la prostitution et d'être mieux outillé.e.s pour intervenir auprès d'elles ou à tout le moins les référer aux services appropriés. Les participantes soulignent plus largement l'importance de faire connaître par différents moyens l'aide à la sortie de la prostitution :

Mais, moi, c'est sur que toutes les fois que j'ai été mélancolique... Toutes les fois que je suis rentrée chez nous à trois heures du matin pis à me mettre à brailler, pis à paqueter mes affaires, pis à vouloir aller me suicider, si j'avais vu un collant, pis un numéro où j'avais pu appeler, c'est sûr que j'aurais

appelé une fois. C'est sur. [...] Juste pouvoir parler à quelqu'un là. Ah, mon Dieu que ça aurait changé ma vie. (Aude)

Comme nous l'avons vu précédemment, les conditions de vie des femmes en processus de sortie de la prostitution font que les femmes ont des besoins qui nécessitent parfois une intervention immédiate, au moment où elles en font la demande. Pour ce faire, les participantes désirent que les horaires des services soient plus flexibles, adaptés à leurs besoins et que certains d'entre eux soient disponibles à toute heure du jour et de la nuit.

4.2.5.2 Les pratiques à renforcer et à développer

Les femmes rencontrées souhaitent qu'il y ait une réelle volonté du gouvernement de mettre sur pied des services d'aide spécifiques aux femmes aux prises avec la prostitution ou à risque de le devenir. Elles proposent, pour ce faire, de développer des pratiques de prévention et d'intervention et de bonifier celles qui sont déjà en place. Les femmes rencontrées affirment l'importance d'agir en amont, dès l'école primaire, et d'offrir des services d'aide permettant, entre autres, de prévenir la pauvreté et l'entrée des jeunes filles et femmes dans la prostitution. Les participantes affirment avoir rencontré peu d'intervenant.e.s avec lesquel.le.s elles se sont senties à l'aise d'aborder leur vécu de prostitution. Comme nous l'avons vu également, elles expriment avoir senti que la plupart des intervenant.e.s étaient elles-mêmes et eux-mêmes peu familier.e.s avec cette réalité. Plusieurs répondantes nomment le besoin d'être accueillies par des intervenant.e.s qui les écoutent et se préoccupent réellement de leur situation. Elles expriment avoir besoin d'accompagnement et d'aide pour cheminer vers la sortie de la prostitution et comprendre les contraintes qui les y ont menées.

Les entretiens révèlent que les besoins de services des femmes aux prises avec la prostitution sont multiples et diffèrent selon les étapes du processus de sortie de la prostitution. À court terme, ce sont les besoins primaires qui prédominent comme se loger, se nourrir, être en sécurité. Une des femmes interviewées, Aude, suggère la mise sur pied d'un fonds d'urgence d'une durée de six mois pour venir en aide aux femmes qui souhaitent sortir de la prostitution. À plus long terme, les participantes aimeraient voir se développer une ressource d'aide globale

où les femmes pourraient se reposer et prendre le temps nécessaire pour se reconstruire. Pour Camille, l'une des répondantes, cette ressource serait un lieu protégé où les femmes auraient « la paix » et pourraient « mettre la *switch* à *off* ». Les conséquences de la prostitution sont tellement multiples et importantes qu'il faut le temps nécessaire pour guérir les blessures et (ré)apprendre à « fonctionner » en société. Les répondantes jugent donc primordial de bénéficier, dans un premier temps, d'un suivi personnalisé leur procurant un soutien financier, des soins de santé physique et psychologique, des services de désintoxication et de l'aide pour défendre leurs droits. Dans un deuxième temps, les répondantes disent avoir besoin d'aide pour briser leur isolement, retourner aux études ou sur le marché de l'emploi et pour prendre soin de leurs enfants.

À partir de l'expérience des femmes rencontrées, les entretiens révèlent également les composantes d'un savoir-être qui facilite l'établissement d'un lien de confiance. Les participantes expriment le besoin d'être acceptées pour ce qu'elles sont. L'acceptation implique que les femmes sentent qu'elles ont la place pour parler librement de ce qu'elles vivent. Il est également très important de respecter leur rythme et de laisser émerger les prises de conscience par étapes. Enfin, les femmes insistent sur l'importance d'être considérées comme des personnes humaines, avec sensibilité, empathie et estime.

À cette époque-là, j'aurais voulu que quelqu'un me dise « Quoi que tu fasses, on t'aime. Tu es importante pour nous. [...] Tu as toujours de la valeur à nos yeux ». Pis, y a juste ma grand-mère qui me disait ça tout le temps. [...] Pis, c'est la seule personne dans tout, tout le monde qui a pu me dire ça, qui a pu me garder où j'avais un sentiment d'avoir une valeur. (Jade)

Les participantes nomment l'importance d'une approche d'intervention féministe qui reconnait la prostitution comme une forme de violence. Plusieurs d'entre elles s'élèvent contre des mesures de légalisation ou décriminalisation totale de la prostitution notamment parce que, selon elles, cela contribuerait à légitimer les responsables de l'exploitation sexuelle. De plus, les répondantes expriment la nécessité que les interventions sociales offrent de réelles possibilités aux femmes : « On peut-tu régler la situation? Je veux dire, on peut-tu se doter d'une société qui est sans prostitution? On peut-tu doter ces femmes-là d'une autre façon? Tsé, y a pas une fille là-dedans que si tu lui donnais un salaire décent sortirait pas. Voyons donc! »

(Viviane).

Les participantes ont exprimé le besoin d'être comprises et validées dans leurs sentiments et de ne plus se sentir responsable de leur vécu de prostitution. L'une d'entre elles explique que l'approche féministe lui a permis de prendre conscience des liens entre la socialisation différenciée des filles et des garçons, les inégalités sociales et la banalisation de l'exploitation sexuelle. Elle exprime que cette compréhension permet d'enlever le blâme et la honte aux femmes prostituées.

Une des choses qui m'a fait le plus de bien, c'est vraiment quand on m'a dit « C'est comme si t'avais subi un viol à chaque fois », quand quelqu'un a validé, avec moi, ce que moi j'avais ressenti pis comment j'avais vécu ça. Pis, comment ça m'avait fait violence. J'ai fait « Ah, y a quelqu'un qui comprend » [...]. Ça fait une grosse différence ça. Pis, ça déculpabilise tellement les femmes. [...] C'est un début de tout, d'une confiance qui est capable de s'établir. Ça aide beaucoup à [...] arrêter de te taper sur la tête pis de te dire que t'es donc ben une écoeurante pis une dégueulasse. (Jade)

La majorité des participantes ont aussi exprimé que l'engagement social et politique, notamment dans la lutte contre l'exploitation sexuelle, leur permet d'exprimer leur colère et de se sentir utiles. Certaines d'entre elles tiennent à préciser, toutefois, que la militance n'est pas nécessairement le premier besoin des femmes en processus de sortie, compte tenu des nombreuses difficultés qu'elles vivent.

C'est-à-dire que, oui, on peut avoir un groupe militant, qui fait des militances pis des représentations pis je sais pas trop quoi encore. Mais, d'avoir une vraie ressource, qui accueille les femmes, qui fait de l'intervention avec eux autres. Pis, je dis pas que la militance peut pas en faire partie. Mais, je dis juste que pour tout de suite, il y en a pas de ressources. On peut-tu faire une ressource? [...] On peut-tu s'occuper des femmes, tsé? Le reste, plus tard, s'il vous plait. (Viviane)

De plus, certaines actions comme les témoignages publics – bien qu'elles puissent être source de libération – peuvent être assez difficiles à vivre, notamment parce qu'il s'agit de dévoiler un vécu gardé longtemps sous silence. Des participantes émettent également une mise en garde contre le danger d'instrumentaliser le vécu des femmes à des fins politiques, « pour la cause », ce qui pourrait avoir comme effet de les revictimiser.

4.2.5.3 De l'aide par et pour les femmes

Plusieurs des répondantes expriment le besoin de pouvoir bénéficier d'interventions sociales par et pour les femmes. Elles expliquent que le fait de pouvoir s'organiser entre femmes permet d'éviter d'être confrontées à des rapports de pouvoir et de séduction avec des hommes. Ces espaces non mixtes leur permettent de s'ouvrir, de reprendre confiance en elles en développant une solidarité et un sentiment d'appartenance avec un groupe de femmes. L'entraide « par les pairs » va encore plus loin en favorisant l'échange entre femmes qui partagent le même vécu.

Partager des douleurs, les souffrances, les rushs. C'est pas tout le monde peut-être qui aime ça. Mais, moi, ça m'aurait fait du bien. Partager, peut-être pas les expériences, là. Mais, partager les douleurs, ces affaires-là. Tsé, l'extérioriser comme qu'on dit. Tandis que là tu gardes tout en dedans. (Gabrielle)

Certaines des femmes interviewées souhaitent que des services soient développés pour des groupes spécifiques de femmes ayant un vécu de prostitution, comme les femmes autochtones et les femmes lesbiennes.

CHAPITRE 5 : DISCUSSION

À la suite de la présentation et l'analyse des résultats, ce chapitre vise à mettre en lumière les principaux constats qui émergent de la présente recherche. Il s'agit donc de comprendre comment ces conclusions s'articulent à celles des recherches précédentes sur la sortie de la prostitution et de souligner les apports spécifiques de ce mémoire.

La présentation des résultats sociodémographiques rend compte de la diversité de profils des femmes interviewées. Les entretiens ont été réalisés dans trois régions du Québec – Montréal, Laurentides, Abitibi – auprès de femmes âgées de 26 à 55 ans et présentant différents parcours dans l'industrie du sexe. Alors que le nombre d'années passées dans la prostitution s'échelonne de quelques années à une trentaine d'années, le nombre d'années passées hors de l'industrie du sexe varie de zéro à une vingtaine d'années. Les résultats indiquent que les femmes connaissent une multitude de « secteurs » de l'industrie du sexe différents, principalement des lieux intérieurs, mais aussi la rue. On constate donc que les différents types de commerce de la prostitution ne sont pas perméables et bien distincts les uns des autres, comme on pourrait le croire. Ainsi, la dichotomie entre la prostitution de rue et la prostitution « intérieure » ne s'avère pas pertinente dans le cadre de cette recherche. De plus, les résultats montrent que les femmes sont appelées à se déplacer considérablement non seulement d'un « secteur » à l'autre, mais également d'une région à l'autre, au Québec, au Canada et aux États-Unis. Les informations recueillies ne permettent pas de rendre compte des passages d'un « secteur » à l'autre et des raisons qui poussent les femmes à se déplacer d'un lieu à l'autre. Ces questions pourraient toutefois faire l'objet de recherches futures. Malgré la pluralité des cas de figure de l'échantillon, les résultats font ressortir le caractère commun de l'expérience même de la prostitution. Toutes les participantes témoignent des obstacles auxquels elles sont confrontées pour pouvoir bénéficier d'interventions accessibles et adéquates, indépendamment de leur profil sociodémographique.

Comme l'ont fait plusieurs recherches sur la question (Baker *et al.*, 2010; Dalla, 2006; Mansson et Hedin, 1999; Rabinovitch et Strega, 2004), l'analyse des résultats soutient que la

sortie de la prostitution constitue un processus long et complexe, dont les différentes étapes sont jalonnées de plusieurs embuches. Même si les résultats présentent des catégories d'analyse et non des trajectoires, force est de constater que le désir de sortie se précise et devient de plus en plus conscient tout au long du processus. Comme présenté dans le dernier chapitre, les participantes n'ont pas beaucoup de contrôle sur le processus de sortie et la fin de la prostitution, et ce, malgré ce qu'elles avaient, ou non, planifié au départ. La difficulté d'en sortir est liée aux contraintes sociales qui traversent le processus de sortie et tendent à se cristalliser selon sa durée. Ces contraintes, dont témoignent les participantes, font écho à celles identifiées dans la recension des écrits : pauvreté, violence, problèmes de santé, exclusion sociale (Baker et al., 2010; Bassuk et al., 1996; Benoit et Millar, 2001; Carter, 2004; CPJ, 2004; CSF, 2002; Dalla, 2006; Hardman, 1997; Manopaiboon et al., 2003; McIntyre, 2002; Mouvement du Nid, 2010; Oxman-Martinez et al., 2005; Rabinovitch et Strega, 2004; Williamson, 2000). L'analyse des résultats révèle toutefois un élément peu souvent relevé dans la littérature scientifique, soit le lien familial qui unit les participantes à leurs proxénètes (CSF, 2012; Ricci et al., 2012). Ces derniers s'avèrent souvent être des conjoints et parfois même des parents des femmes prostituées, selon les témoignages recueillis. Par ailleurs, les résultats de la présente recherche permettent également d'entrevoir, à travers le récit d'une participante, les liens entre la prostitution et les expériences de placement dans des familles d'accueil à l'enfance et l'adolescence, notamment chez les femmes autochtones. Comme ces femmes sont surreprésentées parmi celles qui sont aux prises avec la prostitution, il serait intéressant d'approfondir les connaissances sur les effets de l'expérience du racisme et du colonialisme sur les femmes autochtones prostituées afin d'adapter les interventions à leurs besoins spécifiques (Farley et al., 2005).

Les résultats attirent l'attention plus précisément sur les conséquences de l'expérience même de prostitution sur les femmes, expérience que des participantes comparent au viol. Les conséquences de la prostitution sur les femmes, mises en lumière dans ce mémoire, concernent notamment les problèmes de santé mentale et physique dus au stress intense vécu et à la dissociation. Farley et ses collaboratrices (1998, 2005) ont documenté la forte corrélation entre l'expérience de la prostitution et celle du syndrome de stress post-traumatique. Des d'études se sont aussi penchées sur les impacts de la prostitution sur le corps

physique (Farley et al., 1998, 2005; Hardman, 1997; McClanahan et al., 1999; Trinquart, 2002a, b). Il serait intéressant d'explorer plus en profondeur les effets de la prostitution sur la santé des femmes dans des recherches futures. Par ailleurs, peu d'études donnent la parole aux femmes qui définissent leur vécu de prostitution comme un viol normalisé, lequel représente la plupart du temps la poursuite de l'expérience de la violence sexuelle subie depuis l'enfance (Farley et al., 1998, 2005). Ce point de vue de femmes sur leur expérience de la prostitution ressentie comme une forme de violence en soi permet de déconstruire la conception populaire de l'amalgame entre prostitution et plaisir sexuel, comme le soulève une des participantes dont le témoignage est cité dans le chapitre précédent. La parole des femmes interviewées dans le cadre de cette recherche permet ainsi de remettre en question la notion de choix libre et éclairé dans la prostitution. Plus encore, les témoignages montrent que la perception des femmes du choix de la prostitution évolue selon le processus de la sortie. L'analyse des résultats soutient que plus la possibilité de s'en sortir est limitée, plus le besoin des femmes de s'expliquer la prostitution comme un choix est prégnant. Il est intéressant ici de noter le changement de discours des participantes, par rapport à la question du choix, entre le moment où elles sont dans la prostitution et celui où elles entrevoient la possibilité d'en sortir ou en sont sorties. Ces résultats permettent de mieux comprendre ce qui apparait comme une ambigüité dans le discours de certaines femmes aux prises avec la prostitution, notamment aux stades de l'immersion et de la prise de conscience viscérale, décrits par Baker et al. (2010), où le désir de sortie n'est pas encore avoué ou verbalisé malgré la présence d'une souffrance.

Lors des premières étapes du processus de sortie, le poids des conséquences de la prostitution empêche la mobilisation des femmes vers la sortie de la prostitution. Comme documenté par plusieurs auteur.e.s, les résultats de ce mémoire montrent que les contraintes sociales vécues par les femmes exacerbent leur sentiment que la situation ne peut s'améliorer (CSF, 2002; Mouvement du Nid, 2010; Rabinovitch et Strega, 2004). La résignation et l'absence de perspective de changement nuisent à la recherche d'aide. L'accès, s'il en est, aux services publics est accidentel, comme le soulèvent certain.e.s auteur.e.s (Ayerbe *et al.*, 2011; MSSS, 2010). On peut penser qu'au début du processus de sortie les femmes ont de la difficulté à verbaliser leurs besoins aux intervenant.e.s qu'elles rencontrent, comme le laisse présager le

témoignage d'une participante qui explique qu'elle n'était pas en contact avec les conséquences de la prostitution sur sa santé. Le récit de cette répondante fait écho à la réalité observée par Trinquart (2002b) et Rabinovitch et Strega (2004) selon laquelle les femmes aux prises avec la prostitution peinent à discuter de leurs difficultés et besoins à cause de l'effort déployé pour dissocier l'expérience de la prostitution de soi. Si la recherche d'aide n'est pas toujours planifiée, une fois le contact établi avec les services publics, le mode d'accès se fait de façon plus ou moins formelle, plus souvent de bouche-à-oreille.

Le modèle de Baker et al. (2010) indique que la prise de conscience du désir de sortie se transforme en une mise en action de la recherche d'aide. Il aurait été intéressant de mieux comprendre les mécanismes par lesquels s'opère la transformation et qui poussent les femmes à se mobiliser pour trouver de l'aide. À la lumière des résultats, on peut penser que l'accumulation des conséquences de la prostitution favorise un désir de sortie qui se manifeste d'abord sous une forme « viscérale », puis de façon plus « délibérée », selon les stades du modèle de Baker et ses collaboratrices. En effet, les participantes témoignent d'une prise de conscience viscérale de leur désir de sortie qui correspond au moment où elles sont en contact avec les conséquences de la prostitution et qui se traduit par le sentiment d'avoir atteint la limite psychologique et physique les empêchant de continuer. Certaines femmes nomment le fait que la reprise de contact avec soi et ses émotions est facilitée par l'arrêt de la consommation de drogue ou d'alcool. Il serait intéressant de comprendre les facteurs qui favorisent cette reprise de contact avec soi, au-delà de la désintoxication, et le rôle joué par les interventions sociales dans cette prise de conscience. Si à ce stade, la matérialisation de la sortie de la prostitution apparaît encore loin – voire utopique pour certaines d'entre elles – le désir viscéral de sortie se transforme et devient de plus en plus conscient et délibéré. La survenue d'évènements déclencheurs - comme le fait de survivre à une agression, des problèmes de santé de plus en plus importants, une grossesse ou le début d'une relation amoureuse – rend le désir de sortie plus concret. Ces résultats confirment ceux de recherches antérieures qui ont documenté les motifs encourageant les femmes à sortir de la prostitution (Ayerbe, 2011; Bertrand et Nadeau, 2006; Conseil permanent de la jeunesse, 2004; Dalla, 2006; Manopaiboon et al., 2003; Mansson et Hedin, 1999; Mouvement du Nid, 2010; Williamson, 2000).

Les résultats de la recherche confirment notre évaluation – et celle d'auteur.e.s qui se sont penché.e.s sur la question (Hester et Westmarland, 2004; Mansson et Hedin, 1999) – du faible nombre de services d'aide pour sortir de la prostitution. Les témoignages des participantes à cet effet sont éloquents : si elle existe, l'aide est rare. C'est à cette étape, où les femmes tentent de planifier leur sortie, qu'elles affirment se heurter à « des portes closes », soit une fermeture de la part des services sociaux et de soins de santé. Les problèmes liés à l'accessibilité des interventions sociales, dont les femmes témoignent, sont ceux relatifs à la commodité, l'acceptabilité et l'inaccessibilité financière identifiées dans les écrits (Donabedian, 1973; Pineault et Daveluy, 1995). Les résultats révèlent des problèmes plus connus de l'inaccessibilité des services aux personnes marginalisées qui sont liés à la commodité, soit l'organisation des services publics et la capacité des femmes à s'adapter aux horaires, rendezvous et temps d'attente. En effet, les services d'aide ne prennent pas en compte les contraintes liées au vécu de prostitution. Des auteures notent, à cet égard, l'importance de prendre en compte les urgences quotidiennes que vivent les femmes, dont la recherche de nourriture, d'un logement sécuritaire et abordable, d'une garderie (Cadotte-Dionne et Cassan, 2013). Plus particulièrement, l'analyse des résultats met en lumière les problèmes liés à l'acceptabilité qui concerne l'attitude des intervenant.e.s par rapport aux femmes aux prises avec la prostitution. Ces constats permettent d'approfondir les écrits de Hardman (1997) et de Weiner (1996) qui indiquent que les femmes marginalisées peuvent se faire refuser l'accès à des services d'aide. Les témoignages révèlent que les femmes sont confrontées à des services cloisonnés, dissociés les uns des autres, et desquels elles sont exclues, de façon plus ou moins directe, à cause du type de violence qu'elles vivent et des problèmes qui en découlent, dont la toxicomanie et les problèmes importants de santé mentale. L'analyse montre les répercussions de cette exclusion sur les femmes qui se sentent rejetées et méprisées une fois de plus par des intervenant.e.s qui sont censé.e.s accueillir toutes les personnes demandant de l'aide sans jugement ni discrimination. Ce refus d'aide de la part des services publics dénote un manque de compréhension de la souffrance inhérente à la prostitution et de ses conséquences sur les femmes. Cette attitude a pour effet d'exacerber les contraintes à la prostitution, dont la détresse psychologique et l'exclusion sociale.

L'analyse souligne également l'inadéquation des interventions sociales accessibles aux participantes, du fait qu'elles reproduisent également les contraintes qui maintiennent les femmes dans la prostitution. Trois types de pratiques d'interventions qui entravent le processus de sortie de la prostitution se dégagent des résultats : 1) les pratiques punitives; 2) les pratiques d'aide limitées; et 3) les pratiques d'adaptation à la prostitution. Ces données appuient les quelques écrits qui ont documenté les pratiques qui nuisent au processus de sortie de la prostitution. Toutefois, la compréhension des effets des interventions sur les femmes représente un apport spécifique de ce mémoire. Des trois types d'interventions qui ressortent des résultats, les pratiques punitives sont celles qui ont le plus été documentées dans la littérature, quoique brièvement. Des auteur.e.s ont rapporté l'expérience de rapports punitifs et hostiles de la part des services policiers, de soins de santé et de protection de l'enfance de même que de la part de la famille ou la communauté d'appartenance (Rabinovitch et Strega, 2004; Weiner, 1996; Yahne et al., 2002).

L'analyse des résultats de ce mémoire rend compte des effets du manque de protection des services policiers et de la judiciarisation qui contribuent à maintenir les femmes dans la prostitution en exacerbant les contraintes auxquelles elles sont déjà aux prises, dont la pauvreté, la violence, l'exclusion sociale et les problèmes de santé. Comme les services policiers tendent à considérer les femmes aux prises avec la prostitution non pas comme des victimes mais comme des criminelles, elles ne sont pas souvent, de l'avis des participantes, référées à des services d'aide appropriés. Les participantes témoignent également des rapports difficiles avec la direction de la protection de la jeunesse dont les interventions, comme le retrait de la garde des enfants, ajoutent à la détresse psychologique des femmes. Par ailleurs, la réduction des prestations d'aide sociale contribue à appauvrir davantage les femmes. De plus, l'analyse des résultats met en lumière des pratiques non documentées jusque-là, soit l'appauvrissement de femmes bénéficiaires de l'aide sociale qui séjournent dans les centres payants de désintoxication et qui se retrouvent sans le sou à la fin du traitement. Ces pratiques dont témoignent les participantes compromettent le maintien des gains post-thérapie.

L'analyse de contenu révèle également que les proches des femmes aux prises avec la prostitution comprennent mal les contraintes qui les maintiennent dans la prostitution. Les

résultats de la recherche identifient que le rejet de la famille a pour effet d'augmenter la détresse psychologique des femmes – la colère, la honte et la culpabilité – et de les vulnérabiliser davantage à l'emprise des proxénètes et l'exclusion sociale. Les femmes autochtones, qui sont doublement discriminées en tant que femmes prostituées et autochtones, sont exposées à davantage d'exclusion, à la fois de la part de leur communauté et de la société majoritaire.

L'aide proposée par les services généraux est souvent limitée et ne permet pas d'agir sur la souffrance inhérente à la prostitution et les contraintes empêchant les femmes d'en sortir. Le manque de formation des intervenant.e.s sur la question de la prostitution en témoigne. D'une part, l'aide offerte aux femmes est souvent indirecte en ce sens qu'elle ne concerne pas la prostitution en soi, mais des problèmes reliés, par exemple la toxicomanie et l'itinérance. D'autre part, les services offerts se réduisent souvent à l'administration de médicaments ou à de l'aide pour trouver un emploi. Par ailleurs, l'aide proposée aux femmes est souvent temporaire et répond à des besoins ponctuels comme dormir, manger, se laver et obtenir une maigre aide financière de dernier recours. De plus, l'existence des catégories à l'aide sociale (apte et inapte au travail) limite, pour certaines femmes, les montants des allocations qu'elles reçoivent. Enfin, peu d'interventions semblent soutenir à long terme les femmes dans leur processus de sortie de la prostitution. Ce manque de suivi compromet la possibilité de travailler sur la souffrance plus profonde et les raisons qui mènent les femmes à la prostitution et qui les y maintiennent (Hardman, 1997). Rabinovitch et Strega (2004) ont identifié l'importance que les intervenant.e.s saisissent la complexité du processus de sortie et les facteurs qui font que les femmes tentent plusieurs fois de sortir de la prostitution avant d'y parvenir définitivement.

Si les services sociaux et de soins de santé généraux qui s'offrent aux femmes n'abordent pas de front la question de la prostitution, la plupart des services qui s'y intéressent plus spécifiquement proposent aux femmes des moyens de s'adapter à la prostitution. L'analyse des résultats montre qu'un regard critique sur la réduction des méfaits (RDM) s'impose. Les pratiques découlant de cette approche d'intervention sont aveugles aux méfaits intrinsèques à la prostitution. Plus encore, elles détournent les femmes de la sortie de la prostitution en les

outillant à s'adapter à leur situation. Comme les résultats le montrent, ces interventions vont jusqu'à proposer aux femmes qui expriment le désir d'en sortir de simplement changer de « secteur » de l'industrie. On voit se confirmer ici la crainte, énoncée par Bindel (2006) et Hardman (1997), que les interventions d'aide à la sortie de la prostitution soient écartées au profit de celles visant la réduction des méfaits.

Toutes ces pratiques, punitives, limitées et d'adaptation sociale – de même que le refus de rendre les interventions accessibles aux femmes –, ont pour effet de renforcer, directement ou indirectement, les contraintes sociales qui maintiennent les femmes dans la prostitution. Les interventions sociales dont les femmes témoignent comme entravant leur processus de sortie relèvent davantage de la sphère formelle que de la sphère informelle, mis à part en ce qui concerne les pratiques punitives. Ce résultat pourrait s'expliquer par le fait que les femmes s'attendent à recevoir plus d'aide des interventions formelles que des pratiques informelles. Cette hypothèse serait à vérifier. Par ailleurs, les résultats montrent que les demandes des participantes dépassent les compétences de leurs proches, ce qui confirme l'idée selon laquelle les interventions informelles ne sont pas suffisantes pour répondre aux besoins importants des femmes (Barry, 1982; Baker *et al.* 2010; Bertrand et Nadeau, 2006; Bindel, 2006; Farley *et al.*, 2005; Hardman, 1997; Mansson et Hedin, 1999).

Les interventions entravant le processus de sortie occultent la souffrance inhérente à la prostitution, comme le soulève Hotaling (2004), ce qui confirme la thèse de Hardman (1997) selon laquelle les femmes disposent de très peu de soutien, sinon aucun, par rapport à la violence qu'elles vivent. Sans espace pour en parler, les femmes gardent le silence. Or, comme Ayerbe *et al.* (2011) le soulignent, il importe de laisser la place dans l'intervention à l'expression de la souffrance et du désir d'en sortir, et ce, même si elle n'est pas encore verbalisée. Par ailleurs, si le désir de sortie est difficile à exprimer, une fois verbalisé, il n'est souvent pas entendu par les intervenant.e.s qui font preuve de beaucoup de préjugés qui se traduisent en des pratiques discriminantes. Les participantes se sentent méprisées et invalidées par des interventions qui les tiennent responsables de leur situation, que ce soit par le blâme, la banalisation ou le silence. Ces attitudes de la part des intervenant.e.s viennent renforcer le mépris de l'ensemble de la société à l'égard des femmes prostituées. Les interventions

sociales qui entravent le processus de sortie de la prostitution augmentent donc la méfiance des femmes et les éloignent des services publics, comme le soulèvent plusieurs auteur.e.s (Ayerbe, 2011; Bassuk *et al.*, 1996; Bertrand et Nadeau, 2006; Bindel, 2006; Dalla, 2006; Hardman, 1997; Mouvement du Nid, 2010; MSSS, 2010; Rabinovich et Strega, 2004; Weiner, 1996).

Les récits des participantes confirment les résultats de la recherche de Hardman (1997) selon laquelle la violence vécue par les femmes aux prises avec la prostitution n'est pas comprise. On semble considérer que les femmes sont responsables de leurs « choix » et qu'elles doivent donc en assumer les conséquences. En ce sens, les services publics n'offrent pas aux femmes aux prises avec la prostitution des interventions permettant de penser la sortie. Malgré le fait que 16 années séparent la recherche de Hardman de la nôtre, force est de constater que les interventions sociales en matière de prostitution n'ont pas beaucoup évolué, contrairement à celles destinées aux femmes victimes d'autres formes de violence. Si l'on prend le cas de la violence conjugale et des agressions à caractère sexuel, on peut constater une nette amélioration des pratiques qui se sont développées à partir des années 1970. En effet, des services adaptés aux besoins des femmes et qui reconnaissent la violence qu'elles vivent ont été mis en place (Prud'homme, 2010; Robitaille et Tessier, 2010).

À partir de leurs expériences, les femmes proposent des pistes de solution pour reprendre du pouvoir sur leur vie. Elles recommandent que davantage de services spécialisés soient développés pour aider celles qui souhaitent quitter l'industrie du sexe. Les participantes affirment la nécessité de mettre sur pied des formations visant à mieux outiller les intervenant.e.s aux réalités des femmes aux prises avec la prostitution. Les femmes interviewées identifient également le besoin de renforcer la collaboration entre les différents services, ce qui rejoint la recommandation d'auteures qui proposent le développement de réseaux organisés entre les organismes (Bertrand et Nadeau, 2006; Bindel, 2006). De cette façon, les services d'aide à la sortie de la prostitution pourraient être plus accessibles. De plus, les participantes insistent sur l'importance de décloisonner les services et de favoriser une organisation plus souple du travail des intervenant.e.s (disponibilité le soir et les fins de semaine, sans rendez-vous obligatoire). Toutes ces propositions vont dans le sens des

recommandations du Réseau québécois d'action pour la santé des femmes pour l'amélioration de l'accessibilité des services (Cadotte-Dionne et Cassan, 2013).

Les répondantes souhaitent pouvoir bénéficier d'aide concrète et adaptée à leurs besoins, selon l'étape du processus de sortie atteinte. Cette recommandation est soutenue par plusieurs auteur.e.s qui proposent un accompagnement à court et long terme (Ayerbe *et al.*, 2011; Barry, 1982; Bertrand et Nadeau, 2006; Carter, 2004; Dalla, 2006; Hester et Westmarland, 2004; Hotaling *et al.*, 2004; Jean, 2012d; McIntyre, 2002; Oxman-Martinez *et al.*, 2005; Roe-Sepowitz *et al.*, 2012). Que les femmes soient plus ou moins avancées dans le processus de sortie, il s'agit de leur offrir de réelles options. Pour cela, les participantes insistent sur l'importance de prendre en compte les conséquences de la prostitution sur leur vie, et ce, même après être sorties de la prostitution. En effet, il importe de garder à l'esprit que la sortie de la prostitution ne se limite pas à faire un pas hors de l'industrie du sexe. Les femmes restent prisonnières des conséquences de la prostitution durant plusieurs années, allant parfois jusqu'à plus de 20 ans comme c'est le cas de deux des participantes. La période suivant la sortie de la prostitution nécessite donc une guérison à long terme.

Pour éviter de reproduire les contraintes qui les maintiennent dans la prostitution, les participantes affirment l'importance que les services s'accompagnent d'une approche d'intervention globale et qui offre une compréhension de la prostitution comme une violence. La perspective abolitionniste féministe offre, en effet, des repères cohérents au développement d'interventions facilitant la sortie de la prostitution (Fortin-Pellerin et Vinet-Bonin, 2013). Il s'agit, entre autres, de favoriser la prise de conscience des liens entre les conditions de vie des femmes et les inégalités sociales. Les participantes proposent, pour ce faire, la collectivisation des expériences des femmes notamment par le biais de l'intervention de groupe. Elles revendiquent également des espaces non mixtes permettant de développer une solidarité entre femmes. La pertinence de la création de tels réseaux d'entraide est identifiée par d'autres auteur.e.s (Barry, 1979; Bindel, 2006; Carter, 2004; Farley *et al.*, 2005; Rabinovitch et Strega, 2004; Weiner, 1996).

Comme d'autres recherches le font, ce mémoire permet de souligner l'importance de l'établissement d'un lien de confiance par l'écoute, l'empathie, le non-jugement, la validation des expériences des femmes et le respect de leur rythme (Barry, 1979; Bassuk *et al.*, 1996; Bertrand et Nadeau, 2006; McClanahan, 1999; Hotaling, 2004; Mouvement du Nid, 2010; Weiner, 1996; Women's Support Project, 2002; Yahne *et al.*, 2002). Plus qu'un changement individuel, les témoignages appellent à l'importance de travailler à un réel changement social. Les participantes nomment distinctement le souhait que le blâme soit enlevé aux femmes et remis aux agresseurs. Ces préoccupations rejoignent celles des auteur.e.s qui insistent sur l'importance de s'attaquer à la demande masculine pour la prostitution par la mise sur pied de programmes d'éducation et la criminalisation des proxénètes et des clients-prostitueurs (Barry, 1979; Bindel, 2006; CSF, 2012; Barry, 1979; Farley, 1998; Jean, 2012a, c, d, e; Jeffreys, 2009; McIntyre, 2002; Trinquart, 2002).

Les propositions des participantes pour améliorer l'aide à la sortie de la prostitution sont cohérentes avec les principes de l'intervention féministe. En alliant le changement individuel et social, on vise l'amélioration des conditions de vie des femmes dans « l'ici et maintenant » et le respect de leurs choix et valeurs. Il s'agit également d'accompagner les femmes dans la (re)prise de pouvoir sur leur vie en les aidant à transformer l'impuissance en action (Corbeil et Marchand, 2010). Par ailleurs, les résultats de ce mémoire – qui font état des obstacles à l'accessibilité des interventions sociales et à leur adéquation aux besoins de femmes en processus de sortie de la prostitution – invitent à se questionner sur les dangers de la dépolitisation et la déradicalisation croissante des services sociaux (Robitaille et Tessier, 2010). Le désengagement de l'État, caractérisé par la désinstitutionalisation, la privatisation et la décentralisation des services de soins de santé, entraîne notamment le nivellement par le bas des politiques sociales, la diminution de l'aide sociale de même que la médicalisation et judiciarisation des problèmes sociaux (Mayer, 2002). Les conditions de travail des personnes oeuvrant dans le domaine de l'intervention sociale s'en voient affectées notamment par l'alourdissement des tâches et le manque de ressources matérielles et humaines (Robitaille et Tessier, 2010). De plus, le contexte néolibéral a contribué à la professionnalisation du travail social et, par conséquent, au retour à une vision psychologisante et biologisante des problèmes sociaux conjuguée à une approche d'intervention à court terme, et ce, au détriment de

l'intervention collective, du travail de conscientisation et de la défense de droits (Corbeil et Damant, 2009; Corbeil et Marchand, 2010; Prud'homme, 2010; Robitaille et Tessier, 2010). Cela a un impact sur la nature et les objectifs du travail social qui, à mon sens, a le devoir de prendre en compte les structures sociales à l'origine des inégalités systémiques et d'agir en vue d'une transformation sociale.

CONCLUSION

À partir des expériences de femmes engagées dans un parcours de sortie, ce mémoire vise à mieux comprendre les obstacles à l'accessibilité et à l'adéquation des services publics et leurs effets sur les femmes. Cette recherche répond à un objectif plus large, soit l'amélioration des pratiques d'interventions auprès des femmes en processus de sortie de la prostitution. L'intérêt pour cette recherche est né d'une expérience avec des femmes ayant un vécu en lien avec la prostitution. Les constats tirés de ce travail de terrain pointent les difficultés de ces femmes à quitter définitivement la prostitution et à obtenir de l'aide en ce sens. Je présenterai dans cette dernière section les apports et les limites de la recherche.

Compte tenu du faible nombre d'études sur la sortie de la prostitution, ce mémoire souhaite contribuer à l'avancement des connaissances sur le sujet, notamment au Québec. De plus, l'apport d'une recherche féministe abolitionniste s'avère pertinent dans le contexte de la croissance de la banalisation de l'industrie du sexe. Ce mémoire s'inscrit, en effet, dans une volonté de donner la parole à des femmes, peu entendues, qui définissent leur expérience de la prostitution comme une violence et qui souhaitent en sortir. Plus largement, il est souhaité que ce mémoire contribue à la mise en œuvre d'interventions sociales novatrices accessibles et adaptées aux besoins des femmes en processus de sortie de la prostitution.

La posture épistémologique féministe *standpoint* – qui reconnaît l'importance du point de vue des personnes opprimées dans la production des connaissances – a été privilégiée dans le cadre de cette recherche qualitative. Des entretiens semi-dirigés ont été réalisés à Montréal, dans les Laurentides et en Abitibi auprès de 11 femmes en processus de sortie de la prostitution âgées de 26 à 55 ans. Si les résultats de la recherche réaffirment certains enjeux soulevés par des études antérieures, ils permettent leur approfondissement et surtout l'identification de nouveaux éléments d'analyse. Le principal apport de ce mémoire est la mise en lumière d'interventions sociales qui, en occultant la souffrance inhérente à la prostitution, reproduisent les contraintes qui maintiennent les femmes dans la prostitution.

Confirmant les observations faites sur le terrain, l'analyse des résultats fait ressortir à la fois l'inaccessibilité et l'inadéquation des interventions sociales auxquelles font face les femmes en processus de sortie de la prostitution. L'accessibilité des interventions sociales est limitée par une organisation des services qui est incompatible avec le mode de fonctionnement des femmes aux prises avec la prostitution. L'inaccessibilité est parfois totale en raison du cloisonnement des services de même que par le refus manifeste de certain.e.s intervenant.e.s d'accueillir des femmes aux prises avec la prostitution. L'inaccessibilité est aussi financière, dans certains cas. Sur le plan de l'inadéquation des interventions sociales, les femmes se heurtent, d'une part, à des pratiques punitives qui se traduisent par la criminalisation, le retrait de la garde des enfants, la réduction des prestations d'aide sociale et les manifestions de violence des intervenant.e.s et des proches. D'autre part, les femmes sont confrontées à des pratiques d'adaptation à la prostitution. Ces pratiques, souvent identifiées sous le vocable de la « réduction des méfaits », se réduisent justement à la prévention des ITSS et proposent des moyens de mieux survivre à la prostitution tout en y demeurant. Entre le blâme et la banalisation, les femmes se voient offrir des interventions sociales limitées notamment par le manque de formation des intervenant.e.s formel.le.s et l'insuffisance du soutien informel. La limite des interventions formelles – lesquelles perpétuent le silence autour de la prostitution – se reflète par de l'aide indirecte, par exemple en toxicomanie. De plus, ces pratiques se réduisent trop souvent uniquement à la prescription de médicaments, à la recherche d'emploi ou à l'octroi d'une trop maigre aide financière de dernier recours.

Cette recherche propose de repenser les pratiques auprès des femmes en processus de sortie de la prostitution afin d'aller au-delà de la résignation et éviter la reproduction des méfaits inhérents à l'expérience de la prostitution. Il est plus que temps de briser le silence entourant la prostitution sans la banaliser. On ne peut rendre acceptable ou tolérable la souffrance des femmes aux prises avec la prostitution par des pratiques qui les maintiennent dans la prostitution. Afin de sortir de l'idéologie (néo)libérale prônant la liberté et la responsabilité individuelle, la nécessité d'une analyse critique des causes structurelles de la prostitution – le patriarcat, le capitalisme et le colonialisme – s'impose. Les discours des participantes permettent de dégager les pistes d'intervention suivantes.

Mettre sur pied une politique sociale de lutte contre l'exploitation sexuelle

À ce jour, il n'existe toujours pas de politique de lutte contre l'exploitation sexuelle au Québec. Les conclusions de ce mémoire soutiennent les revendications des groupes abolitionnistes féministes pour la mise sur pied d'une telle politique prônant quatre principales mesures, soit 1) la décriminalisation des femmes prostituées, 2) la responsabilisation et la pénalisation des clients-prostitueurs et des proxénètes, 3) la prévention de l'exploitation sexuelle et 4) la mise sur pied de programmes d'aide à la sortie de la prostitution.

Sensibiliser les acteurs sociaux à la question de l'exploitation sexuelle

L'adoption d'une politique sociale de lutte contre l'exploitation sexuelle permettrait d'agir de façon concertée pour sensibiliser les différents acteurs sociaux – l'État, les services policiers, sociaux et de santé, les citoyen.ne.s – à la question. Le développement de programmes d'éducation à leur endroit permettrait de les conscientiser aux réalités des femmes victimes d'exploitation sexuelle, à la complexité du processus de sortie et aux contraintes sociales qui mènent, maintiennent et ramènent à la prostitution. De telles mesures serviraient également à prévenir l'exploitation sexuelle des jeunes et à conscientiser les clients-prostitueurs aux conséquences de leurs gestes. Un soutien plus spécifique aux proches des femmes en processus de sortie de la prostitution pourrait aussi être mis en place.

Mettre sur pied des interventions sociales accessibles facilitant la sortie de la prostitution

Les résultats de ce mémoire réaffirment l'importance de soutenir le développement de pratiques d'intervention solidaires des femmes aux prises avec la prostitution. Il s'agit donc de croire en la possibilité des femmes de s'extirper de l'industrie du sexe, de laisser la place à l'expression du désir de sortie et de mettre en place les conditions en ce sens, selon le rythme de chacune. Pour ce faire, une compréhension des différentes étapes du processus de sortie, des contraintes et des conséquences de la prostitution sur les femmes s'impose. À la lumière des témoignages des participantes, une approche globale et intégrée permettrait de répondre aux préoccupations suivantes.

• Satisfaire les besoins des femmes à court et à plus long terme

Des services sont nécessaires pour répondre aux besoins de base des femmes, comme dormir, manger, se vêtir. Toutefois, il importe de mettre sur pied des services permettant l'accompagnement à plus long terme des femmes vers la sortie de la prostitution. Si les prestations d'aide sociale doivent être augmentées, un revenu minimum garanti représente une solution plus durable. De la même façon, des services d'hébergement temporaire ne sont pas suffisants pour protéger les femmes de la violence des proxénètes et des clients-prostitueurs. Des refuges sécuritaires de longue durée permettraient en plus aux femmes de guérir des conséquences de la prostitution sur leur vie. Les récits des femmes soulèvent par ailleurs l'immense besoin de bénéficier de services d'aide psychologique qui prennent en compte la violence vécue. Enfin, les services d'employabilité doivent être adaptés aux réalités des femmes selon les différents stades du processus de sortie de la prostitution.

• Intervenir avant, pendant et après la période de la prostitution

La sortie de la prostitution représente plus que le simple fait de quitter l'industrie du sexe. Il faut prendre en compte la période de l'après-prostitution, qui peut être très longue, lors de laquelle les femmes sont confrontées à la difficulté de sortir la prostitution de soi et de vivre avec ses conséquences. Par ailleurs, tel que mentionné précédemment, il importe d'agir en amont afin de prévenir l'entrée des femmes dans la prostitution.

- Établir d'un lien de confiance empreint d'ouverture, de respect, de considération, de bienveillance et d'empathie pour les femmes.
- Adopter une approche d'intervention féministe critique de l'industrie du sexe

L'analyse des résultats attire l'attention sur l'importance d'une prise de position féministe abolitionniste claire pour des interventions d'aide à la sortie de la prostitution qui soient cohérentes. Une analyse féministe qui s'appuie sur une compréhension structurelle des oppressions des femmes propose de vouloir plus et mieux pour les femmes et de lutter à leurs côtés pour un changement social. Il s'agit de comprendre la prostitution comme une violence masculine contre les femmes au même titre que les autres formes d'agressions à caractère

sexuel ou la violence conjugale. En ce sens, l'approche d'intervention féministe doit être offerte aux femmes aux prises avec la prostitution, comme elle l'est pour les victimes d'autres formes de violence. La solidarité avec ces femmes engage la validation de leurs expériences et la responsabilisation des exploiteurs.

• Augmenter l'accessibilité des interventions sociales

L'accessibilité des interventions sociales passe par la gratuité des services, la capacité de répondre aux besoins au moment où les femmes en font la demande, la flexibilité des heures d'ouverture, une réceptivité des intervenant.e.s à accueillir des femmes en situation de prostitution et une meilleure collaboration entre les différents services.

Les limites de la recherche

Tel qu'argumenté tout au long de ce mémoire, la perspective abolitionniste féministe propose un modèle de sortie de la prostitution qui est cohérent avec la compréhension qu'elle propose de la prostitution, ses causes et ses conséquences. Or, ce cadre théorique offre une analyse de la prostitution plus fondamentale qu'appliquée. Autrement dit, les écrits scientifiques adoptant une perspective abolitionniste se concentrent généralement plus sur le problème de la prostitution que sur sa solution. En effet, les tentant.e.s de cette perspective présentent un argumentaire théorique qui permet la compréhension des causes structurelles de la prostitution, leurs articulations aux inégalités sociales et les conséquences de la prostitution sur les femmes et les rapports sociaux de sexe. Toutefois, les propositions théoriques des interventions d'aide à la sortie sont limitées en regard du peu de recherches empiriques sur la question. De plus, le débat actuel sur la prostitution oriente les pistes de solutions davantage sur le plan légal et, par conséquent, la perspective abolitionniste a élaboré des mesures en ce sens. Bien que des recommandations sur les interventions d'ordre psychosociales sont proposées par les abolitionnistes, elles gagneraient à être développées davantage. En ce sens, plus de recherches adoptant une perspective abolitionniste féministe sur les interventions sociales facilitant la sortie de la prostitution et celles y faisant obstacle sont nécessaires. À la lumière des résultats de ce mémoire, il serait intéressant de mieux comprendre les effets des

interventions facilitant la sortie de la prostitution, et ce, à chaque stade du processus dans lequel les femmes sont engagées avant, pendant et après la sortie de la prostitution.

RÉFÉRENCES

- Alpe, Y., Beitone, A., Dollo, C., Lambert, J.-R. et Parayre, S. (2010). *Lexique de sociologie*. Paris, Éditions Dalloz.
- Audet, E. (2005). *Trois positions dans le débat sur la décriminalisation de la prostitution*. En ligne http://www.sisyphe.org/article.php3?id_article=%201736. Consulté le 22 mars 2011.
- Ayerbe, C., Dupré la Tour, M., Henry, P. et Vey, B. (2011). *Prostitution : guide pour un accompagnement social*. Toulouse, Éditions Érès.
- Baker, L. M., Dalla, R. L. et Williamson, C. (2010). Exiting Prostitution: An Integrated Model. *Violence Against Women*, 16(5): 579-600.
- Baril, A. (2005). L'exemple concret de la prostitution. Dans A. Baril. *Judith Butler et le féminisme postmoderne : analyse théorique et conceptuelle d'un courant controversé* (pp. 116-161). Mémoire de maitrise. Sherbrooke, Département de philosophie, Université de Sherbrooke.
- Barreyre, J.-Y. et Bouquet, B. (2006). *Nouveau dictionnaire critique d'action sociale*. Paris, Éditions Bayard.
- Barry, K. (1982). L'esclavage sexuel de la femme. New Jersey, Prentice-Hall inc.
- Bassuk, E. L., Weinreb, L. F., Buckner, J. C., Browne, A., Salomon, A. et Bassuk, S. S. (1996). Providing Support and Assistance for Low-Income or Homeless Women Reply. *Journal of the American Medical Association*, 276(23): 1875.

- Bellégo, O., Caire, G., Jamot-Robert, C. et Lakehal, M. (2005). *Dictionnaire des questions sociales : l'outil indispensable pour comprendre les enjeux sociaux*. Paris, Éditions L'Harmattan.
- Belser, P. (2005). Forced Labour and Human Trafficking: Estimating the Profits.

 Organisation internationale du travail. En ligne

 http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_norm/@declaration/documents/publicati
 on/wcms 081971.pdf. Consulté le 29 août 2013.
- Benoit, C. et Millar, A. (2001). Dispelling Myths and Understanding Realities: Working Conditions, Health Status, and Exiting Experiences of Sex Workers. Département de sociologie, Université de Victoria.
- Bertrand, K. et Nadeau, L. (2006). Trajectoires de femmes toxicomanes en traitement ayant un vécu de prostitution : étude exploratoire. *Drogues, santé et société, 5*(2) : 79-109.
- Bindel, J. (2006). *No escape? An investigation into London's Service Provision for Women Involved in the Commercial Sex Industry*. Londres, POPPY Project, Eaves. En ligne http://www.eaves4women.org.uk/Documents/Recent_Reports/poppysurveyfinal.pdf. Consulté le 15 septembre 2011.
- Blais, M. et Martineau, S. (2006). L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes. *Recherches qualitatives*, 26(2) : 1-18.
- Brisson, P. (1997). L'approche de réduction des méfaits : sources, situation, pratiques. Québec, Comité permanent de lutte à la toxicomanie, Ministère de la santé et des services sociaux, Gouvernement du Québec.
- Bruckert, C. et Parent, C. (2010). Le travail du sexe comme métier. Dans C. Parent, C. Bruckert, P. Corriveau, M. Nengeh Mensah et L. Toupin. *Mais oui c'est un travail!* (pp.

- 55-78). Québec, Les Presses de l'Université du Québec.
- Bureau international du travail (2005). *Une alliance mondiale contre le travail forcé*. Rapport global en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail. Genève, Conférence internationale du travail.
- Cadotte-Dionne, M. et Cassan, C. (2013). L'accessibilité des services : des pratiques qui ont fait leur preuve. Montréal, Réseau québécois pour la santé des femmes.
- Campbell, R. et Wasco, S. M. (2000). Feminist Approaches to Social Science: Epistemological and Methodological Tenets. *American Journal of Community Psychology*, 28(6): 773-791.
- Carter, V. (2004). Providing Services to African American Prostituted Women. *Journal of Trauma Practice*, 2(3): 213-222.
- Chaleil, M. (1981). Le prohibitionnisme et le réglementarisme. Dans M. Chaleil. *Le Corps prostitué* (pp. 419-436). Paris, Éditions Galilée.
- Charron, S. (2010). *Dire les maux. Lexique d'une lutte contre l'exploitation sexuelle*. Montréal, Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle.
- Claude, M. (2009). Le tourisme de prostitution, une industrie mondialisée florissante. Dans M. Claude, N. LaViolette et R. Poulin. *Prostitution et traite des êtres humains. Enjeux nationaux et internationaux* (pp 243-261). Ottawa, Éditions L'Interligne.
- Coalition des femmes pour l'abolition de la prostitution (2011). L'atteinte à la sécurité des femmes, au cœur de la prostitution La solution : décriminaliser les femmes, criminaliser la demande. En ligne http://sisyphe.org/article.php3?id_article=3918. Consulté le 3 septembre 2013.

- Comité spécial d'étude de la pornographie et de la prostitution (1985). *La pornographie et la prostitution au Canada*. Ottawa, Gouvernement du Canada.
- Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (2011). Pour l'égalité de fait pour toutes : une politique de lutte contre l'exploitation sexuelle de l'image et du corps des femmes et des filles. Mémoire présenté à la Commission des relations avec les citoyens. Montréal, Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle.
- Conseil du statut de la femme (2012). *La prostitution : Il est temps d'agir*. Québec, Gouvernement du Québec. En ligne http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/fichierspublications/fichier-29-1655.pdf. Consulté le 8 août 2012.
- Conseil du statut de la femme (2002). *La prostitution : Profession ou exploitation? Une réflexion à poursuivre*. Québec, Gouvernement du Québec. En ligne http://www.csf.gouv.qc.ca/modules/fichierspublications/fichier-32-225.pdf. Consulté le 18 septembre 2011.
- Conseil jeunesse de Montréal (2005). *La rue mise à nue : prostitution et gangs de rue.*Montréal, Ville de Montréal.
- Conseil permanent de la jeunesse (2004). *Vu de la rue. Les jeunes adultes prostitué(e)s*. Québec, Conseil permanent de la jeunesse.
- Cool, J. (2004). *Prostitution in Canada : An Overview*. Ottawa, Parliamentary Information and Research service.
- Corbeil, C. et Damant, D. (2009). Les femmes et le service social. La place de l'intervention féministe illustrée par le parcours d'une femme engagée. *Intervention*, 131 : 65-78.

- Corbeil, C. et Marchand, I. (2010). L'intervention féministe : un modèle et des pratiques au cœur du mouvement des femmes québécois. Dans C. Corbeil et I. Marchand. L'intervention féministe d'hier à aujourd'hui. Portrait d'une pratique diversifiée (pp. 23-56). Montréal, Éditions du remue-ménage.
- Corriveau, P. (2010). Réguler le travail du sexe. Entre la victimisation et la liberté de choisir. Dans C. Parent, C. Bruckert, P. Corriveau, M. Nengeh Mensah et L. Toupin. *Mais oui c'est un travail!* (pp. 29-54). Québec, Les Presses de l'Université du Québec.
- Cusick, L., Brooks-Gordon, B., Campbell, R. et Edgar, F. (2011). 'Exiting' Drug Use and Sex Work: Career Paths, Interventions and Government Strategy Targets. *Drugs: Education, Prevention and Policy, 18*(2): 145-156.
- Dalla, R. L. (2006). "You Can't Hustle all Your Life": An Exploratory Investigation of the Exit Process Among Street-level Prostituted Women. *Psychology of Women Quarterly*, 30: 276-290.
- Dallaire, M. (2002). Cadres de collaboration des approches participatives en recherche : recension d'écrits. Chaire Approches communautaires et Inégalités de santé. Montréal, Université de Montréal.
- Danet, J. 2007. La prostitution et l'objet du contrat : un échange tabou? *Cahiers de recherche sociologique*, 43 (janvier).
- De Jonckheere, C. (2010). 83 mots pour penser l'intervention en travail social. Genève, Éditions IES.
- Donabedian, A. (1973). Aspects of Medical Care Administration: Specifying Requirements for Health Care. Cambridge, Harvard University Press.

- Dorais, M. (2009). Des jeunes filles sous influence : quelques enseignements tirés d'une recherche. Dans M. Claude, N. LaViolette et R. Poulin. *Prostitution et traite des êtres humains. Enjeux nationaux et internationaux* (pp. 213-218). Ottawa, Éditions L'Interligne.
- Dufour, R. (2005). *Je vous salue... Le point zéro de la prostitution*. Sainte-Foy, Éditions MultiMondes.
- Dworkin, A. (2007). Pouvoir et violence sexiste. Montréal, Éditions Sisyphe.
- Farley, M. (2004). "Bad for the Body, Bad for the Heart": Prostitution Harms Women Even if Legalized or Decriminalized. *Violence Against Women, 10*: 1087-1125.
- Farley, M., Baral, I., Kiremire, M. et Sezgin, U. (1998). Prostitution in Five Countries: Violence and Post-Traumatic Stress Disorder (South Africa, Thailand, Turkey, USA, Zambia). *Feminism and psychology*, 8(4): 405-426.
- Farley, M. et Barkan, H. (1998). Prostitution, Violence, and Posttraumatic Stress Disorder. *Women and Health*, 27(3): 37-49.
- Farley, M., Lynne, J. et Cotton, A. J. (2005). Prostitution in Vancouver: Violence and the Colonization of First Nations Women. *Transcultural psychiatry*, 42(2): 242-271.
- Fortin-Pellerin, L. et Vinet-Bonin, A. (2013). En quête de sortie : Pour une recherche abolitionniste et féministe sur la sortie de la prostitution. *Labrys*, *24*(juillet-décembre). En ligne http://www.tanianavarroswain.com.br/labrys/labrys24/prostituion/laurence.htm. Consulté le 15 octobre 2013.
- Frenk, J. (1992). The Concept and Measurement of Accessibility. Dans K. L. White, J. Frenk,C. Ordonez, J. M. Paganini et B. Starfield. *Health Services Research: An Anthology* (pp. 842–855). Washington, Pan American Health Organization.

- Garant, L. et Bolduc, M. (1990). *L'aide par les proches : mythes et réalités*. Québec, Gouvernement du Québec.
- Geadah, Y. (2003). La prostitution, un métier comme un autre? Montréal, Éditions VLB.
- Gélineau, L. (2001). Fondements pour une théorie ancrée de la conscientisation dans le cadre la recherche-action participative et de l'éducation dans une perspective mondiale. Thèse de doctorat. Montréal, Sciences humaines et appliquées, Université de Montréal.
- Gendron, S. et Hankins, C. (1995). *Prostitution et VIH au Québec : bilan de connaissances*. Montréal, Direction de la santé publique de Montréal-Centre et Centre de coordination sur le sida.
- Guba, E. G. (1990). Introduction. The Paradigm Dialog. California, Sage.
- Hardman, K. (1997). A Social Work Group for Prostituted Women with Children. *Social Work With Groups*, 20(1): 19-31.
- Hesse-Biber, S. N. et Yaiser, M. L. (2004). *Feminist Perspectives on Social Research*. New York, Oxford University Press.
- Hester, M. et Westmarland, N. (2004). *Tackling Street Prostitution: Toward an Holistic Approach*. Londres, Home Office Research Study.
- Hoch, C. et Hemmens, G. C. (1987). Linking Informal and Formal Help: Conflict Along the Continuum of Care. *Social Service Review*, *61*(3): 432-446.
- Hotaling, N., Burris, A., Johnson, B. J., Bird, Y. M. et Melbye, K. A. (2004). Been There Done That: SAGE, a Peer Leadership Model Among Prostitution Survivors. *Journal of Trauma Practice*, 2(3): 255-265.

- Jean, R. (2012a). *Breaking Free*. Analyse de programmes abolitionnistes. Montréal, Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle. En ligne http://www.lacles.org/breaking-free. Non daté, consulté le 11 avril 2012.
- Jean, R. (2012b). *Girls Educational and Mentoring Services (GEMS)*. Analyse de programmes abolitionnistes. Montréal, Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle. En ligne http://www.lacles.org/girls-educational-and-mentoring-services-gems. Non daté, consulté le 11 avril 2012.
- Jean, R. (2012c). *Prostitution Awareness and Action Foundation of Edmonton (PAAFE)*. Analyse de programmes abolitionnistes. Montréal, Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle. En ligne http://www.lacles.org/prostitution-awareness-and-action-foundation-of-edmonton-paafe. Non daté, consulté le 11 avril 2012.
- Jean, R. (2012d). *Standing Against Global Exploitation (SAGE) Project*. Analyse de programmes abolitionnistes. Montréal, Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle. En ligne http://www.lacles.org/standing-against-global-exploitation-project-sage-project. Non daté, consulté le 11 avril 2012.
- Jean, R. (2012e). *Women's Support Project*. Analyse de programmes abolitionnistes. Montréal, Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle. En ligne http://www.lacles.org/womens-support-project. Non daté, consulté en avril 2012.
- Jean, R. (2006). L'opposition à la prostitution dans le contexte d'une société libérale. Éthique publique, 8(1): 137-148.
- Jean, R. (2007). *Prostitution: les limites du consentement*. En ligne http://sisyphe.org/spip.php?article2731. Consulté le 11 avril 2012.
- Jeffreys, S. (2009). The Industrial Vagina. New York, Routledge.

- John Howard Society of Alberta (2001). *Prostitution*. En ligne http://www.johnhoward.ab.ca/pub/prostitu.htm#age. Consulté le 11 janvier 2010.
- Karsz, S. (2004). Pourquoi le travail social? Définition, figures, clinique. Paris, Éditions Dunod.
- Kingsley, C. et Mark, M. (2000). Sacred Lives-Canadian Aboriginal Children and Youth Speak Out About Sexual Exploitation. Toronto, Save the children Canada.
- Kirsch, G. E. (1999). *Ethical Dilemmas in Feminist Research*. New York, State University of New York Press.
- Lang, M.-È. (2011). L' « agentivité sexuelle » des adolescentes et des jeunes femmes : une définition. *Recherches féministes*, 24(2) : 189-209.
- Laperrière, A. (1997). Les critères de scientificité des méthodes qualitatives. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer et A. P. Pires. *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp. 365-388). Montréal, Éditions Gaëtan Morin.
- Law, T. (2011). *Not a Sob Story: Transitioning Out of Sex Work*. Mémoire de maitrise. Women's Studies, Université d'Ottawa.
- Lechopier, N. (2010). Éthique et justice dans les recherches participatives ancrées dans les communautés. Le cas d'une enquête écosystémique en Amazonie. Éthique publique, 12(1): 201-223.
- L'Écuyer, R. (1990). Méthodologies de l'analyse développementale de contenu : Méthode GPS et concept de soi. Sillery, Presses de l'Université du Québec.
- MacKinnon, C. A. (1987). Feminism Unmodified. Discourses on Life and Law. Cambridge, Harvard University Press.

- Manopaiboon, C., Brunnell, R. E., Kilmarx, P.H., Chaikummao, S., Limpakarnjanarat, K., Supawitkul, S., St-Louis, M. E., et Mastro, T. D. (2003). Leaving Sex Work: Barriers, Facilitating Factors and Consequences for Female Sex Workers in Northern Thailand. *AIDS Care*, *15*(1): 39-52.
- Mansson, S. A. et Hedin, U. C. (1999). Breaking the Matthew Effect on Women Leaving Prostitution. *International Journal of Social Welfare*, 8:67-77.
- Markovich, M. (2006). La traite des femmes dans le monde. Dans C. Ockrent. *Le livre noir de la condition des femmes* (pp. 449-490). Mesnil-sur-l'Estrée, Éditions XO.
- Mayer, R. (2002). Évolution des pratiques en service social. Boucherville, Éditions Gaëtan Morin.
- Mayhew, P. et Mossman, E. (2007). *Exiting Prostitution: Models of Best Practice*. Wellington, Ministry of Justice, New Zealand Government.
- McClanahan, S. F., McClelland, G. M., Abram, K. M., et Teplin, L. A. (1999). Pathways into Prostitution Among Female Jail Detainees and their Implications for Mental Health Service. *Psychiatric Services*, *50*(12): 1606-1613.
- McIntyre, S. (2002). Le long parcours. Ottawa, Ministère de la Justice du Canada.
- Mensah, M. N. (2010). L'idée de communauté et de l'action collective. Réflexions à partir du Forum XXX. Dans C. Parent, C. Bruckert, P. Corriveau, M. Nengeh Mensah et L. Toupin. *Mais oui c'est un travail!* (pp. 79-106). Québec, Les Presses de l'Université du Québec.
- Mourani, M. (2009). Gangs de rue Inc. Leurs réseaux au Canada et dans les Amériques. Montréal, Éditions de l'Homme.

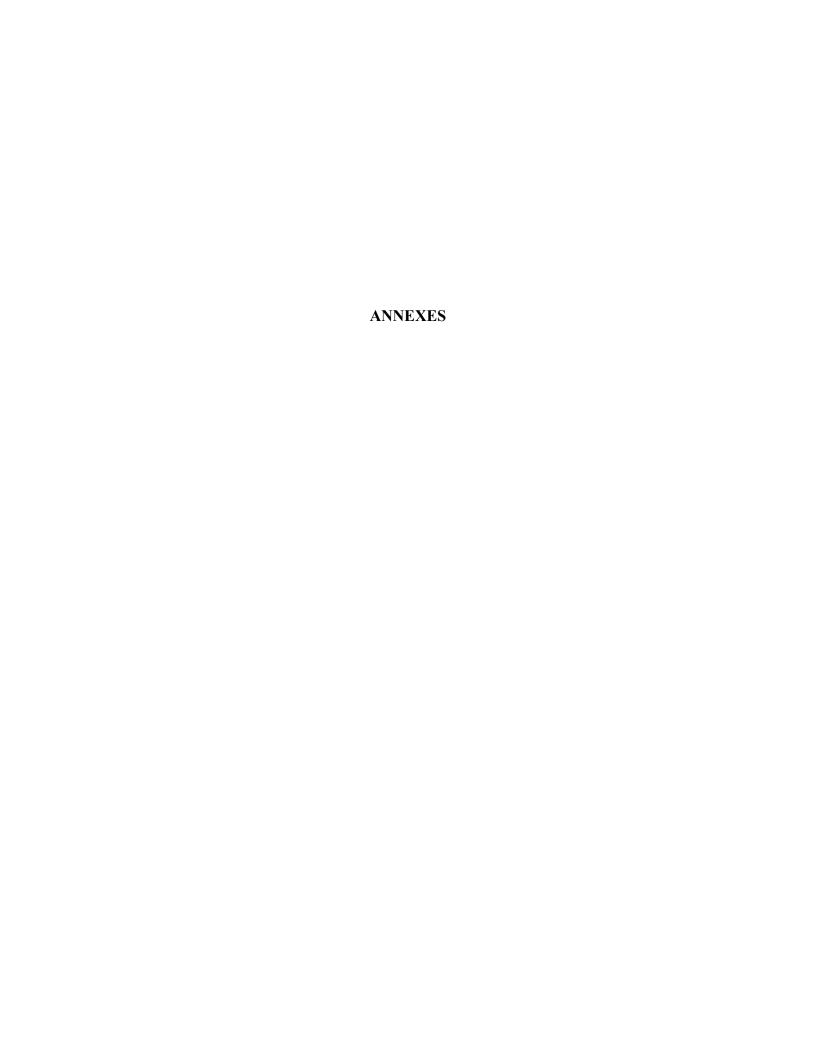
- Mouvement du Nid (2010). Sortir de la prostitution. Dans Mouvement du Nid. *Prostitution, prévention, accompagnement. Comment agir? Guide pratique pour les acteurs sociaux* (pp. 52-90). France, Délégation Hauts-de-Seine.
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (2010). Au féminin... à l'écoute de nos besoins Plan d'action en santé et bien-être des femmes 2010-2013. Québec, Gouvernement du Québec.
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (2008). L'itinérance au Québec. Cadre de référence. Québec, Gouvernement du Québec.
- Ollivier, M. et Tremblay, M. (2000). *Questionnements féministes et méthodologiques de la recherche*. Montréal, Éditions L'Harmattan.
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (2012). *Rapport mondial sur la traite des personnes*. *Résumé analytique*. En ligne http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/Executive Summary French.pdf. Consulté le 29 août 2013.
- Oselin, S. S. (2010). Weighing the Consequences of a Deviant Career: Factors Leading to Exit from Prostitution. *Sociological Perspectives*, *53*(4): 527-549.
- Oxman-Martinez, J., Lacroix, M. et Hanley, J. (2005). Les victimes de la traite des personnes : Points de vue du secteur communautaire canadien. Ottawa, Ministère de la Justice du Canada.
- Paillé, P. et Mucchielli, A. (2012). L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales. Paris, Éditions Armand Colin.
- Parent, C., et Bruckert, C. (2010). Le débat actuel sur le travail du sexe. Dans C. Parent, C. Bruckert, P. Corriveau, M. Nengeh Mensah et L. Toupin. *Mais oui c'est un travail!* (pp. 7-27). Québec, Les Presses de l'Université du Québec.

- Parent, C. et Bruckert, C. (2007). Répondre aux besoins des travailleuses du sexe de rue : un objectif qui passe par la décriminalisation de leurs activités de travail. *Reflets : revue d'intervention sociale et communautaire, 11*(1) : 112-145.
- Pineault, R. et Daveluy, C. (1995). *La planification de la santé, concepts, méthodes, stratégies*. Montréal, Éditions Nouvelles.
- Pires, A. P. (1997). Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer et A. P. Pires. *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp. 113-169). Montréal, Éditions Gaëtan Morin.
- Plummer, L., Potterat, J. J., Muth, S. Q. et Muth, J. B. (1996). Providing Support and Assistance for Low-Income or Homeless Women. *Journal of the American Medical Association*, 276(23): 1874-1875.
- Poulin, R. (2004). La mondialisation des industries du sexe. Ottawa, Éditions L'Interligne.
- Poulin, R. (2008). Prostitution et traite des êtres humains. Controverses et enjeux. *Cahiers de recherche sociologique*, 45(janvier): 135-154.
- Poulin, R. (2009). Prostitution et traite des humains : libéralisme et marchandisation des femmes et des fillettes. Dans M. Claude, N. LaViolette et R. Poulin. *Prostitution et traite des êtres humains. Enjeux nationaux et internationaux* (pp. 27-54). Ottawa, Éditions L'Interligne.
- Poupart, J. (1997). L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer et A. P. Pires. *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp. 173-209). Montréal, Éditions Gaëtan Morin.

- Prud'homme, D. (2010). L'intervention féministe en maison d'hébergement : une vigilance de tous les instants! Dans C. Corbeil et I. Marchand. *L'intervention féministe d'hier à aujourd'hui. Portrait d'une pratique diversifiée* (pp. 131-147). Montréal, Éditions du remue-ménage.
- Rabinovitch, J. (2004). PEERS: The Prostitutes' Empowerment, Education and Resource Society. *Journal of Trauma Practice*, 2(3): 239-253.
- Rabinovitch, J. et Strega, S. (2004). The PEERS Story: Effective Services Sidestep the Controversies. *Violence Against Women, 10*(2): 140-159.
- René, J.-F., Laurin, I. et Dallaire, N. (2009). Faire émerger le savoir d'expérience chez les parents pauvres : forces et limites d'une recherche participative. *Recherches qualitatives*, 28(3) : 40-63.
- Ricci, S., Kurtzman, L. et Roy, M.-A. (2012). *La traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle : entre le déni et l'invisibilité*. Montréal, Collection Agora, no 4, Cahiers de l'Institut de recherches et d'études féministes, Université du Québec à Montréal.
- Robitaille, C. et Tessier, D. (2010). Trente ans après... Les défis de l'intervention féministe dans les CALACS. Dans C. Corbeil et I. Marchand. *L'intervention féministe d'hier à aujourd'hui. Portrait d'une pratique diversifiée* (pp. 149-169). Montréal, Éditions du remue-ménage.
- Roe-Sepowitz, D. E., Hickle, K. E. et Cimino, A. (2012). The Impact of Abuse History and Trauma Symptoms on Successful Completion of a Prostitution-Exiting Program. *Journal of Human Behavior in the Social Environment, 22*(1): 65-77.
- Sanders, T. (2007). Becoming an Ex-Sex Worker: Making Transitions Out of a Deviant Career. *Feminist Criminology* 2(1): 74-95.

- Secrétariat à la condition féminine (2011). Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait. Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015. Québec, Culture, Communications et Condition féminine, Gouvernement du Québec.
- Service de police de la ville de Montréal (2010). L'exploitation sexuelle et la traite des personnes. Dans M. Côté. *Lecture de l'Environnement du Service de police de la Ville de Montréal* (pp. 139-147). Montréal, Service de police de la Ville de Montréal.
- Shaver, F. M., Lewis, J. et Maticka-Tyndale, E. (2011). Rising to the Challenge: Addressing the Concerns of People Working in the Sex Industry. *Revue canadienne de sociologie*, 48(1): 47-65.
- Swigonski, M. E. (1993). Feminist Standpoint Theory and the Questions of Social Work Research. *Affilia*, 8(2): 171-183.
- Swigonski, M. E. (1994). The Logic of Feminist Standpoint Theory for Social Work Research. *Social Work, 39*(4): 387-393.
- Toupin, L. (2006). Analyser autrement la "prostitution" et la "traite des femmes". *Recherches féministes*, 19(1): 153-176.
- Trinquart, J. (2002a). *Conséquences psychiques et physiques de la prostitution*. Paris, Attac France. En ligne http://www.france.attac.org/spip.php?article1232. Consulté le 2 octobre 2011.
- Trinquart, J. (2002b). La décorporalisation dans la pratique prostitutionnelle : un obstacle majeur à l'accès aux soins. Thèse de doctorat d'État de médecine générale. Paris, CHU de Bicêtre.

- Turner, F. (2005). *Encyclopedia of Canadian Social Work*. Waterloo, Presses de l'Université Wilfrid Laurier.
- UK Network of Sex Work Projects (2008). *Good Practice Guidance. Working with Sex Workers: Exiting.* Manchester, UK Network of Sex Work Projects.
- Van Nieuwenhuyse, H. (2004). Le trafic sexuel des femmes au Québec et au Canada. Bilan des écrits. Montréal, Alliance de recherche IREF/ Relais-femmes.
- Weiner, A. (1996). Understanding the Social Needs of Streetwalking Prostitutes. *Social Work,* 41(1): 97-105.
- Williamson, C. (2000). Entrance, Maintenance, and Exit: The Socio-Economic Influences and Cumulative Burdens of Female Street Prostitution. *Dissertation Abstracts International*, 61(2).
- Women's Support Project (2002). For Organisations Working with Women in Prostitution. A Good Practice Guide. Glasgow, Women's Support Project.
- Yahne, C. E., Miller, W. R., Irvin-Vitela, L., et Tonigan, S. (2002). Magdalena Pilot Project: Motivational Outreach to Substance Abusing Women Street Sex Workers. *Journal of Substance Abuse Treatment*, 23(1): 49-53.



ANNEXE 1: ANNONCE DE RECRUTEMENT DES PARTICIPANTES

Sortir de la prostitution :

La parole des femmes sur les difficultés pour avoir de l'aide

Invitation à participer à une recherche

Bonjour,

Je suis une étudiante à la maitrise en travail social et je fais une recherche sur la sortie de la prostitution. Je m'intéresse plus particulièrement aux **difficultés pour avoir de l'aide pour sortir de la prostitution.** Le but de la recherche est de contribuer au développement de ressources d'aide pour les femmes qui souhaitent sortir de la prostitution.

J'aimerais rencontrer des **femmes âgées de 18 et plus**, qui sont sorties de la prostitution ou qui tentent d'en sortir et qui souhaitent parler de leur expérience.

La participation à la recherche implique **une rencontre** d'environ deux heures.

La confidentialité est assurée.

Pour participer à la recherche ou pour plus d'informations, voici mes coordonnées :

(XXX) XXX-XXXX (j'accepte les appels à frais virés)

X@umontreal.ca

Merci,

Ariane Vinet-Bonin

ANNEXE 2 : FEUILLE D'INFORMATIONS À L'INTENTION DES PARTICIPANTES

FEUILLE D'INFORMATIONS À L'INTENTION DES PARTICIPANTES

Titre de la recherche : Sortir de la prostitution : les obstacles sur le plan des ressources d'aide aux femmes

Chercheure principale : Ariane Vinet-Bonin, étudiante, maîtrise en service social, Université de Montréal

Directrice de recherche : Marie Lacroix, Professeure agrégée, École de service social, Université de Montréal

A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTES Objectifs de la recherche

Plusieurs écrits scientifiques ont documenté le désir de femmes aux prises avec la prostitution d'en sortir. Pourtant, on compte très peu de ressources d'aide spécifiques destinées à ces femmes. Par ailleurs, peu d'études se sont intéressées au point de vue des femmes, qui tentent ou ont tenté de sortir de la prostitution, sur les ressources d'aide qui leur sont offertes, notamment au Québec.

L'objectif de ce projet de recherche est de mieux comprendre l'expérience de femmes du Québec quant aux obstacles auxquels elles sont confrontées pour avoir de l'aide pour sortir de la prostitution. Ce projet vise à donner la parole à des femmes en processus de sortie de la prostitution. Je m'engage également à porter la voix des participantes lors de la diffusion des résultats de la recherche auprès de différents milieux (intervention, recherche, médias). Plus largement, ce projet a pour but de soutenir la mise sur pied d'interventions visant à aider les femmes qui le souhaitent à sortir de la prostitution.

Participation volontaire à la recherche

Votre participation à cette recherche consiste à m'accorder un entretien d'environ deux heures. J'aimerais que vous me parliez des difficultés auxquelles vous avez pu faire face pour pouvoir bénéficier de ressources d'aide pour sortir de la prostitution. Si vous acceptez, l'entretien sera enregistré sur bande audio et je prendrai des notes manuscrites durant la rencontre. Au besoin, et avec votre accord, je pourrais vous contacter à nouveau pour clarifier certains points après l'entretien. De plus, si vous êtes intéressée, vous serez invitées à participer à un entretien de groupe qui permettra de valider les informations des entretiens individuels.

Vous pouvez vous retirer en tout temps de la recherche et/ou de refuser de répondre à certaines questions sans conséquence négative, et ce, sans devoir justifier votre décision. Si vous décidez de vous retirer de la recherche, vous pouvez communiquer avec moi, au numéro de téléphone indiqué à la dernière page de ce document. Les renseignements qui auront été recueillis au moment de votre retrait seront détruits.

Avantages et inconvénients

Votre participation à la recherche vous permettra de contribuer à l'avancement des connaissances sur les pratiques d'intervention sociale auprès des femmes en processus de

sortie de la prostitution. Par contre, il est possible que le fait de parler de votre expérience de la sortie de la prostitution vous amène à éprouver des souvenirs et des émotions difficiles. Si cela se produit, n'hésitez pas à m'en parler. Je ferai tout en mon possible pour minimiser ces risques. À tout moment, il vous sera possible de refuser de répondre à une question, de prendre une pause ou de mettre fin à l'entretien. Si vous le souhaitez, je pourrai vous référer à une ressource d'aide, selon vos besoins.

Confidentialité et anonymat

L'information que vous me partagerez demeurera strictement confidentielle. Le contenu sera utilisé aux fins de la présente recherche. Il se peut également qu'il soit utilisé, dans le cadre de recherches futures portant sur un sujet connexe. Les renseignements seront conservés dans un endroit sous clé et dans un ordinateur où un mot de passe sera nécessaire pour accéder à l'ensemble des dossiers et documents contenant les données. Je serai la seule personne à avoir accès aux données de l'entretien (enregistrement, transcription et questionnaire).

Aucune information permettant de vous identifier d'une façon ou d'une autre ne sera publiée. Des mesures concrètes seront prises en ce sens :

- 1) Votre identité sera protégée, car je ne vous demande pas votre nom pour pouvoir participer à l'étude. Un nom fictif sera associé à l'enregistrement et la transcription de votre entretien. Dans le cas où vous m'auriez donné votre nom et vos coordonnées pour que je puisse vous contacter, ces informations ne seront pas divulguées. Dans ce cas uniquement, je serai la seule personne à avoir en ma possession la liste des participantes et les noms fictifs qui leur auront été attribués.
- 2) Tous les noms de personnes, d'organisations ou de lieux que vous pourriez mentionner durant l'entretien seront remplacés par des pseudonymes (faux noms) ou seront retirés de la transcription. Tous les détails de votre vie susceptibles de vous identifier seront également retirés de la transcription ou remplacés par une information plus générale. Vous pourrez aussi me demander de garder secrète toute autre information supplémentaire que vous jugerez pertinente. Les renseignements personnels et les données seront détruits sept ans après la fin du projet.

B) SIGNATURE ET COORDONNÉES DE LA CHERCHEURE

Un exemplaire de la feuille d'information signée doit être remis aux participantes

ANNEXE 3 : GUIDE D'ENTRETIEN INDIVIDUEL

GUIDE D'ENTRETIEN INDIVIDUEL

Mot d'introduction aux participantes :

Comme tu le sais peut-être, je m'intéresse à question de la prostitution depuis plusieurs années. J'ai rencontré, sur le terrain, plusieurs femmes qui ont un vécu, actuel ou passé, de prostitution. Ces femmes m'ont toutes parlé des difficultés de sortir de la prostitution, de sortir la prostitution de soi et de vivre avec ses conséquences, même après en être sorties. Pour beaucoup de femmes, le rapport aux ressources d'aide est aussi difficile. C'est ce rapport aux ressources d'aide que j'aimerais mieux comprendre avec ma recherche et comment il peut être difficile. Il n'y a pas beaucoup de ressources pour aider les femmes à sortir de la prostitution et il n'y a pas beaucoup de recherches sur le sujet non plus. C'est pour ça que ça m'intéresse d'en parler avec toi aujourd'hui pour connaître ton expérience et savoir ce que tu en penses.

1) Si je te dis « aide » et « sortie de la prostitution », à quoi ça te fait penser spontanément?

Les prochaines questions portent sur ton expérience des ressources d'aide en lien avec ton cheminement vers la sortie de la prostitution. Tout au long de l'entrevue, je vais me référer au processus de sortie de la prostitution et à ses étapes, selon la compréhension que j'en ai. Il se peut que ma compréhension ne soit pas la bonne ou qu'elle ne s'applique pas à toi. Si c'est le cas, j'aimerais que tu me le dises, toujours dans le but de mieux comprendre ton expérience.

2) Peux-tu me parler de ce qui t'a amenée à vouloir sortir de la prostitution?

- **2.1)** Comment as-tu décidé d'en sortir? Est-ce qu'il y a des évènements qui ont provoqué ta décision?
- **2.2)** *Qu'est-ce qui se passait dans ta vie à ce moment-là? Où habitais-tu? Comment vivais-tu?*
- 2.3) As-tu eu de l'aide?
- **2.3.1)** Est-ce que tu as (avais) des personnes vers qui te tourner/ sur lesquelles tu peux (pouvais) compter : amies, membres de la famille, intervenantes, bénévoles, organismes, etc.?
 - **2.3.2)** Comment as-tu connu ces ressources d'aide?
- **i.** Est-ce que tu connaissais ces ressources avant de penser à sortir de la prostitution? Si oui, est-ce que tu t'étais adressée à ces ressources avant de décider de sortir de la prostitution?

- **2.3.3)** (Si a eu de l'aide) :
- *i.* Qu'est-ce que tu vas (allais) chercher avec cette aide : soutien émotionnel, soins de santé, aide au logement, aide pour retourner à l'école ou au travail, etc.?
 - ii. Comment ça s'est passé avec ces ressources d'aide?
- iii. Est-ce que tu as eu des problèmes, des manques avec ces ressources? Peux-tu m'en parler?
 - 2.3.4) (Si n'a pas décidé de se tourner vers des ressources d'aide) :
 - i. Pourquoi n'as-tu pas décidé d'aller chercher de l'aide?
 - ii. Est-ce qu'il y a des choses qui t'empêchaient d'aller chercher de l'aide?
- iii. Qu'est-ce qui aurait pu faire en sorte que tu décides de te tourner vers les ressources d'aide?
- *iv.* Avec le recul, est-ce que tu penses que c'était une bonne ou une mauvaise décision de ne pas aller chercher de l'aide?
 - **2.3.5)** Y a-t-il autre chose dont tu aimerais me parler?
- 3) Comment ça s'est passé ensuite? Où en es-tu?
- **3.1)** *As-tu (eu) de l'aide?*

(Répéter les mêmes questions qu'en 2, de 2.3.1 à 2.3.5)

- 4) La plupart des femmes sont obligées de retourner plusieurs fois dans la prostitution après avoir décidé d'en sortir? Est-ce que c'est ton cas? Comme ça se passe (ça s'est passé) pour toi?
- **4.1)** As-tu (eu) de l'aide?

(Répéter les mêmes questions qu'en 2, de 2.3.1 à 2.3.5)

- 5) À ton avis, qu'est-ce qui pourrait être fait pour améliorer l'aide aux femmes qui souhaitent sortir de la prostitution?
- 6) Où en es-tu rendue maintenant? Comment te sens-tu par rapport à ta vie actuelle? Comment entrevois-tu ton futur?

Remerciements.

ANNEXE 4 : FICHE D'INFORMATIONS SOCIODÉMOGRAPHIQUES

FICHE	D INFORMATIONS SOCIODEMOGRAFHIQUES
Âge :	
Processus vers la sorti	ie de la prostitution
	■ Est encore aux prises avec la prostitution • Âge d'entrée dans la prostitution : ■ Est sortie de la prostitution • Depuis combien de temps :
	• Âge d'entrée dans la prostitution :
Secteurs de l'industrie	e du sexe
	Prostitution de rue Bars de danse nue Salons de massages/spa/sauna Agences d'escorte Escorte indépendante Prostitution sur la route (réseau de camionneurs) Restaurant de serveuses « sexy » Pornographie (films ou photos érotiques) Prostitution sur le web Autre:
Type de prostitution	☐ Occasionnelle ☐ Régulière Spécifiez (si pertinent) :
Lieux de prostitution	☐ Montréal ☐ Extérieur de Montréal :
Proxénétisme	 ☐ Membre d'un gang criminalisé ☐ Conjoint ☐ Amant ☐ Colloque ☐ Membre de la famille (autre que le conjoint) ☐ « Employeur » ☐ Autre(s) : ☐ Aucun
Lieu de naissance :	
Lieu de naissance des	parents:
Langue maternelle :	

Niveau de scolarité : _	
Occupation	 Étudiante ☐ Travailleuse ☐ Chômeuse ☐ Bénéficiaire de l'aide sociale ☐ Sans emploi ☐ Autre :
Source de revenus	☐ Travail☐ Chômage☐ Aide sociale☐ Prêts et bourses☐ Autre :
Revenu annuel	 Moins de 5000,00 \$ 5000,00 \$ à 10 000\$ 10 000\$ à 20 000\$ 20 000\$ à 30 000\$ 30 000\$ à 40 000\$ 40 000\$ à 50 000\$ 50 000\$ à 100 000\$ Plus de 100 000\$
Situation familiale	☐ Célibataire ☐ En couple
Occupation du/ de la	conjoint.e :
Nombre d'enfants : _	
Personnes à charge :	
Lieu d'habitation :	
Nombre de personnes	en cohabitation :
Qui sont-elles?	Conjoint.e Enfants Colocataire Autre:
Occupation des paren	
Autre Y a-t-il autre chose que	e tu aimerais me dire en lien avec les questions posées précédemment?

ANNEXE 5:

LISTE DE RESSOURCES D'AIDE À L'INTENTION DES PARTICIPANTES

Liste de ressources d'aide gratuites à Montréal

Nom	Services	Attente	Horaire	Confidentialité	Personnes visées
Concertation des luttes contre l'exploitation	Écoute téléphonique	Aucun temps d'attente habituellement	10h à 17h Lundi au vendredi	Adresse confidentielle	Femmes Filles
sexuelle (CLES) &*	Aide d'urgence	Aucun temps d'attente	24h/24 et 7j/7 par téléphone	Aucune tenue de dossier	
#83556 Succursale Garnier Montréal (Québec) H2J 4E9 514-750-4535 (heures d'ouverture)	Accompagneme nt Suivi individuel Ostéopathie	Temps d'attente d'au maximum quelques jours pour un premier rendez-vous	Selon disponibilités des femmes accompagnées Sur rendez-vous De préférence durant les heures d'ouverture Possibilité le soir Sur rendez-vous	Possibilité de donner un faux nom	
514-601-4536 (soirs et fins de semaine) www.lacles.org À proximité du métro Jean-Talon	Rencontres de groupe	Aucun temps d'attente habituellement	Jeudi après-midi Toutes les deux semaines		
Mouvement contre le viol et l'inceste (MCVI)	Écoute téléphonique	Aucun temps d'attente habituellement	9h30 à 16h30 Lundi au vendredi	Adresse confidentielle	Femmes Filles 14 ans et +
&* CP 50009, Comptoir Jarry, Montréal (Québec) H2P 0A1 514-278-9383	Aide et orientation dans les démarches juridiques	Temps d'attente d'environ 1 mois et demi Temps d'attente ne dépassant pas 2 semaines	. r	Possibilité de donner un faux nom	
www.contreleviol. wordpress.com Transport en	Rencontres de groupes de discussion	Aucun temps d'attente habituellement	1 ou 2 fois par mois (soirs ou après-midi)		
commun 10 minutes de marche du métro Jarry	Suivi de groupe 15 rencontres Chaque semaine	Temps d'attente court ou de quelques mois selon moment de la demande	Principalement durant les heures d'ouverture Possibilité d'adapter les horaires selon les besoins		

Liste de ressources d'aide gratuites à Montréal - Suite

Nom	Services	Attente	Horaire	Confidentia	alité	Personnes visées
Trêves pour elles C.P. 56574 Comptoir postal Ontario Montréal (Québec)	Accompagne ment judiciaire Référence	Moins d'un mois 1 et 3 semaines	9h à 17h Lundi au jeudi	Adresse confidentielle Possibilité d'utiliser un faux nom		Femmes Filles de 14 ans et +
H1W 3Z3		de délais				
514-251-0323 www.trevepourelles.org À 10 minutes de marche du métro Joliette	Suivi de groupe 15 rencontres Chaque semaine	1 et 3 semaines de délais avant la rencontre individuelle pour vérifier si le suivi de groupe convient à la femme. Liste d'attente d'environ 6 mois pour commencer le	Heures d'ouverture ou soirs			
	Rencontres de groupe sur thème particulier	suivi de groupe. Aucun temps d'attente	Ateliers thématiques Heures d'ouverture ou soir			
CALACS de l'Ouest de	Écoute	Aucun temps	9h à 17h	Aucune info	rmation à	Femmes
l'île & * C.S.P. 46547 C.O.P. boul. St-Jean R.P.O. Pierrefonds (Québec) H9H 5G9 514-620-4333 www.calacsdelouest.ca Proximité arrêt d'autobus	téléphonique Information sur les droits des victimes Référence Rencontres d'urgence Accompagne ment sociojudiciaire Suivi individuel Suivi de groupe	d'attente Attente de 3 mois à un an	Lundi au vendredi	donner Prénom et numéro de téléphone à donner	Adresse confidenti elle	Filles 14 ans +

Notes sur les ressources d'aide gratuites à Montréal :

& Services aussi offerts en français et dans une autre langue

À la CLES, ils sont disponibles en anglais, en espagnol, en créole, en serbe, en croate et en bosniaque.

Le CALACS de l'Ouest de l'île offre aussi ses services en anglais.

Le MCVI offre ses services individuels en français, en anglais et en espagnol. Les services de groupes sont principalement offerts en français, mais ils peuvent être offerts dans les deux autres langues s'il y a suffisamment de femmes qui en font la demande.

* Lieu des services accessible aux personnes en chaise roulante

Les intervenantes du MCVI peuvent se déplacer dans un lieu accessible pour rencontrer des femmes se déplaçant en chaise roulante.

Liste de ressources d'aide gratuites à Québec

Nom	Services	Attente	Horaire		Confidentialité		Personnes visées
Maison de Marthe CP 55004 75, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9A4 418-523-1798 (bureau) 418-929-2609 (cellulaire) www.maisondem arthe.com Réseau de transport de la Capitale- Nationale (RTC) Autobus 1	Écoute téléphonique Dépannage alimentaire et vestimentaire Visite au Centre de détention de Québec Accompagneme nt judiciaire Référence médicale Histoire de vie (Entrevue d'une journée pour faire le récit de sa vie et se situer dans ses relations familiales) Thérapie de la sexualité Groupe d'entraide Groupe de marinage (groupe d'aide et de soutien)	Aucun temps d'attente	8h30 à 16h30 Lundi au vendredi Cellulaire pour urgence jusqu'à 21h et certaines fins de semaine		Faux noms utilisés pour l'histoire de vie Absence de tenue de dossier (sauf exception)		Femmes
CALACS À- Tire-d'Aile *& Case postale 13 Succursale Lévis Lévis (Québec) G6V 6N6 418-835-8342 1-866-835-8342 (sans frais) www.calacslevis. org Société de transport de Lévis Arrêt devant la bâtisse	Ecoute téléphonique Accompagneme nt judiciaire et médical Suivi individuel Groupe de soutien Rencontres de groupes sur des thèmes particuliers Intervention auprès des proches	Aucun temps d'attente habituelle ment Possibilité d'attente (durée variable) Aucun temps d'attente habituelle ment	Heures d'ouverture Possibilité de rencontres en soirée Heures d'ouverture	8h30 à 12h 13h à 16h30 Lundi au vendredi	Aucune information fournir Possibilité de ne pas donner son vrai nom/prénom ni des informations permettant d'être identifiée Dossier détruit un an après la fin du suivi	Adresse confiden tielle	Femmes Filles 14 ans et + habitant à Lotbinière, Lévis, Bellechasse, Montmagny et L'Islet.

Liste de ressources d'aide gratuites à Québec – suite

Nom	Services	Attente	Horaire	Confidentialité	Personnes visées
Viol secours * 801 – 4e rue, bureau 205 Centre Horizon	Écoute téléphonique	Aucun temps d'attente habituellement	8h30-12h00 13h00-16h30 Lundi au vendredi	Aucune information demandée	Femmes Filles (enfants et adolescentes)
Québec (Québec) G1J 2T7 418-522-2120 www.violsecours.	Intervention individuelle	2 semaines entre moment de l'appel et premier rendez-vous	Heures d'ouverture Soirs parfois	Aucune adresse demandée Possibilité de donner faux	habitant à Québec et à Portneuf.
qc.ca Autobus 54, 133, 290 et 800 du RTC - Arrêt des Capucins/4e rue	Ligne d'urgence pour victimes d'agression sexuelle venant de se produire Accompagnement médical et légal (trousse médico- légale : prélèvement	Aucune attente	Tous les jours À toutes heures Trousses médico-légales Tous les jours À toutes heures	nom	Aucune femme n'est refusée en raison de sa région.
	moins de 5 jours après l'agression pour l'établissement de la preuve; note au dossier médical, etc.) Groupe de soutien	Aucun temps	Heures	Aucune adresse	
	Chaque semaine 12 rencontres Groupe de discussion	d'attente habituellement	d'ouverture Soirs parfois	demandée Possibilité de donner faux nom	

<u>Notes sur les ressources d'aide gratuites à Québec</u> : & Services aussi offerts en anglais

^{*} Lieu des services accessible aux personnes en chaise roulante